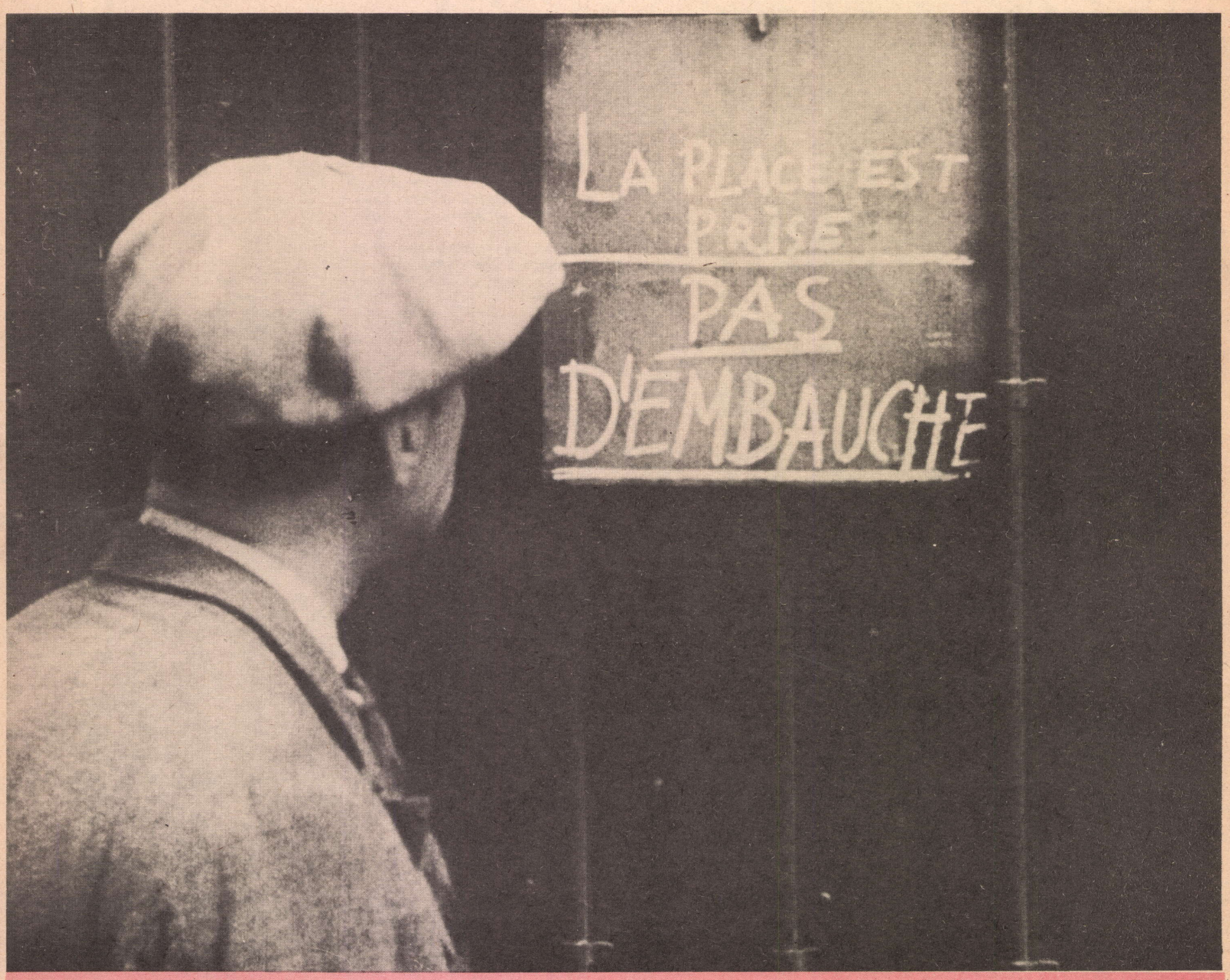
# lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE | PARAIT LE MARDI | N° 173 — SEMAINE DU 21 AU 27 DECEMBRE 1971 | PRIX : 2 F




# DOLLAR : les travailleurs paieront-ils la note?

# courrier des lecteurs

## Quand Dupont de Nemours nous écrit

**Messieurs,**

**Dans votre numéro du 23 novembre, vous mentionnez sous le titre « autoclaves qui sautent » qu'un « autoclave du Teflon a encore explosé ».**

**Vu l'accent mis sur la sécurité à tous les niveaux de la maison Du Pont je me permets de vous signaler que l'autoclave en question ne pouvait être rempli de « Teflon », ce nom étant la marque déposée Du Pont pour le PTFE, matière produite par d'autres compagnies sous d'autres noms.**

**Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.**

**Steven D. Hill,**

**Public Relations Department.**

*Nous donnons volontiers acte à Du Pont de Nemours que l'accident en question ne s'est pas produit dans ses murs, et qu'il devait donc s'agir d'un autoclave rempli de vulgaire PTFE, et non de véritable « Teflon ».*

*Ceci dit, en ce qui concerne* « l'accent mis sur la sécurité à tous les niveaux », *c'est l'avis des travailleurs de Du Pont que nous aimerions connaître.*

## Les étudiants P.S.U. de Bordeaux et l'unité

**Les étudiants du P.S.U. de Bordeaux viennent de publier le premier numéro d'un petit journal ronéoté ;** « Oser lutter ». **La plus grande partie de la rubrique « luttes internationales » de ce journal est occupée par un article intitulé : « Pour l'unité des révolutionnaires et des progressistes. Avec qui ? Comment et pourquoi faire ? ». Cet article se présente comme un bilan de la manifestation du 6 novembre pour le Vietnam.**

**On sait que** Lutte Ouvrière, **à Bordeaux comme à Paris et dans d'autres villes de province, participa à la manifestation du 6 novembre derrière ses propres banderoles, et avec ses propres mots d'ordre. Il n'y avait là rien que de très normal : la possibilité assurée à chaque tendance révolutionnaire de ne pas renoncer à être elle-même, pour participer à une action commune. Au nombre de ces tendances, le P.S.U. fut entièrement libre de déterminer les modalités et les mots d'ordre de son intervention. Mais il faut croire que les libertés que nous reconnaissons au P.S.U. comme à toutes les composantes du mouvement révolutionnaire, ce P.S.U. n'est guère disposé à nous les reconnaître sans histoire. Localement, du moins.**

**Nos censeurs P.S.U. bordelais, au terme de leur article, en arrivent en effet ni plus ni moins à cette conclusion qu'à l'avenir, un large** « front des révolutionnaires et des progressistes » **est possible pour soutenir les peuples d'Indochine, mais que ce front devra nécessairement exclure...** Lutte Ouvrière !

**Voici un échantillon de leur prose :**

« Un large front des révolutionnaires et des progressistes sur les bases énoncées **(reconnaissance des directions petites-bourgeoises et staliniennes et des programmes du G.R.P., du F.N.L., des organisations du « prince » Sihanouk, etc., note de L.O.),** est non seulement possible mais encore nécessaire. Mais ce cartel excluera d'emblée ceux qui n'acceptent pas ces bases, ceux dont les mots d'ordre vont contre les mouvements de libération nationale des peuples d'Indochine.

C'est le problème posé par la présence de Lutte Ouvrière à la manifestation. Lutte Ouvrière a le droit de penser ce qu'elle veut des luttes de libération nationale et particulièrement de la lutte des peuples d'Indochine et de leurs organisations de libération nationale. Lutte Ouvrière a le droit de penser que la Chine, Cuba et la République Démocratique du Vietnam ne sont pas des pays socialistes et qu'il n'y a jamais eu de révolution socialiste dans ces pays. Mais, face à ces thèses, nous avons aussi le droit de refuser que Lutte Ouvrière utilise une manifestation de soutien aux peuples d'Indochine, uniquement pour apparaître dans la rue en tant qu'organisation (ce qu'elle n'avait pu faire depuis longtemps et toutes les occasions étant bonnes pour se faire mousser) et en profite pour avancer des mots d'ordre contraires à la stratégie des organisations indochinoises et contradictoires avec les mots d'ordre des autres organisations partie prenante à la manifestation. Il n'y a pas d'accord possible avec Lutte Ouvrière. Quand les thèses sont contradictoires il ne saurait y avoir de manifestation commune. »

**Ainsi force nous est de constater que nous ne rêvons pas ; la « section étudiante » de Bordeaux se propose bien de se transformer en police politique du mouvement révolutionnaire et prétend s'arroger le droit de dire qui peut manifester et qui ne le peut pas, qui sera** « exclu d'emblée », **et qui aura la bénédiction des petits stratèges locaux du P.S.U. !**

**A la tribune d'un des derniers congrès du P.S.U., un orateur s'en prenait violemment aux « colonels de province » qui sévissaient dans l'organisation.**

**Est-ce de certains leaders étudiants de Bordeaux dont il voulait parler ?**

A. V., Bordeaux.

## Contestation à l'Ecole Polytechnique

**Pendant trois jours, du 25 au 28 octobre, à peu près la moitié des élèves de l'Ecole Polytechnique ont refusé de porter l'uniforme, pour protester contre la peine de seize jours d'arrêts de rigueur infligée pour des motifs futiles à l'un de leurs camarades.**

**Rapidement le mouvement a dépassé ce point particulier, et il est devenu l'expression du malaise profond qui règne dans l'Ecole.**

**Ce malaise provient de la contradiction entre le statut militaire imposé, et le fait que les élèves se considèrent comme étudiants en grande école scientifique et non comme des militaires.**

**Les problèmes de discipline sont souvent aigus, parce qu'ils sont directement liés au statut militaire. Il est habituel de mettre un élève en cellule pour une durée de plusieurs jours sur des motifs arbitraires. Il y a par ailleurs une inquisition permanente des membres de l'administration militaire vis-à-vis des élèves à qui on pose des questions du genre : « quelles sont vos opinions politiques ? » et gare à celui qui ne choisira pas bien son camp.**

**En fait, il n'y a pas de liberté d'expression, de libertés politiques et syndicales ; on constitue des dossiers sur les récalcitrants. Les autorités refusent de reconnaître les mouvements collectifs quels qu'ils soient.**

**Polytechnique est un internat. Tout est conçu à l'Ecole pour que l'on ait aucun effort à fournir. C'est une vie sans problèmes qui y est présentée, où tout est déjà organisé, jusqu'aux loisirs : ceci renforce un certain esprit de caste chez les élèves de l'Ecole et contribue à préserver cette fragile « élite » intellectuelle du monde extérieur.**

**La loi donne mission à l'Ecole de former** « des cadres supérieurs dans tous les domaines de l'activité nationale » — **c'est-à-dire de former les cadres les plus dévoués de la bourgeoisie — 25 % des chefs d'entreprise sont actuellement recrutés à l'X. Ils le seront d'autant plus qu'ils auront été formés en dehors de la vie de la plus grande majorité de la population. Il leur sera d'autant plus facile d'exploiter dans le futur.**

**Et c'est en fait un refus général de la forme que prend cette formation qui a déclenché le mouvement de grève à l'Ecole.**

**Le lundi 25 octobre, les élèves de la promotion 70 apprennent qu'un de leurs camarades de la promotion 69 a reçu seize jours d'arrêts de rigueur pour avoir les cheveux trop longs et avoir protesté contre la sévérité de la sanction. En fait les militaires voulaient coincer un élève dont l'attitude générale et les opinions déplaisaient. Il commence alors une grève de la faim, et la promotion une « grève de l'uniforme ». Les militaires considèrent en effet que ne pas porter l'uniforme est un refus d'obéissance grave pouvant entraîner l'exclusion.**

**Sans doute surpris par l'ampleur du mouvement (la moitié de la promotion en civil) les militaires manient aussi bien la carotte — la peine est réduite de moitié — que le bâton — ils tentent d'empêcher les élèves en civil d'assister au cours. Sur proposition du comité de grève les élèves élisent une délégation de 4 élèves qui doit demander :**

**— la suppression des arrêts de rigueur ;**

**— que le général reçoive ultérieurement toute délégation élue en assemblée générale sur un problème concernant la promotion ;**

**— la libération immédiate de l'élève.**

**Les militaires acceptent de recevoir cette délégation mais pour eux, ces revendications ne peuvent être satisfaites que si le statut militaire de l'Ecole est supprimé.**

**La délégation rend compte et les élèves votent sur la question : « Etes-vous prêts à mener une action visant à supprimer le statut militaire ? ».**

**Résultats : 31 abstentions, 6 nuls, 35 blancs ; 85 oui, 152 non.**

**La grève de l'uniforme cesse alors ; mais si, devant les militaires, une majorité d'élèves ont reconnu qu'ils n'étaient pas prêts à se battre pour la suppression du statut militaire cela ne veut pas dire qu'ils soient favorables à son maintien.**

**Et cela, parce que l'X n'est pas une Ecole où tout tourne rond. De nombreux élèves s'inquiètent de leur rôle futur dans la société : un certain nombre d'entre eux n'ont guère envie de finir dans la peau d'un cadre supérieur de la bourgeoisie, car cela demande trop de compromissions.**

X., Paris.


**lutte ouvrière**

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Bouloi

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
**LUTTE OUVRIERE**
**B.P. 152-06**
**75-Paris-6e**

Tarifs des abonnements :

| | | |
|---|---|---|
| **ordinaires :** | 6 mois : | **30 F** |
| | 1 an : | **50 F** |
| **sous pli fermé :** | 6 mois : | **70 F** |
| | 1 an : | **130 F** |

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

**C.C.P. RODINSON**
**PARIS-6851-10**

## *Éditorial*

# LA VICTOIRE DE L'INDE N'EST PAS FORCÉMENT CELLE DES BENGALIS

**DACCA est tombée. En moins de quinze jours l'armée indienne a conquis ce qui fut le Pakistan oriental. Ses soldats y ont été accueillis partout en libérateurs. Yahia Khan, dont le pouvoir chancelle à Islamabab, a dû accepter un cessez-le-feu qui revient à reconnaître sa défaite. Les avertissements de la Chine et des U.S.A. en faveur du Pakistan n'ont strictement eu aucune influence. La victoire de l'Inde est vraiment totale, sur tous les plans, militaire, politique et diplomatique.**

**Cela ne signifie nullement que la question du Bengale est désormais réglée. En volant au secours des Moukti Bahini, ces maquisards bengalis, le gouvernement de madame Indira Gandhi avait deux buts qui sont liés. D'abord, en s'appuyant sur la volonté du peuple bengali de se séparer du Pakistan qui était son oppresseur depuis vingt-cinq ans et son bourreau depuis un an, aider à démembrer et donc à affaiblir définitivement le principal adversaire de l'Inde. Ensuite, la volonté d'indépendance des Bengalis étant un fait acquis, veiller à ce que le futur gouvernement du nouveau Bangla Desh soit favorable à l'Inde.**

**Le premier de ces buts est désormais acquis. Reste à atteindre le second.**

**En théorie cela ne présente guère de difficultés. L'armée indienne traîne avec elle dans ses fourgons l'état-major politique de la Ligue Awami, que le gouvernement de madame Indira Gandhi a déjà reconnu comme le gouvernement officiel du Bangla Desh.**

**Ce qu'on ignore encore cependant c'est l'influence de ce gouvernement sur les masses bengalies, et surtout sur ceux des Bengalis qui ont pris les armes contre les troupes pakistanaises. Car il n'est pas certain que ce sont bien les hommes désignés par Indira Gandhi qui sont reconnus comme leurs chefs légitimes par les Bengalis et par les Moukti Bahini. Et c'est bien ce que craignent les gouvernants et les généraux indiens.**

**Ils savent qu'à côté de la Ligue Awami existent d'autres formations politiques nationalistes bengalies qui passent pour être plus radicales et en tous cas moins inféodées à l'Inde. Ils savent aussi que les leaders en liberté de la Ligue Awami n'ont pas un prestige tel qu'il les imposerait sans discussion possible comme les seuls chefs du Bangla Desh.**

**Un seul semble être dans ce cas : Sheikh Mujibur Rahman. Il est aux mains des Pakistanais. Ou plutôt il a disparu entre leurs mains voici des mois et on ignore toujours s'il est encore vivant. Lui seul sans doute pourrait s'imposer sans contestation à la tête du nouvel Etat.**

**C'est pour cela que, à New Delhi, des voix s'élèvent pour réclamer sa libération rapide et pour proposer le rapatriement des prisonniers pakistanais contre cette libération. De toute évidence l'une des premières préoccupations maintenant des dirigeants indiens est de stabiliser la situation au Bengale. Encore reste-t-il à voir dans quelle mesure Mujibur Rahman, en admettant qu'il soit vivant, acceptera d'être l'homme de l'Inde. Et à quelles conditions Islamabad acceptera de le libérer. Après la cuisante défaite politique et militaire, Mujibur Rahman est la seule carte qui reste entre les mains du Pakistan. Si la situation se tendait au Bangla Desh elle pourrait prendre bien de la valeur.**

**En attendant, les dernières dépêches en provenance de Dacca nous indiquent que l'armée indienne aurait laissé ou aurait rendu leurs armes à certaines troupes pakistanaises pour leur permettre de se défendre contre la fureur de Bengalis prêts à se venger sur elles de tout ce qu'ils ont dû endurer ces derniers mois. Elles nous indiquent aussi que les Moukti Bahini, lancés dans la chasse aux « collaborateurs » n'écoutent ni les exhortations au calme de leur « gouvernement » ni les ordres de leurs chefs.**

**Avec toutes les réserves d'usage qu'il convient de faire vis-à-vis de nouvelles diffusées par une presse qui est loin d'être neutre dans cette affaire, elles semblent en tous cas confirmer que tous les Bengalis ne se reconnaissent pas forcément dans les dirigeants de la Ligue Awami. Mais elles confirment surtout qu'entre les masses bengalies, l'armée indienne et l'armée pakistanaise, l'alliance fondamentale ne passe pas, contrairement aux apparences, entre les deux premières.**

Voir notre article en page 5
**DOLLAR : les travailleurs paieront-ils la note ?**

# sommaire


### EN FRANCE

**● Leur nouvelle société**

**Page 9**
— Les prisons.
**Page 10**
— Georges Marchais dans le 20e.
— Paris 15e : les expulsions.
**Pages 14 et 24**
— Lycées et facultés.

**● Dans les entreprises**

**Page 15**
— Echos des entreprises.
**Page 16**
— Débrayages à Bronzavia (Courbevoie).
— Grève chez Bertin (Plaisir).
— Grève à la Delle Alsthom (Villeurbanne).
**Page 17**
— L'attitude des directions syndicales aux Compteurs de Montrouge.
— La direction resserre la discipline à la S.K.F. (Ivry).
**Page 18**
— Incendie à l'usine C.G.C.T. de Longuenesse (Pas-de-Calais).
— Un tour de vis de la direction à Peugeot (Sochaux).
**Page 19**
— Licenciements prévus chez Olier.
— Une cantine de classe.

### DANS LE MONDE

**Page 5**
— Dollar : les travailleurs paieront-ils la note ?
**PEROU**
**Page 6**
— La junte militaire mitraille les travailleurs.
**CHINE**
**Page 7**
— La « coexistence pacifique » à la sauce chinoise.
**ESPAGNE**
**Page 8**
— La grève est terminée... mais la lutte continue.
**U.S.A.**
**Pages 12-13**
— Décembre 1941 : l'entrée en guerre des U.S.A.

### DIVERS

**Page 4**
— En bref.
**Page 11**
— Revue de presse.
**Page 20**
— Les livres
**Pages 21-22**
— Feuilleton.
**Page 23**
— Cinéma-télévision.


# Pour la victoire du peuple vietnamien

LE conflit entre l'Inde et le Pakistan a quelque peu relégué au second plan la guerre du Vietnam — tant il est vrai que l'actualité politique change vite et que les événements, conflits et cataclysmes, se succèdent dans le monde avec une rapidité extrême. Mais là-bas les combats continuent.

L'indépendance pour laquelle se battent les Vietnamiens, depuis plus de vingt-cinq ans, ce n'est certainement pas un accord entre les grandes puissances, U.S.A., Chine et U.R.S.S., qui pourra la leur garantir. Ce que les U.S.A. recherchent en Asie du Sud-Est, c'est un règlement global qui leur permette d'y conserver des prérogatives importantes. Il n'est pas question pour eux de quitter le devant de la scène sans compensations. Et c'est bien d'ailleurs pourquoi la guerre continue.

Ces garanties, les U.S.A. les attendent principalement de la Chine, et c'est cela que Nixon ira négocier avec les dirigeants chinois en février prochain. Et les dirigeants russes ne voudront pas se trouver à l'écart des négociations le jour où celles-ci s'ouvriront sur les bases définies par l'impérialisme américain.

Si un règlement intervient dans l'année qui vient, ce sera certes une grande victoire pour les combattants vietcongs car la lutte héroïque menée pendant des années par le peuple vietnamien et les autres peuples d'Indochine aura forcé le plus puissant impérialisme, l'impérialisme américain, à reculer, à négocier, à reconnaître qu'il n'a pu vaincre un peuple qui lutte pour sa liberté.

Mais cela ne pourra en aucun cas apporter la véritable indépendance qui ne peut être obtenue que lorsque les classes laborieuses prennent leur sort entre leurs mains.

La victoire du F.N.L. sera la victoire d'un Front d'unité nationale. Dès sa création le F.N.L. a souligné son aspiration à rassembler fraternellement bourgeois et travailleurs, ce qui veut dire en clair qu'il défend les intérêts des premiers contre ceux des derniers. Le F.N.L. n'a d'ailleurs jamais revendiqué l'étiquette prolétarienne, au contraire. Le programme du F.N.L. n'est pas fait pour les ouvriers et les paysans pauvres du Vietnam. C'est un programme bourgeois qui n'a d'autre objectif que de donner à la bourgeoisie vietnamienne les chances de construire une économie sur la base de l'indépendance nationale enfin trouvée.

Mais quelle indépendance les ouvriers et paysans pauvres du Vietnam auront-ils ainsi conquise ? Celle de se trouver exploités par une bourgeoisie nationale d'autant plus rapace que la reconstruction de l'économie aura été rendue plus difficile par la guerre ?

Son indépendance véritable, le peuple vietnamien ne l'acquerra que lorsque les travailleurs vietnamiens prendront enfin leur sort en main.

**Au Vietnam comme ailleurs, le pouvoir aux travailleurs.**

*Catherine LORAINE.*

# en bref... en bref... en bref...

## En Guyane : comment on traite ceux qui travaillent la terre

**Quarante ouvriers brésiliens ont été expulsés par les autorités françaises de la Guyane en raison de leur participation à une grève. Le fait a été signalé par le** Journal Do Brasil **du 14 décembre.**

**Territoire Français, la Guyane avec ses 35 000 habitants dont la moitié vit dans la capitale Cayenne est tristement célèbre en tant qu'ancien lieu de déportation des condamnés aux travaux forcés et maintenant à cause de sa base de lancement de fusées de Kourou.**

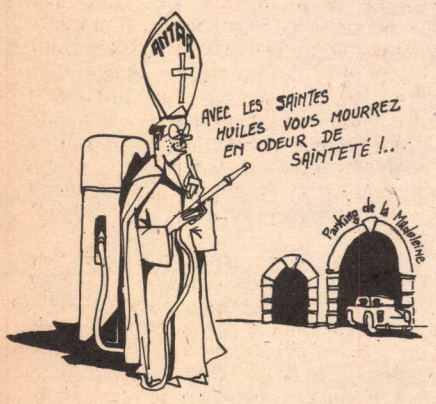
**Dans ce territoire d'une superficie égale à celle du Portugal la vie se concentre pratiquement dans la seule ville de Cayenne qui est un centre administratif relativement important (il faut bien assurer la présence française) et un centre commercial pour ceux qui vivent des ressources de l'administration.**

**Ainsi pour assurer les travaux difficiles ou ceux de la terre les habitants de la Guyane utilisent la main d'œuvre émigrée. En particulier celle des paysans misérables fuyant la famine qui règne au nord du Brésil et qui viennent travailler dans des conditions déplorables en Guyane.**

**Dans** « ce petit coin de France » **où Européens d'origine, colons et commerçants de toute origine vivent avec le** « standing européen », **les paysans émigrés ont pu apprécier « l'hospitalité » des hommes de Marcellin.**

## Seigneur, qui êtes aux Cieux, descendez un peu dans le parking souterrain de la place de la Madeleine

**Une sommité de la hiérarchie catholique a procédé, la semaine passée, à la bénédiction en grande pompe, du parking souterrain de la place de la Madeleine. Voilà du moins ce qu'a annoncé un bulletin d'information d'Europe n° 1 !**




**Pourquoi bénir un tel lieu ? Pour une raison bien simple : ces derniers temps, on y crevait de plus en plus des émanations toxiques de vapeurs d'essence ; désormais, on y crèvera en odeur de sainteté.**

## Rideau de fumée

**Il ne se passe maintenant plus une semaine sans que n'éclatent un ou plusieurs scandales dans lesquels ont trempé des personnalités du monde de la politique ou de celui des affaires. On a d'ailleurs bien du mal à distinguer les uns des autres !**

**Devant un tel déferlement de révélations, chacun s'interroge. Il y a certainement un « mouton » dans la bande. D'ailleurs, un nom revient avec insistance sur toutes les lèvres : celui d'un accordéoniste en vue qui connaît, paraît-il bien la musique et qui est très introduit dans le milieu — nous parlons bien entendu de celui de la politique et des affaires, qu'alliez-vous penser ? Giscard ? Ce n'est pas un homme qui a la réputation d'un donneur. Et pourtant, c'est bien de lui que l'on parle. Notre ministre des finances, las de l'immoralité qui règne dans ce basmonde où l'on fait des affaires, aurait décidé de porter le fer dans la plaie. Et ses coups tombent drus. Après Rives-Henrys et quelques autres** « partenaires » **de l'U.D.R., les dirigeants d'une autre société civile de placements immobiliers viennent de faire les frais de l'offensive purificatrice du ministère des finances. Des industriels lyonnais, qui avaient l'audace de frauder le fisc en utilisant de fausses factures, viennent d'être pris la main dans le sac. Où s'arrêtera la passion justicière de notre grand argentier ? A voir le zèle qu'il déploie, on peut craindre qu'emporté par l'élan, il s'attaque aux grosses sociétés capitalistes et qu'il déborde même le P.C.F. sur sa gauche, et pourquoi pas les gauchistes ! Rassurez-vous, Valéry n'est pas, contrairement aux apparences, saisi par la débauche. Ni l'esprit de mai, ni celui du bolchevisme ne flottent dans les bureaux du ministère des finances. Giscard est un malin, et les incendies qu'il allume forment un excellent rideau de fumée derrière lequel les scandales permanents du capitalisme peuvent se perpétrer à loisir.**

## Presse, télé, censure

**L'incident de l'émission** « A armes égales » **a amené la presse — dans sa majorité — à condamner la censure à l'O.R.T.F.**

**Une exception qui ne surprendra personne :** « Le Figaro ». **S'il a lui aussi fermement dénoncé la censure, c'est celle de... Maurice Clavel, qui aurait privé des millions de téléspectateurs de leur émission !**

**Comme si les téléspectateurs n'avaient pas préféré l'émission ainsi écourtée au débat académique que l'esclandre de Maurice Clavel a évité.**

**Quant à** « L'Humanité », **elle a eu une position pour le moins trouble.**

**L'organe central du P.C.F. titrait le 14 décembre :** « le débat a été esquivé ». **Car voyez-vous,** « Maurice Clavel avait abandonné le terrain à son interlocuteur ».

**Bien sûr,** « il est strictement inadmissible qu'un texte politique puisse être censuré », **mais** « rien ne prouve qu'il fallait aller jusqu'à l'incident, jusju'au scandale. Mais apparemment, Maurice Clavel a un goût prononcé pour la provocation. Il s'est jeté dedans tête baissée... il a fait sa barricade avec un micro ».

**Comme disait le député indépendant Griotteray,** « l'erreur a été de choisir un irresponsable ».

**Car les dirigeants du P.C.F., eux, sont responsables. Jamais ils n'ont quitté un « salon où l'on cause » ; jamais ils n'ont causé** « d'incidents » **ou de** « scandale » ; **quelles que soient les conditions, ils seront toujours prêts à discuter raisonnablement, entre gens de bonne compagnie.**

**Quant à** « la fuite de Maurice Clavel », **elle a permis de voir** « la tactique gauchiste pour ainsi dire dans son principe : on donne de la voix et l'on cède le champ à l'adversaire... Ah ! que M. Royer, que M. Pompidou doivent souhaiter des contradicteurs de la taille de Maurice Clavel, qui chante mai et vénère De Gaulle... »

**Que Maurice Clavel se dise** « gaullo-gauchiste », **cela peut faire sourire à juste titre ; mais pas** « L'Humanité ».

**Parce qu'en 1944,** « L'Humanité » **étalait sur trois colonnes à la une, la photo de De Gaulle** « libérateur de la France » ; **parce que la popularité de De Gaulle a été forgée pendant la guerre en grande partie par le P.C.F.**

**D'ailleurs le rédacteur de cet article a dû se sentir gêné, car le lendemain, il en écrivait un autre sous le titre quand même plus justifié** « oui, la télévision est censurée », **où il essayait maladroitement d'expliquer que** « L'Humanité » **n'avait pas attendu Maurice Clavel pour découvrir la censure.**

**Sans doute. Il n'empêche que la veille, tout son article attaquait non pas la censure à l'O.R.T.F., mais celui qui l'avait dénoncée.**

## La famille Chtioui restera en Lorraine

**En Lorraine se déroule actuellement une affaire scandaleuse dont est victime une famille de travailleurs immigrés. Le père, M. Chtioui, d'origine marocaine, travaille depuis deux ans en France chez Sidélor. Sa situation est tout à fait régulière et il bénéficie actuellement d'une carte de résident valable trois ans. Ayant fait des économies, il décidait de faire venir sa femme et ses sept enfants dont il était séparé. En septembre, sa famille arrivait. Il s'empressait d'aller déclarer sa présence au commissariat. On lui remit pour eux une carte de séjour temporaire de trois mois. Deux mois et demi après M. Chtioui était convoqué au commissariat où on lui expliqua que sa famille n'étant admise que comme « touriste » elle devait quitter le territoire français au plus tard le 11 décembre !**

**M. Chtioui n'avait pas suivi la procédure normale ! C'est pourtant un minimum quand on travaille en France de pouvoir y faire venir sa famille ! De nombreux cas avaient été régularisés dans le passé. Mais voilà, il y a des difficultés économiques en Lorraine, alors on trouve des moyens grossiers pour se débarrasser des personnes jugées en trop.**

**Cette affaire a fait du bruit car les organisations politiques et syndicales ont pris en main la défense de la famille Chtioui. Mais combien de travailleurs immigrés, dans toute la France, se sont trouvés dans la même situation... et ont dû s'incliner ?**

**Devant la publicité faite, la direction de l'usine Sidélor a fait des propositions de conciliation qui consistent à offrir à M. Chtioui, soit de se séparer des siens qui regagneraient le Maroc, soit d'aller travailler avec sa famille à Dunkerque ! Quelle générosité !**

**Au travers du cas de la famille Chtioui, c'est toute la situation faite aux travailleurs immigrés qui est en cause. Un grand patron de la région aurait déclaré** « C'est leur rôle d'être sacrifiés. En partie, nous les avons embauchés pour cela ».

**Nous ne devons pas l'accepter. La défense de la famille Chtioui à Thionville, la défense des travailleurs immigrés dans les entreprises et les localités où ils se trouvent est un devoir pour les travailleurs français.**

## GENNEVILLIERS :

# Les méfaits de la C.F.T.

*Dans la première semaine de décembre 2 délégués C.G.T. de Gennevilliers ont été agressés.*

*Jeudi 2 décembre, à la sortie de l'équipe du soir à 10 heures, un délégué C.G.T. de l'entreprise Aubert et Duval a été agressé par un groupe d'individus qui l'ont roué de coups.*

*Cette première agression ne permettait pas de dire si le commando était de la C.F.T. où s'il s'agissait simplement d'une bande de malfaiteurs.*

*Mais l'agression dont a été victime le lendemain, dans une entreprise voisine (l'entreprise de transports Fraikin), un autre militant C.G.T. est elle sans équivoque possible quant à l'identité des auteurs.*

*Le vendredi 3 décembre, le responsable de l'embauche de Fraikin demande à un chauffeur qui est délégué C.G.T. de faire passer un essai à une personne qui vient pour l'embauche. Le candidat prend donc le volant d'un camion, le délégué étant à côté de lui. Au bout d'un moment de conduite le candidat prétend entendre un bruit derrière la cabine. Il arrête le camion dans un endroit où il y a peu de circulation, les 2 personnes descendent et au moment où le délégué C.G.T. se baissait sous la plateforme pour regarder il reçoit un coup derrière la nuque. Il tombe et est roué de coups de pieds.*

*Heureusement pour lui, un camion arrive et s'arrête. Voyant ça l'agresseur s'enfuit et parvient à disparaître.*

*Le délégué revient alors à l'usine et va chercher le nom du candidat à l'embauche au service du personnel. Mais le responsable de l'embauche avait oublié de relever l'identité du candidat !*

*Cela s'explique quand on sait que cet individu est l'animateur de la C.F.T. dans l'entreprise.*

*Car chez Fraikin, comme chez Aubert et Duval, les patrons tentent d'implanter par tous les moyens un syndicat à eux, la C.F.T.*

*Face à ces agressions qu'a fait la C.G.T. ? Rien, ou presque. Les travailleurs de la localité n'ont même pas été informés de ces faits. Il y a eu seulement un article relatant ces événements dans le journal local du Parti communiste* La Voix Populaire.

*Alors que la C.G.T. et le Parti communiste ont fait ces derniers temps toute une campagne dans Gennevilliers contre le syndicat indépendant de Valentine car ils avaient découverts la feuille de paye d'un O.S. de Valentine indicateur de la direction qui avait touché pendant le mois de novembre un salaire de 529 000 anciens francs, ils ont passé ces agressions sous silence.*

*Qu'est-ce que cela signifie ? La C.G.T. va-t-elle laisser ses propres militants se faire tabasser impunément par des nervis d'autant que l'absence de riposte à ces agressions ne peut qu'encourager les tabasseurs de la C.F.T. à recommencer.*

# DOLLAR

# Les travailleurs paieront-ils la note?

**LE système monétaire en crise vient enfin de sortir du provisoire. Du moins... provisoirement. Il était en tout cas patent que les mesures prises par Nixon le 15 août dernier, afin de stopper la rapide détérioration de la balance commerciale américaine, notamment la fameuse taxe de 10 % sur les produits d'importation, étaient destinées à être une bouée de sauvetage. Un réajustement des monnaies des principales puissances capitalistes devait nécessairement s'en suivre.**

Maintenant et momentanément, cela semble chose faite. La déclaration franco-américaine consécutive à la réunion des Açores admit le principe d'une dévaluation du dollar et d'une réévaluation concomitante de certaines grandes monnaies. Ce qui valut au président Pompidou l'insigne honneur de passer pour l'homme qui réussit à imposer aux Américains de faire... ce qu'ils avaient de toute façon envie de faire.

Les marchandages qui s'ensuivirent, et notamment ceux de Washington entre ministres des finances des dix pays capitalistes les plus riches, ont abouti à ce que des chiffres précis soient fixés.

Ainsi donc, le dollar sera dévalué de 7,89 %, suivi d'ailleurs dès à présent par certaines autres monnaies secondaires. En revanche, une série d'autres devises seront réévaluées, le yen japonais notamment de 7,66 %, le mark allemand et le franc suisse de 4,71 %, le franc belge et le florin hollandais de 2,71 %. Le franc français, lui, ne bouge pas, pas plus que la livre sterling.

Par contre, les U.S.A. refusant absolument que le dollar soit convertible en or, les autres membres des Dix ont dû se faire une raison. Autrement dit, si on a réussi un réajustement des parités tel que le dollar soit moins surévalué sur les marchés de change officiels par rapport aux autres monnaies, il continue à être imposé par la force des choses — et des U.S.A. — comme un instrument de payement et de réserve international à l'égal de l'or.

Autrement dit encore, une des raisons principales de la crise actuelle — du moins, au plan monétaire — est maintenue.

Et pour couronner le tout, toujours au plan monétaire, les Dix ont reconnu implicitement que, malgré le réajustement des prix des principales devises les unes par rapport aux autres, il serait aléatoire d'établir des parités véritablement fixes. La parité de chaque monnaie peut fluctuer, de 2,25 % en hausse et d'autant en baisse par rapport à sa définition légale. De 4,5 % donc entre sa valeur plafond et sa valeur plancher. Mais comme il n'est pas inconcevable qu'une devise soit un jour à sa valeur plancher et l'autre à sa valeur plafond, alors que le lendemain la spéculation fasse que cela soit l'inverse, deux devises peuvent « flotter », l'une comparativement à l'autre, dans les limites d'une marge de 9 % !

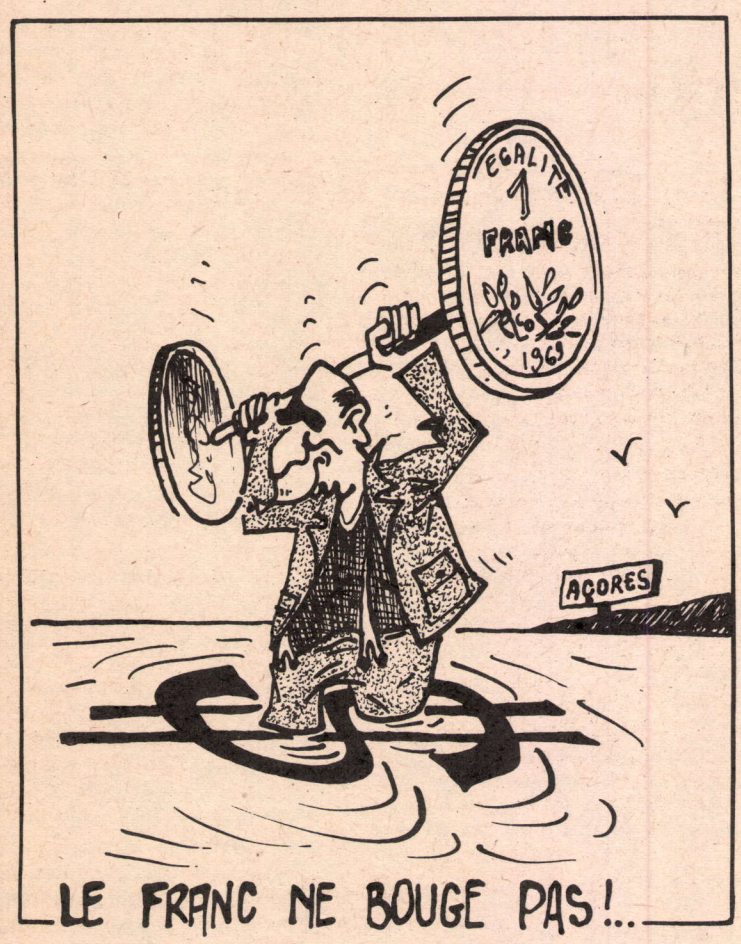
Autrement dit, dans cette limite des 9 % — et c'est considérable — tous les inconvénients de la situation monétaire actuelle instable demeurent. Aucun exportateur, aucun importateur, ne saura par avance, à quel taux ses recettes lui seront payées ou à quel taux il pourra se procurer les devises nécessaires à ses transactions internationales.

Cela, et cela seul, est déjà une importante cause de ralentissement des transactions internationales. Mais il y en a bien d'autres.

## Un réajustement nécessaire

Pour bancale que soit la solution, sur le seul plan monétaire, c'est encore ce que les plus grandes puissances capitalistes ont trouvé de mieux. C'est en tout cas celle sur laquelle elles sont parvenues à tomber d'accord.

Le terme même d'accord est cependant dans une large mesure trompeur. Car malgré les cocoricos poussés en France par exemple sur la « victoire » de Pompidou sur Nixon aux Açores, ce sont en fait les Etats-Unis qui imposèrent leurs propositions. Même si — et nous y reviendrons — ces derniers assumèrent leurs responsabilités de chef de file des pays impérialistes et ne cherchèrent pas à écraser leurs frères-ennemis sous les décombres d'un écroulement commercial qui les eut à leur tour ensevelis.




Comme devait le noter l'éditorialiste des « Echos », un peu plus lucide que bien de ses confrères, au lendemain des Açores : **« ... si la France a tenu ainsi la vedette, il ne faut pas perdre de vue que les Etats-Unis ont pratiquement déjà atteint la quasi totalité de leurs objectifs. »**

Car, rappelons-le, le réajustement des devises et, en ce qui le concerne, la dévaluation du dollar, répondent avant tout à des nécessités américaines, favorisent avant tout le commerce américain. Même si la solution d'une crise qui menace toutes les transactions internationales, est finalement de l'intérêt de tous les pays capitalistes.

Le dollar était, depuis longtemps surévalué par rapport à l'or et par rapport aux autres devises. Rançon des dépenses assumées par les Etats-Unis aux quatre coins du globe au nom du monde occidental et financées comme partout, en imprimant des billets supplémentaires, rançon aussi des exportations de capitaux américains, la balance des payements est déficitaire depuis des années. La perte de confiance dans le dollar qui en résultait contribuait à alimenter le cycle inflationniste tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le dollar se détériorait plus rapidement que la monnaie de certains des principaux concurrents des capitalistes américains, des Japonais et des Allemands en particulier. Ce qui eut comme résultat une hausse de prix plus rapide des produits américains que des produits de ses concurrents. Ces derniers vendant à meilleur prix acquirent des avantages non négligeables, jusqu'à et y compris sur le marché américain. Les Etats-Unis, pour la première fois depuis des décennies, vendirent cette année moins à l'extérieur qu'ils n'achetèrent. La détérioration de la balance commerciale qui en résultait, d'effet devint à son tour cause et alimentait la méfiance à l'égard du dollar, donc, l'inflation.

Il fallait que le cycle cesse. La taxe de 10 % aux importations endiguait quelque peu l'afflux de marchandises étrangères. Mais il fallait, à plus long terme, aboutir à un réajustement.

Autrement dit, à diminuer la parité officielle du dollar par rapport aux autres monnaies. De l'ordre de 20 % à 25 % pour que les marchandises américaines retrouvent leur compétitivité normale.

## Sur la pointe des pieds

Ce résultat aurait pu être atteint en se limitant au plan monétaire par deux méthodes. Ou par une dévaluation importante du dollar, ou par une réévaluation des autres monnaies, en particulier celles des concurrents les plus dangereux.

La première avait l'avantage de la facilité. La décision dépendait entièrement des dirigeants américains. Elle eut aussi été la plus conforme à la logique de l'économie capitaliste de marché. « Rétablissons une parité des monnaies conforme à la réalité des choses. Ensuite, que le meilleur gagne et que le marché décide ». Les Etats-Unis eussent tout l'avantage de tenir un tel langage. Du moins, dans un premier temps. Car, à plus long terme, ils risquaient fort de crever de leur victoire. Ou bien les autres puissances eussent répondu à leur tour par des dévaluations successives, amenant une valse continue des parités et l'arrêt des transactions internationales, rendues impossibles. Ou bien, elles auraient subi un effondrement commercial catastrophique.

Et enchevêtrées que sont les multiples fibres de l'économie mondiale, les U.S.A. ne seraient pas restés longtemps un havre de prospérité dans un monde en tourment.

Il ne faut pas attribuer aux capitalistes, fussent-ils ceux de l'impérialisme chef de file, un sens des responsabilités excessif, même de leur point de vue — qui est le seul qui compte pour eux.

Apparemment cependant, les Etats-Unis ont préféré — du moins pour l'instant — écarter les risques d'une dévaluation forte, de l'ordre de 25 %, solution à première vue si alléchante pourtant.

La deuxième solution monétaire eut été une forte réévaluation des autres monnaies. Solution identique quant au fond à la précédente, dans ses effets, tant favorables que défavorables. Mais elle avait l'inconvénient de son avantage supplémentaire : elle eut permis aux U.S.A. de réajuster le dollar simplement par rapport à ses concurrents les plus dangereux, sans être obligés de loger tout le monde à la même enseigne. Mais lequel de ces concurrents eut accepté de se faire hara-kiri de plein gré, en réévaluant sa monnaie de 25 % par rapport au dollar ?

## Entre deux maux le troisième

Finalement, la solution sur laquelle se sont rabattus les uns et les autres, n'est ni une dévaluation forte du dollar, ni une réévaluation forte des devises des autres, mais le mélange d'une dévaluation modérée du dollar et de réévaluations également modérées. La première améliore prudemment la position des Etats-Unis à l'égard de tout le monde. Les secondes permettent d'accentuer l'avantage « à la tête du client ».

Mais le réajustement n'est qu'un des aspects de la politique choisie en la matière. Car, même additionnées, dévaluation du dollar et réévaluations ne font pas le compte pour les Etats-Unis. Même dans le cas du pays le plus défavorisé par les mesures monétaires, le Japon, l'effet cumulé de la dévaluation du dollar et de la réévaluation du yen n'améliore la position américaine que de quelque 15,55 %. Or les experts américains parlèrent naguère d'un réajustement qui aurait dû atteindre pour le Japon près du double !

Or pour soucieux que soient les Etats-Unis d'éviter toute mesure brusque entraînant l'effondrement économique de leurs concurrents, ils n'en sont pas plus disposés à leur faire des cadeaux.

Les U.S.A. étaient clairs sur la question : l'insuffisance des réajustements monétaires doit être compensée par des accords commerciaux. En particulier, la suppression de la taxe de 10 % sur les importations était conditionnée non seulement par un accord sur les nouvelles parités monétaires, mais aussi et surtout, par des négociations commerciales.

En clair cela signifie que les Etats-Unis acceptent de ne pas exiger les réajustements monétaires qu'ils estiment nécessaires, mais à condition que leurs concurrents, qui continuent à être avantagés sur le plan monétaire, consentent à se soumettre à des accords commerciaux, permettant à Washington de protéger le commerce américain. De le protéger dans certains cas en atténuant les barrières protectionnistes qui s'opposent à l'entrée de marchandises de tels pays concurrents de produits américains. Mais dans d'autres cas, en acceptant soit un malthusianisme volontaire des exportations en direction des Etats-Unis, soit des contingentements, soit encore des taxations douanières proportionnelles à la quantité exportée. Voire — comme le demandent par exemple les U.S.A. au Marché Commun pour ce qui est du blé et des céréales fourragères — en s'engageant à stocker une proportion accrue de la production, de manière à moins gêner la concurrence des produits similaires en provenance des Etats-Unis.

En tout état de cause, l'ensemble des mesures proposées par les Etats-Unis aboutit à une réglementation croissante des transactions commerciales internationales, à un protectionnisme accru ; en un mot, à parsemer le marché international d'une multitude d'obstacles qui finiront par l'étouffer.

Et si, à priori, la solution choisie par les Etats-Unis et acceptée par les autres pour se sortir de la crise actuelle, semble moins brutale, moins catastrophique dans ses effets immédiats qu'une dévaluation importante du dollar par exemple, elle peut être encore plus dangereuse dans ses effets à plus long terme.

Car le système capitaliste étant ce qu'il est, toute limitation, tout étouffement du marché et donc de la vente conduit à un étouffement de la production. Le corollaire du ralentissement des transactions internationales inscrit dans la « solution » américaine, est un ralentissement de la production à l'échelle du monde, la récession généralisée, la sous-utilisation des forces productives de la société, avec toutes les conséquences que cela implique pour les masses travailleuses.

On prétendra encore que la fin de la crise s'est dessinée aux Açores et à Washington. Il serait infiniment plus conforme à la réalité de constater que l'humanité a fait un pas de plus vers la crise économique grave.

**Georges KALDY**

# PEROU :

# La junte militaire mitraille les travailleurs

**NOUS avons publié, dans le dernier numéro de L.O., une protestation d'intellectuels membres du « Comité français de solidarité avec les victimes de la répression au Pérou » s'élevant contre l'assassinat par les forces de l'ordre de huit mineurs grévistes à l'occasion d'une grève dans la mine de cuivre de Cobriza, appartenant à la compagnie américaine Cerro de Pasco Corporation. Outre les tués 30 travailleurs avaient été gravement blessés, une soixantaine déportés dans un camp de concentration en forêt vierge et une quarantaine jetés en prison à Huancayo.**

**Mais les informations qui nous arrivent aujourd'hui du Pérou indiquent que la répression a été beaucoup plus dure que ce qui avait été indiqué dans un premier temps. Il semble désormais que le nombre des victimes s'élève à plus de 25. Parmi elles, trois ou quatre dirigeants syndicalistes ont été tués non durant les combats mais froidement fusillés sans jugement.**

**Et cette politique violemment anti-ouvrière du gouvernement nationaliste péruvien n'empêche nullement la gauche péruvienne, P.C. en tête, de le considérer comme un allié. Cette politique n'empêche nullement des gens qui, là-bas, se réclament du trotskysme, comme Ismael Frias, leader de la « tendance marxiste-révolutionnaire » liée à Michel Pablo, de justifier purement et simplement les massacres et la répression tandis que les militants du Front de la Gauche Révolutionnaire (F.I.R. lié au Secrétariat Unifié) sont profondément divisés pour ce qui est de s'opposer résolument au gouvernement alors que ce même gouvernement n'hésite pas à déporter leur leader Hugo Blanco au Mexique.**

**En France des intellectuels dits de « gauche », comme Laurent Schwartz ou Vidal-Naquet, ont refusé d'envoyer une lettre de ferme protestation préférant, pour tempérer la leur, insister dans un télégramme au général Velasco Alvarado sur le profond intérêt qu'ils portent à la réforme agraire en cours.**

**Et les uns et les autres sont, en général, de fervents admirateurs de Castro qui lui-même n'a pas caché son admiration pour les dirigeants péruviens.**

**Et on peut se demander ce que tout ce beau monde a à faire avec la classe ouvrière et le socialisme. A l'évidence rien.**

**J.L.**

Le général Alvarado : paré par les partis de « gauche » de vertus anti-impérialistes (!) il n'est en fait qu'un dictateur féroce. (Ph. L.O.)

# Le massacre de la mine de Cobriza

NOUS publions ici des extraits d'un appel lancé après le massacre de Cobriza par le « Comité des mineurs ».

Comme on peut le voir à la lecture de ce texte, les mineurs de Cobriza ne sont pas des révolutionnaires. Ce sont de simples travailleurs, souvent d'anciens paysans d'origine indienne qui, jusqu'alors, n'étaient nullement hostiles au gouvernement. Au contraire même. Ils étaient sans doute persuadés que leur lutte contre une compagnie américaine rencontrerait un accueil favorable auprès d'un gouvernement qui a maintes fois déclaré que son but était de confisquer les grosses compagnies étrangères.

Mais le gouvernement des généraux péruviens, s'il est tout prêt à faire certains gestes pour protéger la bourgeoisie péruvienne contre ses concurrents (comme, par exemple, accomplir certaines nationalisations) craint par-dessus tout une mobilisation des travailleurs sur une base de classe, même sur des objectifs très limités.

Et c'est pourquoi, lorsque les travailleurs entrent en lutte, le gouvernement « nationaliste » se retrouve tout naturellement du côté des « capitalistes étrangers » qu'il vitupère si fort dans ses discours, et n'hésite pas un seul instant à faire tirer sur les travailleurs.

**L'armée patrouillant dans les rues lors d'une grève précédente.** (Ph. U.P.I.)

## Le Comité des mineurs survivants de Cobriza informe :

*Le 5 novembre notre juste grève avait obtenu l'appui de tout le peuple ; les 15 centrales syndicales restaient fermes sur leurs positions, nous allions vers une victoire assurée sur nos revendications et nous espérions aussi obtenir leur appui pour l'expulsion de la direction de l'entreprise. Presque tous les syndicats s'étaient prononcés en notre faveur, et nous avaient offert leur appui pour la grève. Ceci effraya l'entreprise et le gouvernement.*

### Les causes du conflit

*Le gouvernement, sans chercher les causes du conflit, sans analyser comment s'étaient produits les faits, et appuyant sur tous les points la direction, donna tort à nous autres, les travailleurs. Le gouvernement n'a jamais demandé : pourquoi la direction de l'entreprise a-t-elle fait enlever tous les instruments de travail, les machines lourdes de l'atelier où nous travaillions pour les remiser à un endroit qu'on appelle le Parc et où elles n'ont rien à faire. Les camions, les camionnettes, les berlines, les grosses machines, tout a été remisé dans ce parc, dans l'unique intention de provoquer les travailleurs qui voyaient dans ce déménagement du matériel un danger de perdre leur travail. Mais le gouvernement ne chercha même pas à enquêter sur cette provocation et nous accusa d'avoir agressé la force armée,* ce qui est complètement faux. *Notre but était d'obtenir une entrevue avec les patrons de l'entreprise pour savoir pourquoi on avait déménagé tout notre matériel.*

### Une protection patronale

*Le chef des gardes d'assaut, un certain capitaine Hermozo, refusa notre demande d'une façon très hautaine, puis il donna ordre de frapper à coups de matraques et de crosses de fusils tous les membres de notre délégation, et tout particulièrement notre secrétaire général Pablo Inza.*

*Comme travailleurs organisés, nous nous sommes montrés paisibles et disciplinés. Nous étions pressés de voir le superintendant Ukos. Nous nous sommes approchés de la guérite de contrôle pour insister à nouveau sur l'urgence de l'entrevue. Les chefs yanquis et les autres étrangers de la mine, se trouvaient entre-temps dans leur résidence, en train de se saouler à mort, tandis que nous autres nous mourions de faim. C'est alors que le capitaine Hermozo donna l'ordre de jeter sur nous une avalanche de grenades lacrymogènes ; quelques camarades, qui avaient reçu les gaz dans les yeux, tombèrent à terre, évanouis. Tout de suite après, les gardes d'assaut ouvrirent le feu sur nous, et ces assassins, envoyés par le gouvernement qui se dit « révolutionnaire »,* tuèrent quatre camarades *et en blessèrent plusieurs dizaines. C'est alors que nous avons décidé de séquestrer des représentants de l'entreprise, pour obtenir ainsi que la garantie de notre travail, le retour de notre matériel à son endroit normal, la garantie pour la vie des prisonniers et blessés. Mais nous n'avions nullement l'intention de torturer ni de juger et condamner les séquestrés contrairement à ce qu'affirma la presse parlée et écrite des laquais de l'argent et du gouvernement.*

### Le massacre de sang-froid des mineurs et dirigeants du syndicat

Le 10 novembre, *les gardes d'assaut nous ont massacrés de la façon la plus lâche et la plus perfide. Sans le moindre avertissement, ils nous ont mitraillés sans pitié. Ceci est arrivé de la façon suivante : à l'instant où les camarades de la société de bâtiment UTAH sortaient de leurs chantiers, les gardes les attaquèrent pour leur enlever leurs vêtements de travail et leurs casques de protection. Les gardes se déguisèrent en mineurs, montèrent en camion, et pénétrèrent dans le local de notre syndicat sans éveiller notre méfiance. Ils cachaient les mitraillettes sous leurs jaquettes. Dès qu'ils firent irruption dans le local, ils sortirent leurs armes et commencèrent à arroser tout le monde, surtout le coin où se trouvaient les dirigeants syndicaux. Ils nous ont mitraillés de sang-froid, comme si nous étions en guerre. Nos camarades tombaient à terre, sans même avoir pu tenter d'échapper. Notre secrétaire général,* Pablo Inza Basilio, *tombé blessé à terre, fut achevé par une rafale de mitraillette. Il mourut en criant : « Hors d'ici, chiens galeux ! Vive la nationalisation des mines ! ».*

*Non contents de mitrailler les travailleurs qui se trouvaient à l'intérieur du local syndical, les gardes d'assaut fusillèrent tous les prisonniers qui avaient opposé une résistance. Ils furent fusillés sans jugement, ainsi que notre camarade M. Cardenas, qui avait été fait prisonnier et que l'on amena à coups de crosse et de matraque au stadium, où il fut fusillé, en plein jour, sous les yeux de ses enfants et de sa femme. Les gardes couraient après les mineurs, les chassant à la mitraillette. Ceux qu'ils purent capturer furent fusillés sur place, sans jugement. On les enterra là même où ils étaient tombés, et personne n'en saura plus rien. Aujourd'hui encore les soldats nous traquent. Ils entrent de jour et de nuit dans nos maisons à la recherche des hommes, ils cassent tout ce qu'ils trouvent, volent l'argent, abusent et violent nos femmes et nos filles...*

### Ce que nous voulons

- *la libération immédiate de tous les prisonniers, le ré-embauchage de tous les travailleurs et dirigeants et le paiement du salaire pour les journées de grève ;*
- *une indemnisation pour les orphelins et veuves de nos frères tombés au combat et des sanctions contre leurs assassins ;*
- *la restitution des locaux syndicaux, la restitution des garanties pour pouvoir continuer la lutte pour des conditions de vie meilleures et la dévolution des richesses à la patrie ;*
- *la reconnaissance de notre Fédération syndicale et la continuation de la discussion sur le cahier de revendications qui est restée en suspens et que nous ne voulons pas laisser aux mains des jaunes dirigés par Baquerizo (1) ;*
- *l'expulsion de nos rangs des traîtres comme Baquerizo qui demande des peines sévères pour les mineurs prisonniers et blessés.*

---

(1) Baquerizo est un dirigeant mineur qui, à la radio, a justifié le massacre en arguant qu'il s'agissait d'une simple opération de police parfaitement « légale ».

# La "cœxistence pacifique" à la sauce chinoise

**DEPUIS le début de la révolte bengalie et depuis que dure la guerre indo-pakistanaise, la Chine donne une belle démonstration de la « juste politique de coexistence pacifique » (eh oui ! c'est l'expression officielle, aussi déplacée qu'elle paraisse en l'occurrence) avec des régimes politiques différents du sien.**

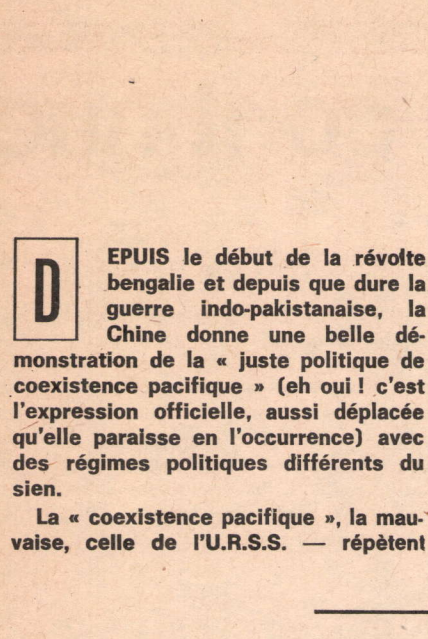
**La « coexistence pacifique », la mauvaise, celle de l'U.R.S.S. — répètent inlassablement les dirigeants chinois depuis dix ans et non sans raison — consiste à brader l'intérêt des peuples au profit de ses intérêts de « grande puissance ».**

**La « juste » politique de coexistence est, de toute évidence, très différente ; pour la seule et unique raison que cette fois les intérêts auxquels on sacrifie les peuples sont ceux de la Chine au lieu d'être ceux de l'U.R.S.S.**

---

*La Chine dite « populaire » a choisi de soutenir une des dictatures les plus réactionnaires et les plus féroces d'Asie. Et cela, sans un mot de critique du régime de Yahia Khan, sans chercher à se démarquer le moins du monde à l'égard de la politique de répression de celui-ci contre les peuples du Pakistan en général et contre les Bengalis en particulier.*

*Pékin ne s'embarrasse même pas outre mesure de semblants de justification. Il serait difficile de trouver quoique ce soit de « progressiste » dans le système social intérieur pakistanais, arriéré et féodal ; aussi, on ne l'évoque pas. Il serait tout aussi difficile, en matière de politique étrangère, de trouver quoique ce soit d'« anti-impérialiste » — même à la sauce chinoise — à un régime dont le principal soutien aux côtés de la Chine est précisément les U.S.A., et qui a, de tout temps, été l'un des principaux membres de tous les pactes militaires mis en place par le Pentagone en Asie.*




**« Longue vie au président Mao ! » inscrit sur le mur d'un camp de réfugiés bengalis : ironie de l'histoire !** (Ph. A.F.P.)

*Non, la seule et unique raison qu'a la Chine de soutenir Yahia Khan est de se ménager un allié face à l'Inde. Et si les intérêts diplomatiques de Pékin sur ce terrain vont à l'encontre des intérêts des ouvriers et des paysans pakistanais, s'ils vont à l'encontre des aspirations nationales du peuple bengali, tant pis pour les ouvriers et les paysans pakistanais, tant pis pour le peuple bengali. Pékin sera du côté de Yahia Khan, fût-ce-t-il l'homme le plus haï des masses populaires, du moins tant que c'est lui qui est au pouvoir ; de même que la Chine fut du côté de son prédécesseur Ayoub Khan, alors même que celui-ci noyait dans le sang, en 1969, la plus puissante vague de grèves que le Pakistan ait jamais connue.*

*Car le soutien sans critiques et l'appui total de la Chine aux dictateurs successifs du Pakistan n'est pas une chose nouvelle :*

*— en 1966, lors de la visite au Pakistan, Chou En-lai donne à son hôte l'assurance que la Chine s'en tient au principe selon lequel la révolution ne s'exporte pas.* « La Chine ne créera jamais de difficultés au régime du président pakistanais ». — « Nos amis pakistanais peuvent être persuadés que nous les aiderons à résister à une agression ou à une menace venant de l'étranger » *(Chen Yi, vice-Premier ministre chinois, juillet 1966).*

*— Réception des dirigeants pakistanais à Pékin quelques mois seulement après la répression anti-ouvrière au Pakistan-Occidental en février 1969 et contre les Bengalis au mois de mars de cette année.* « La Chine est fière d'avoir un bon ami comme le Pakistan » *(Kouo Mo-jo, vice-président du Comité permanent du Congrès du peuple chinois, mars 1970).*

*La Chine a justifié la répression de la révolte bengalie par Yahia Khan en invoquant la nécessité de préserver l'unité nationale pakistanaise. Ce qui est bien contradictoire avec le soutien que Pékin apporte aux luttes de ce type ailleurs sur le globe. Et cela fait bien aussi la démonstration que Pékin ne soutient pas ces luttes dans la perspective d'une véritable émancipation des peuples, mais seulement par rapport à la politique de la Chine, selon qu'elles entrent ou non dans le cadre de la défense de ses intérêts nationaux.*

*Et c'est aussi dans ce cadre que se place la politique du gouvernement chinois vis-à-vis du Pakistan. Il sacrifie les aspirations des travailleurs et des peuples du Pakistan à ses intérêts nationaux. Il ferme les yeux allègrement sur les massacres et les répressions, si le bourreau veut bien voter pour l'admission de la Chine à l'O.N.U. et s'il veut bien faire quelques visites amicales à Pékin.*

*C'est cette politique de solidarité avec les exploiteurs contre les opprimés qui exprime la véritable nature du régime de Mao, et non point sa prétention d'être « socialiste » ou même simplement « populaire ».*

Claude CHARVET.

**Seuls les intérêts diplomatiques guident la politique de la Chine : ce qui explique la différence flagrante entre son rôle au Vietnam et au Bengale.** (Ph. A.F.P.)

# La Libye face aux trusts du pétrole

UNE nouvelle fois la Libye se mesure aux trusts pétroliers.

Lors des négociations pétrolières de Téhéran l'année dernière, elle avait tenu tête aux grandes compagnies.

En novembre, elle avait décidé de prélever sur la filiale de la puissante compagnie américaine Standard Oil 5 % d'impôts supplémentaires pour compenser la dévaluation de fait du dollar.

Cette fois-ci c'est la British Petroleum qui est en cause. Pour répondre au geste provocant de l'Iran occupant trois îles du Golfe Persique, geste qui fut dicté par la Grande-Bretagne et qui était visiblement une menace contre les producteurs de pétrole de la région, la Libye a décidé de nationaliser les biens de la British Petroleum sur son territoire. Pour se préserver d'une réaction immédiate, elle avait, au préalable, retiré tous ses avoirs des banques britanniques.

Le conflit est ouvert entre les deux pays. Comment évoluera-t-il ? La Grande-Bretagne se contentera-t-elle d'une indemnisation (une commission vient d'être créée en Libye dans ce but), ou ripostera-t-elle violemment ?

Quand on est un pays pauvre, producteur de pétrole, on n'a pas beaucoup le choix face à l'impérialisme. Toute tentative de récupération de ses propres ressources naturelles risque d'entraîner une réaction très violente des grandes puissances.

Il n'est pas impossible qu'il arrive à la Libye ce qui est arrivé à l'Iran de Mossadegh. Quand, en 1951, Mossadegh nationalisa les avoirs de l'Anglo-Iranian Oil Company, ancêtre de la British Petroleum, la Grande-Bretagne organisa un blocus quasi total du pétrole iranien et, en attendant que Mossadegh soit renversé par un putsch fomenté par la C.I.A., développa l'exploitation pétrolière au Koweit. Le Koweit, presque du jour au lendemain, devint un grand producteur de pétrole et il fallut 15 ans à l'Iran pour retrouver sa production antérieure.

Le développement de l'exploitation pétrolière en Libye est né d'une situation similaire : la fermeture du canal de Suez. Une fois des ressources pétrolières détectées en Libye, c'est avec une vitesse prodigieuse qu'elles ont été exploitées. De 6 millions de tonnes en 1962, la production passait à 150 millions de tonnes en 1969. Au moment du putsch du colonel Khadafi, la Libye était le 5e producteur mondial de pétrole. Depuis lors, le rythme de production a beaucoup baissé, particulièrement l'été dernier, redescendant à 100 millions de tonnes. C'est à cause du prix élevé du pétrole, disent les grandes compagnies, mais le régime libyen — qui a réussi à imposer des prix plus élevés qu'ailleurs — est bien sûr aussi en cause.

Il se pourrait donc que les grandes puissances envisagent de se passer du pétrole libyen. Certains petits émirats du Golfe Persique, comme Abu Dhabi, connaissent un développement rapide de leur production. En 1968, des gisements ont été découverts en Alaska... Les grandes puissances ont la possibilité d'aller chercher leur pétrole ailleurs.

La situation est d'autant plus défavorable actuellement pour la Libye que, contrairement à l'année dernière, la demande générale de pétrole n'a que très faiblement augmenté cette année.

Les grandes puissances ont des atouts très forts. Tout dépend de la solidarité des autres Etats producteurs de pétrole. Jusqu'à présent, ils ont essayé de grignoter quelques petits avantages de-ci de-là, mais n'ont jamais osé s'opposer résolument à l'impérialisme, et il ne serait pas impossible qu'ils abandonnent la Libye.

**Geneviève LAGRANGE**

## Nouvelles des Asturies

# La grève est terminée...

# mais la lutte continue

**CETTE dernière semaine, la répression fasciste que le gouvernement lança contre les mineurs grévistes a réussi à s'étendre sur tout le bassin minier du Nalon. Langreo a été prise militairement. Dans chaque quartier, jour et nuit, les voitures de patrouilles de la police armée essayent sans cesse d'imposer la terreur aux gens qui circulent.**

**Dans tous les villages du bassin du Nalon où il n'y a pas de poste de police ou de garde civile depuis la fin de la guerre, on en a improvisé dans les salles de bal, dans les infirmeries des entreprises, pour installer les forces de police dernièrement arrivées des autres régions du pays. Les puits sont pratiquement encerclés à l'heure des relèves par un cordon de gardes civils. Les mineurs étaient disposés à entrer si on les y obligeait, mais pour faire la grève des bras croisés à l'intérieur. Cela n'a pas été nécessaire.**

**Le 30 novembre, mais pas le 29 qui était le jour décidé par la direction comme fin de la sanction du lock-out, les travailleurs ont repris le travail après avoir mené pendant deux mois la lutte contre la direction et le gouvernement, avec l'intention de rétablir un peu leurs finances, et de reprendre dans peu de temps la même tactique.**

**La semaine précédant le 29 novembre, les positions s'étaient radicalisées comme jamais. Les affrontements entre les mineurs et la police étaient dangereux, étant donné l'état de siège et la disproportion des forces. Les détentions dont le nombre était difficile à évaluer parce que certains étaient relâchés au bout de quelques jours pour être remplacés par d'autres, les licenciements (14 dans cette même semaine), les nombreux mineurs emprisonnés, les amendes qui atteignaient la somme de 15 000 pesetas (120 000 anciens francs) pour chacun des 14 licenciés, les contrôles d'identité et les convocations au poste de la garde civile d'hommes sans distinction d'âge, tout cela constituait le tableau qu'offrait Langreo ces derniers jours. Pour sa part, la direction de Hunosa persiste dans son attitude négative face à toutes les revendications posées par les travailleurs.**

**Un écrit protestant contre cette situation et demandant la réadmission des licenciés et l'annulation des amendes, ainsi que la libération des détenus, a été envoyé à la direction de l'entreprise par une commission représentant les mineurs, mais elle n'a pas été prise en considération. Il y avait longtemps que la direction préparait la riposte : sanctions, répression, avec la collaboration de la C.N.S. (1) et de Mateu de Ros, gouverneur des Asturies, bien connu depuis longtemps pour ses méthodes fascistes. Pour la petite histoire, disons que c'est un ancien membre de la division Azul... (2)**

**Cette grève, qui en apparence s'est terminée par une défaite, est cependant riche d'enseignements politiques : organisation des ouvriers, travail d'information réalisé, tenue d'assemblées des mineurs en de nombreux puits, création de piquets de grève — qui valut l'emprisonnement à beaucoup de ceux qui en faisaient partie. Tout cela, qui peut lui refuser ou lui enlever une valeur, sa valeur ?**

**La pression patronale, la pression des forces armées, le syndicat officiel, la presse presque tout entière, le système fasciste espagnol, que personne ne l'oublie, sont les causes des pertes économiques et des souffrances subies par des milliers de familles et cela depuis 35 ans. Mais la lutte continue.**

1. C.N.S. : Confédération syndicale officielle franquiste.

2. Division Azul (division bleue), ainsi nommée à cause de la couleur de la chemise d'uniforme de la Phalange : division de « volontaires » espagnols ayant combattu pendant la Deuxième Guerre mondiale aux côtés des armées hitlériennes sur le front russe.

### La solidarité financière aux Asturies

*Pendant toute la période de la grève, la solidarité financière a été extrêmement active dans les Asturies. Le Comité de Solidarité Ouvrière des Asturies, qui regroupe l'USO, la CNT, l'UGT et le CRAS, et qui fonctionne depuis environ quatre ans, a en particulier publié le compte rendu détaillé de ses activités en ce domaine pour le mois d'octobre.*

*Ce Comité a pu rassembler, malgré les difficultés dues à sa clandestinité, pour le seul mois d'octobre, plus de 40.000 pesetas (320.000 anciens francs) provenant de collectes effectuées dans les entreprises et les quartiers, gestes de solidarité qu'on ne peut mesurer à leur juste valeur qu'en tenant compte du très bas niveau de vie des ouvriers espagnols et du fait qu'une importante partie des travailleurs de la région étaient touchés par les grèves.*

*A noter que le Comité a fini par recevoir les 100.000 pesetas dont la CISL (Confédération internationale des syndicats libres) avait annoncé l'envoi longtemps avant que les fonds ne parviennent en Espagne, ce que l'USO lui reprochait dans un texte que nous avons précédemment publié.*

*Le fruit de ces collectes a en particulier permis de faire parvenir des secours de 1.000 à 3.400 pesetas à 16 mineurs emprisonnés et à leurs familles pendant ce mois d'octobre.*

*L'effort effectué par les organisations ouvrières espagnoles clandestines pour publier une comptabilité détaillée de leur travail de solidarité, et la soumettre ainsi au contrôle de l'ensemble des travailleurs, constitue également un exemple dont le mouvement ouvrier français, qui bénéficie pourtant de conditions infiniment plus favorables, pourrait s'inspirer avec profit.*

# *Contre le numérus clausus en médecine*

LA grève des étudiants en première année de médecine se poursuit depuis le 24 novembre, n'en déplaise à M. Boulin, ministre de la Santé. Après les manifestations du 3 et 6 décembre, quelque deux à trois cents élèves et professeurs ont défilé jeudi 9 décembre devant l'Assemblée nationale.

Et M. Boulin — oh quelle chance pour lui ! — a pu profiter de l'occasion pour refuser de recevoir comme prévu leurs délégations. « Vous manifestez, jeunes gens, vous aurez portes closes. » Décidément, au gouvernement, pour concerter, ça concerte !

Les étudiants en médecine protestent parce que l'administration se paie vraiment leur tête. Non, il n'y a pas de sélection à l'Université, voyons. Il y a seulement décision de limiter par avance le nombre d'heureux veinards qui pourront avoir les chances de risquer la deuxième année de médecine. Peu importent, n'est-ce pas, les capacités réelles des étudiants et le nombre de ceux qui auraient effectivement pu répondre aux critères de connaissances et de qualification demandés ! Il faut « tant » d'élèves à M. Boulin et pas un de plus. Et la médecine et les médecins, et les besoins réels des malades, tout cela on s'en moque !

Une seule considération est importante, celle des gros sous. Car c'est bien là que se situe le point sensible de notre gouvernement.

Que dit M. Boulin ? Il n'y a pas assez de malades pour que chaque jeune futur médecin puisse acquérir valablement sa compétence au contact des médecins hospitaliers.

Pas assez de malades ? Entendons-nous : cela veut dire pas assez de lits dans les hôpitaux, dans les hôpitaux publics.

Le ministère de la Santé se trouve incapable d'assurer à ses propres services le budget voulu pour couvrir les besoins. Car l'Etat ne prend absolument pas à sa charge, comme cela devait être, la totalité des frais du secteur Santé et, notamment, en dehors des soins et des services rendus aux malades, l'implantation même de l'infrastructure hospitalière, la recherche médicale et la formation totale des médecins et infirmières.

C'est en effet pour une large part la Sécurité sociale qui assume ces frais nécessaires, et ce n'est pas fait pour amortir son déficit chronique. On aboutit à ce tour de force qu'aujourd'hui à l'hôpital, compte tenu de toutes les charges qu'il faut assumer, le prix de journée est de 200, 300 et même 400 francs par jour. Alors la Sécurité sociale, de ce fait, préfère encourager la construction de cliniques et d'hôpitaux privés simplement agréés dont le prix de journée est couramment trois fois inférieur. Et le nombre de lits privés a augmenté bien plus vite que celui des lits des hôpitaux publics. Alors, l'Etat qui connaît bien le problème demande à ces établissements d'accueillir ses étudiants. Et tout comme dans l'histoire du serpent qui se mord la queue, on boucle la boucle et on n'en sort pas. Les cliniques privées qui n'ont vraiment pas envie de jouer les philanthropes refusent, même pour les « beaux yeux » de M. Boulin, d'avoir des charges supplémentaires tant qu'elles ne sont pas indemnisées en conséquence. Car, pour former valablement des étudiants, il faut du personnel qualifié et du temps.

**Les étudiants en médecine dans un sit-in organisé pour protester contre la sélection et le manque de places dans les hôpitaux.** (Ph. A.F.P.)

La politique de l'Etat en matière de Santé se retourne donc contre tout le monde. Tous les rouages resteront bloqués de la sorte tant que les fonds nécessaires ne seront pas alloués. Et les étudiants continueront à être formés en nombre insuffisant alors que dans ce pays nous sommes bien loin de pouvoir faire face aux besoins médicaux, aussi bien en médecins qu'en auxiliaires médicaux !

*Anne GARBE*

## les scandales des prisons... et de la police

# La vengeance, seul credo de l'administration pénitentiaire

**APRES la mutinerie du 9 décembre, la prison de Toul vient d'être le théâtre d'une nouvelle révolte des détenus. Et cette fois-ci, l'intervention des forces dites de l' « ordre » a fait quinze blessés. Apparemment, le calme ne revient pas dans les prisons. Et pour cause !**

**A la suite de la première mutinerie de Toul, face à l'émeute, l'administration pénitentiaire avait fait quelques promesses. Du moins avait-elle laissé croire que la prison de Toul changerait de directeur. Et M. Pleven lui-même avait cru bon d'apaiser les esprits en intervenant à la télévision.**

**Mais tout cela, c'était de la mise en scène. Tout cela, c'était du bluff pour lanterner les détenus. En effet, les Pleven et consorts n'hésitent pas, aujourd'hui, à suspendre l'aumônier et à affirmer, au mépris de la vérité, qu'il n'avait jamais été question que M. Galiana, directeur de la prison de Toul, soit remplacé. Et s'ils osent maintenant claironner cela, c'est qu'entre-temps, ils ont paré au plus pressé : premièrement muter de Toul à d'autres maisons centrales quelque deux cents détenus, parmi les plus combatifs ; secondement, faire donner les CRS sur les autres.**

**Les responsables de l'administration pénitentiaire pensent peut-être s'en être tirés à bon compte grâce à ces fausses promesses, doublées d'une répression en deux temps. De même qu'ils pensent peut-être aussi en être quittes, dans l'affaire des colis de Noël, en permettant aux familles d'envoyer 30 F à la Croix-Rouge, moyennant quoi le fils, le mari ou le père détenu pourra recevoir, à Noël, un colis standard...**

**Mais l'administration se trompe lourdement.**

**Elle se venge. On attendait certes rien d'autre de sa part. Mais, ce faisant, et en se vengeant de la façon la plus mesquine et la plus honteuse qui soit, elle se prépare des mutineries et flambées de colère bien plus violentes que celles qu'elle connaît aujourd'hui.**

Michelle VERDIER.

Des renforts de police entrent dans la prison de Toul. Que ce soit dans les prisons ou en dehors le gouvernement ne connaît décidément qu'une façon de calmer le mécontentement. (Ph. U.P.I.)

### LE VERITE, TOUTE LA VERITE

*Rien ne doit filtrer au dehors sur ce qui se passe réellement dans les prisons, et en particulier sur les sévices infligés aux détenus. Pour avoir méconnu cette règle non écrite, une assistante sociale de la prison de Fresnes vient d'être licenciée par l'administration pénitentiaire.*

*A vrai dire, l'assistante en question n'a pas cherché à informer la presse, ni à faire du scandale, mais simplement à prévenir le Consulat des U.S.A. qu'un citoyen américain, détenu comme prévenu depuis treize mois à Fresnes, souhaitait recevoir une visite. Ce faisant, elle n'a contrevenu à aucun règlement, et elle avait même auparavant consulté son chef.*

*Mais voilà, il ne faut pas que soit connu tel ou tel aspect scandaleux de la vie des prisons, à part ce que l'Administration pénitentiaire veut bien en dire. Et là, il y avait risque de scandale, puisque le prévenu, après une tentative de suicide, se plaignait de brutalités qu'on lui aurait infligées, après l'avoir ligoté sur un lit durant vingt-quatres heures, au « mitard ».*

*Après la visite, en août dernier, d'un membre du consulat américain, le prisonnier fut condamné à trente jours de « mitard », et seule l'opposition des médecins de la prison lui permit d'y échapper.*

*Le plus fort, c'est que le prisonnier en question est pour le moment considéré comme innocent puisqu'il n'a pas encore été jugé. Mais qu'importe ce genre de détail pour des gardiens de prison. Tous ceux qui tombent entre leurs mains sont bons pour le passage à tabac, le mitard, et autres tortures. Et tant pis pour l'assistante sociale qui ose prévenir « l'extérieur ». En tout cas, la brutalité des gardiens n'est pas seule en cause, puisque l'autorité administrative la couvre et la protège, par ce licenciement révélateur.*

# C'est fou ce qu'on se pend dans les prisons !

UN jeune détenu du centre pénitentiaire de Loos-lès-Lille se serait, d'après les autorités de cette prison de jeunes, pendu dans sa cellule, à l'aide de sa ceinture qu'il aurait attachée à des tuyaux.

Le « mystère » de la mort de Thévenin, survenue dans un commissariat, il y a trois ans, ne sera sans doute jamais éclairci, et il y a fort à parier que, dans le cas du jeune Jobert, âgé de vingt ans, il en soit de même.

Nous ne pouvons pas dire si ce jeune s'est pendu tout seul, ou si quelques gardiens bien intentionnés lui ont prêté des mains fortes et efficaces pour passer de vie à trépas.

Mais ce que nous savons, c'est que la première question qui vient à l'esprit, dans le cas de prétendus suicides, dans les commissariats ou centres pénitentiaires, c'est l'attitude de la police ou des gardiens.

### Sur dix-neuf suicides quatorze sont le fait de prévenus

Car si l'on a pu dénombrer 108 tentatives de suicides dans les prisons françaises en 1970, selon le rapport officiel de l'administration pénitentiaire, et 19 suicides réussis (dont 14 de prisonniers en détention préventive), le rapport ne fait pas cas des brutalités des gardiens pouvant entraîner la mort, qui sont connues et recensées par les détenus mais le plus souvent ignorées du grand public et niées par l'administration.

Lors d'une interview à un poste périphérique, la mère de Daniel Jobert déclara que son fils avait du sang sur les mains et sur la bouche et qu'elle mettait très sérieusement en doute l'affirmation du directeur de ce centre pénitentiaire ; elle a décidé de porter plainte.

En tous cas, le silence recouvrira bien vite cette affaire, comme des centaines d'autres avant elle, car ni la police ni la justice n'accepteront de reconnaître ce qui semble de plus en plus une évidence : forcé ou naturel, le suicide est à la mode dans les commissariats et les prisons de France.

**D. B.**

## Illégitime défense

**Lorsque dans une rue sombre, la nuit, des individus armés manifestent à votre égard des intentions agressives, vous pouvez vous estimer en droit de vous enfuir, voire de vous défendre. C'est parfaitement admis lorsqu'il s'agit de truands qui en veulent à votre porte-monnaie. Mais c'est une erreur grave qui peut vous coûter cher s'il s'agit de policiers en civil qui se livrent à un quelconque contrôle. Qu'est-ce qui distingue un truand d'un flic qui n'a pas d'uniforme ? Malheureusement rien, ni les armes ni le ton, ni les visages. Certains truands ont simplement parfois des scrupules plus grands à appuyer sur la gâchette.**

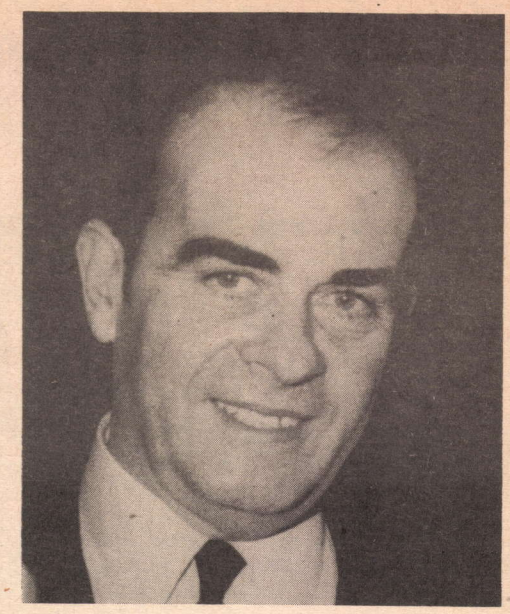
**Il semble que c'est pour n'avoir pas su établir cette distinction que deux jeunes ouvriers ont été blessés par balles — dont un grièvement — au cours de la nuit du 10 au 11 décembre à Suresnes dans la banlieue parisienne.**

**Une information a été ouverte par le Parquet de Paris qui révèlera, ou ne révèlera pas, les circonstances exactes de cette affaire. Ce qui ressort pour le moment c'est que deux voitures transportant des ouvriers du Nord vers Paris, et qui ont peut-être brûlé un feu rouge, auraient été prises en chasse par des policiers en civil dans une automobile civile également. Et comme les travailleurs se sont défendus, deux d'entre eux sont à l'hôpital, et trois autres ont été inculpés.**

**Et les policiers ? Ils ont fait leur métier. Personne ne parle pour le moment de prendre des sanctions. D'ailleurs ce n'est pas la première fois qu'un tel fait se produit. Il y a déjà eu d'autres blessés, et même des morts dans des cas analogues. Cela fait partie des « bavures » qui se produisent avec la police, et que couvre la justice. Bavures qui finissent par devenir si fréquentes qu'elles tendent à devenir peu à peu la situation normale.**

**Il va falloir ajouter de nouveaux chapitres aux « Dossiers Noirs de la Police ».**

# Quand Marchais présente le programme du P.C.F. aux habitants de Paris XX^e



IL y avait environ huit cents personnes ce mardi 14 au cinéma le Ménil, dans le 20e arrondissement, pour écouter Georges Marchais débattre du programme de gouvernement du P.C.F. Huit cents personnes militants, adhérents ou sympathisants du P.C.F., et quelques dizaines de gauchistes qui ont posé la plupart des questions, comme c'est devenu traditionnel dans ces assemblées-débats. Et comme il est de tradition également, l'orateur P.C.F. a répondu aux questions, patiemment, jouant les démocrates à l'esprit large devant une salle tendue, exaspérée, aspirant manifestement à vider manu militari les trouble-fêtes gauchistes. Ce qui a fait dire gravement à Marchais et avec un énorme culot : *« Je suis contre la violence. Contre toute violence »*. Sur le coup la salle elle-même en est restée sidérée, mais elle a vite récupéré. Bref Marchais très à l'aise a lancé des appels au calme, manié lourdement l'ironie *« ils sont organisés pour parler, c'est facile de s'organiser quand on est si peu ! »* ou encore très bon papa-faul-cul *« laissez-les parler, ils aiment ça ; regardez la petite jeune fille tout à l'heure elle a fait son petit discours et après elle était bien contente. Alors laissez-les parler et soyez patients, il n'y a que la patience qui paye... »*. Attitude d'autant plus facile que c'était devant une salle à lui que le secrétaire général adjoint du P.C.F. faisait son numéro. Et Marchais n'a pas dit n'importe quoi. Avec un métier qui s'affirme au fil des mois, très à l'aise dans le mensonge et la démagogie, il a su jouer sur tous les tons, gravité, humour, rappel du passé *« nous les communistes nous sommes le seul parti qui se soit opposé au pouvoir personnel dès 58 »*, discret hommage aux morts « communistes » victimes de la répression, étalage de bonne volonté, de bon sens, de bons sentiments. Bref le militant de base ne pouvait qu'être fier d'appartenir au grand *« parti communiste qui défend les intérêts du peuple »*.

Pourtant Georges Marchais a été par moments embarrassé. Il a camouflé cela sous des propos enveloppants mais manifestement il n'a pas soulevé d'applaudissements intempestifs. La première fois, tout au début de la réunion ; c'est quand il a dû répondre à une question sur les quarante heures (« Le programme parle d'un retour aux quarante heures mais sans préciser, ce retour sera-t-il progressif ou immédiat ? »). Après avoir tenté de noyer la question dans une procédure de débat qui lui aurait fait répondre en bloc à toutes les questions, Georges Marchais partisan du retour « progressif » aux quarante heures, a toussoté avant d'expliquer sérieusement : *« nous ne sommes pas des démagogues, nous savons que le gouvernement d'union populaire ne pourra pas satisfaire d'un coup toutes les revendications des travailleurs aujourd'hui. Nous avons dans ce programme dû faire un choix dans les objectifs et dans les priorités. Nous nous engageons pour l'immédiat à relever les bas salaires jusqu'à un minimum de 1 000 F mensuels, et c'est très important. Nous nous engageons à donner une augmentation générale et substantielle des salaires ainsi que l'échelle mobile. Cela c'est le choix que nous avons dû faire. Nous ne pouvons pas donner les quarante heures tout de suite. Le gouvernement prendra immédiatement une mesure de réduction de la semaine de travail qui sera un pas important vers le retour progressif aux quarante heures. »* Sans doute la salle aurait-elle préféré entendre autre chose mais elle a fait confiance bien sûr.

La seconde fois que Georges Marchais a manifesté quelque gêne dans sa réponse c'est à propos de la « Constituante » (pourquoi le P.C.F. a-t-il abandonné le mot d'ordre de Constituante qu'il opposait au pouvoir personnel en 59 ?). Là encore Marchais a dû reconnaître que le P.C.F. avait bel et bien *« renoncé à ce mot d'ordre qui était parfaitement justifié en 59 mais qui aujourd'hui est dépassé par l'évolution. Grâce à la fusion des deux chambres et à la vertu des lois organiques, le P.C.F. a trouvé un chemin plus court pour débarrasser la constitution de tout ce qui se rapporte au pouvoir personnel. Il peut donc se passer aujourd'hui de nouvelle constituante »* ?... Voilà une explication qui ne manque pas de sel... La salle a bien voulu l'applaudir mais on ne sait pas trop ce qu'elle y a compris.

Enfin une question sur la position du P.C.F. sur l'émigration officielle et clandestine (le P.C.F. est partisan de la réglementation de l'immigration) a failli faire perdre son calme à ce *« bon garçon »* que se voulait Marchais.

Bref une assemblée-débat un peu houleuse. Le parti a confirmé les siens dans leur confiance sans faille et dans leur haine du gauchisme ; mais les gauchistes présents ont pu voir ce qui *gênait le P.C.F., sur quels problèmes* Marchais était d'une prolixité infatigable (l'exportation des capitaux, l'aménagement du territoire, les moyens financiers, etc.) et ceux sur lesquels il préférait passer vite et sans trop de détails. Un bon enseignement pour l'avenir proche.

*Colette BERNARD.*

## PARIS XV^e

# Le "conseiller technique" et les expulsés

**JEUDI dernier, une délégation du Comité de défense des habitants du 22 rue de Lourmel, s'est rendue au ministère du Logement, boulevard Saint-Germain. Elle venait remettre au Cabinet de M. Chalandon les pétitions recueillies dans le 15e et exigeant le maintien dans les lieux des locataires jusqu'à leur relogement décent dans le quartier à un prix abordable, la construction massive de logements sociaux dans le 15e et la réquisition des logements neufs de luxe invendus ou non loués (parce que trop chers) au profit des mal logés et des expulsés, une délégation ayant demandé une entrevue à Chalandon. Elle fut reçue par un de ses « conseillers techniques ». Le dialogue qui s'instaura fut fort significatif.**

**— Un promoteur a acquis notre immeuble pour le démolir et reconstruire à la place un immeuble de luxe. Aux termes de la loi on doit donc nous proposer un choix de deux logements de remplacement. Mais, s'ils ne nous conviennent pas, nous sommes expulsés...**

**— C'est moins net que cela, vous pouvez faire appel... De toute façon je vais enquêter, je vous transmettrai quelques-unes des informations que je recueillerai, et je demanderai à la préfecture de vous entendre.**

**— Nous en venons. Nous avons également été à la mairie et nous avons à trois reprises tenté de voir le député du 15e M. Roux, qui nous a fait faux bond, ainsi que M. de Hautecloque. Nous voudrions tout de même rencontrer un interlocuteur valable...**

**— C'est en principe la mairie qui doit vous recevoir. Je fais confiance à votre perspicacité pour trouver le bon guichet. Que voulez-vous, ce n'est pas à l'administration de faire les démarches à votre place !**

**— Cela devrait être le rôle des pouvoirs publics de nous protéger !**

**— Non, c'est celui de la loi.**

**— Elle est insuffisante puisqu'elle n'impose pas le relogement dans le même quartier !**

**— Il est bien difficile techniquement (sic) de définir un quartier...**

**— De plus, la loi indique que le loyer du logement de remplacement ne doit pas dépasser, NON PAS CELUI DES ANCIENS LOGEMENTS, MAIS CELUI DES H.L.M. qui sont hors de portée des retraités de notre immeuble. Tout le monde est inquiet dans le 15e. Toutes les personnes âgées ne sont pas prêtes à aller dans un asile comme on nous l'a proposé. Nous ne demandons pas l'impossible, mais nous avons le droit d'exiger la sécurité d'un petit logement !**

**— Croyez bien, chère madame, que le ministre n'ignore pas totalement (sic) ces problèmes. Nous vivons chaque jour des cas semblables. Il y a peut-être de petites imperfections au niveau de l'application de la loi. Mais, je ne suis pas législateur...**

**— Vous êtes pour nous le représentant de M. Chalandon. Ce n'est pas de notre faute s'il ne reçoit pas en personne les expulsés. Dans le 15e, des terrains vont être libérés, notamment ceux des usines Citroën, qu'on y construise des H.L.M. !**

**— Cela ne résoudra pas le problème, puisque comme vous venez de le dire, les loyers de H.L.M. sont trop élevés.**

**— Qu'on applique un loyer dégressif en fonction des revenus des locataires !**

**— Justement, l'allocation logement pour les personnes âgées va entrer en vigueur le 1er janvier 1972.**

**— Parlons-en ! A la mairie, on m'a dit que je n'y avais pas droit. Ma retraite (440 F par mois) serait « trop importante »! Il faut avoir moins de 300 F par mois. Pourtant, vous ne pouvez pas savoir à quelles acrobaties je suis contrainte de me livrer pour joindre les deux bouts. Je dois supprimer le chauffage la nuit, me priver d'une foule de choses indispensables...**

**Le « conseiller technique » baisse le nez. Il a visiblemnt hâte que sa corvée se termine. Après un long silence :**

**— Je ne peux, hélas, vous donner aucune assurance mais je vais transmettre le dossier...**

Correspondant L.O.


**Paris**

**REUNION PUBLIQUE DE LUTTE OUVRIERE**

**" La Chine, gardienne du statu quo en Asie"**

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE

24, rue Saint-Victor — PARIS-5e

Métro : Maubert-Mutualité

**Participation aux frais : 2 F.**

# L'Inde, le Pakistan, les grandes puissances et la lutte des Bengalis

## INFORMATIONS OUVRIÈRES

**Cette semaine encore, la guerre dans le sous-continent indien reste au centre des préoccupations de la presse d'extrême-gauche.**

Informations Ouvrières **(numéro 543, semaine du 8 au 15 décembre) titre :** « A l'arrière-plan de la guerre indo-pakistanaise « Union sacrée » pour sauver l'ordre impérialiste » **et écrit, après avoir situé le conflit dans son contexte mondial :**

Ce n'est pas le sort du peuple bengali, celui des paysans misérables de l'Inde ou du Pakistan qui trouble les hommes d'Etat. C'est comme l'a dit, sans fard, à un journaliste du « Sunday Times », le Premier ministre chinois Chou en Lai, la « tranquilité du sous-continent » qui est en cause. C'est-à-dire en fait la menace d'explosion révolutionnaire de plus en plus difficilement contenue de part et d'autre de la frontière artificielle tracée par l'impérialisme.

C'est en effet toute cette construction que menaçait le soulèvement du peuple bengali (rappelons que la frontière qui divise l'Inde et le Pakistan coupe en deux le Bengale). En l'écrasant, Yahia Khan préservait « l'ordre » de tout le sous-continent. Mais il lui fallait réussir vite. Or, en dépit des terribles massacres il est clair que la résistance des masses du Bengale exprimait une farouche volonté de libération et d'émancipation sociale qui effrayait le gouvernement d'Indira Gandhi et échappait au contrôle du parti nationaliste bourgeois bengali, la « Ligue Awami ».

La bourgeoisie indienne, indépendamment du fait qu'elle tient à renforcer ses propres positions, juge alors que la seule solution est l'établissement d'un Etat subalterne du seul Bengale-Oriental (ou ex-pakistanais), Etat bourgeois permettant d'étouffer le dangereux mouvement des masses. Elle stabilise aussi sa situation face aux masses, en réalisant grâce à l'appareil stalinien, l'Union Sacrée. Ainsi, ce sont les dirigeants de l'un des fragments de l'appareil stalinien en Inde, ceux du P.C. « marxiste » qui déclarent qu'il *« n'y a plus qu'un seul parti autour du Premier ministre »* et que *« la nation se ralliera comme ue seul homme »* alors que le gouvernement d'Indira Gandhi se livre à une féroce chasse à l'homme contre les militants communistes du Bengale indien.

Le régime de Yahia Khan (signataire de traités militaires avec l'impérialisme américain), comme celui d'Indira Gandhi dépendent de l'impérialisme. Cela ne signifie pas qu'ils n'essayent pas de faire prévaloir, dans un champ limité, leurs propres intérêts.

Les risques pris sont considérables quant à la stabilité de la domination de l'impérialisme dans toute l'Asie du Sud-Est. Aussi, à l'O.N.U., l'impérialisme américain distribue-t-il les condamnations « morales » (sic !) assisté par les représentants de la bureaucratie chinoise, tandis que la bureaucratie du Kremlin veille à donner sa caution au régime d'Indira Gandhi... Tout est en ordre au niveau des manœuvres diplomatiques. Mais les conséquences de la situation dans son ensemble restent incalculables.

## rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

**L'hebdomadaire de la Ligue communiste consacre aussi une large part à la situation dans le sous-continent indien et souhaite, dans son dernier éditorial (numéro 136, 11 décembre 1971)** « La défaite pour Yahia Khan ! La défaite pour Indira Gandhi ! ».

**Contre les troupes pakistanaises et indiennes, les masses du Bengale-Oriental doivent** « transformer la guerre contre-révolutionnaire en guerre civile révolutionnaire » :

La bourgeoisie indienne veut mettre en place au Bengale-Oriental un gouvernement bourgeois qu'elle transporte déjà dans les bagages de son armée. Ce gouvernement ne peut être que celui de la Ligue Awami, devenue un appendice du gouvernement indien. Les Mukti Bahini Bengalis (Forces de Libération) ont été partiellement, — ceux-là qui dépendent de la Ligue Awami — intégrées dans les corps de l'armée indienne. La victoire militaire des armées indiennes au Bangla-Desh ne signifiera en aucune manière la libération du peuple bengali, mais la substitution de l'action d'une armée bourgeoise réactionnaire à la guerre révolutionnaire du peuple bengali qui commençait à se développer. Ainsi, la bourgeoisie indienne veut maintenir divisé le Bengale tout en apparaissant comme le sauveur de la nation bengalie. Cette mystification pourra jouer un temps auprès des masses bengalies. Elle ne pourra pas leurs masquer longtemps l'incapacité dans laquelle sera toute direction bourgeoise d'apporter une solution à leur situation après la destruction du pays par un cyclone en novembre 1970, par la répression des armées ouest-pakistanaises, par la guerre entre l'Inde et le Pakistan sur le territoire du Bengale-Oriental. Dans la foulée de cette guerre, aucune bourgeoisie dans le monde n'investira le moindre sou au Bengale-Oriental. Déjà, au Bengale-Occidental indien les investissements sont presque stoppés. L'instabilité sociale est trop grande. La seule issue pour les masses bengalies est la lutte pour leur libération sociale, la guerre révolutionnaire contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Les années 70 seront au sous-continent indien ce que les années 60 ont été pour la révolution vietnamienne et indochinoise. La révolution asiatique prend avec la crise révolutionnaire bengalie un essor qui affirme la place de l'Asie comme épicentre de la révolution mondiale.

**dernier numéro (numéro 14, 13 décembre 1971) :**

L'attitude des Soviétiques depuis le début de l'invasion est d'une parfaite limpidité. D'abord, la machine social-impérialiste dans le monde entier s'est mise en branle pour répandre les mensonges indiens et les menaces soviétiques. Chez nous, en lisant « L'Humanité », on aurait pu croire — alors que les chars indiens étaient à 50 kilomètres de Dacca — que c'était le Pakistan qui envahissait l'Inde ; ce même journal reproduit avec une servilité dont M. Marchais a toujours donné l'exemple les chantages des Russes, qui vont désormais jusqu'à ordonner au gouvernement pakistanais de retirer ses propres troupes du Pakistan-Oriental, parce que leur présence constitue une menace pour l'Inde... et pour la frontière sud de l'U.R.S.S.

Les débats à l'O.N.U. sont aussi particulièrement éclairants. Au conseil de sécurité d'abord, où par deux fois le représentant russe oppose son veto à une résolution tout à fait raisonnable : cessez-le-feu immédiat et retrait des troupes de part et d'autre de la frontière. A l'assemblée générale, ensuite, où malgré le vote discipliné de tous ses esclaves des pays de l'Est, l'U.R.S.S. s'est retrouvée isolée après avoir essayé de s'opposer à nouveau au cessez-le-feu. Une des « justifications » de ces fauteurs de guerre vaut qu'on la cite : pour tenter de répondre au délégué chinois, M. Malik, délégué russe, a expliqué pesamment qu'il n'y avait pas eu agression en Tchécoslovaquie en 1968, mais une aide fraternelle et internationaliste : la preuve, c'était le résultat des dernières élections ! (qui ont été effectivement saluées par les collabos du gouvernement tchèque comme « un vote d'amour pour l'Union soviétique »). C'est cet internationalisme des chars et des baïonnettes qui est en œuvre aujourd'hui au Pakistan.

... L'acharnement des Russes ne se comprendrait pas s'il s'agissait seulement d'aider les Indiens à arracher une province au Pakistan. L'enjeu est pour eux bien plus grand : ils entreprennent à l'heure actuelle, par fantoches interposés, de s'assurer le contrôle de l'ensemble du sous-continent indien, afin d'ouvrir à leurs armes un second front au sud de la Chine populaire. Qui en douterait n'a qu'à considérer le fait suivant : depuis octobre 1971, un pont aérien ininterrompu débarque sur l'aéroport de New-Dehli des pièces pour les avions de guerre soviétiques de l'armée indienne (MIG 21, SU 7...) ; dans les ports de Bombay et de Calcutta, une armada de cargos soviétiques décharge sans discontinuer des pièces d'artillerie lourdes, des blindés, et même des missiles sol-air. L'Union soviétique est en train de masser dans cette région du monde une énorme quantité de matériel militaire.

**Après avoir décrit la lutte nationale des Bengalis, et stigmatisé l'intervention des troupes indiennes** « Révolution » **se penche sur l'attitude de la Chine :**

Choisir, pour combattre l'expansionnisme réactionnaire de la bourgeoisie indienne, de soutenir l'Etat de dictature militaire du Pakistan (au nom de quelques proclamations de non-alignement), y compris contre les mouvements populaires, était erroné sur le plan des principes et se révèle de surcroît aujourd'hui dangereusement inefficace pour la Chine elle-même, engagée aux côtés d'une bourgeoisie en crise très profonde.

C'est cette position des communistes chinois qui permet aujourd'hui à l'Inde de passer à la contre-attaque. D'une part, elle lui a ouvert une importante marge de manœuvre en lui faisant le monople du « soutien » à la lutte du peuple bengali. D'autre part, elle a isolé complètement les forces révolutionnaires qui, privées de tout appui international puissant, risquent d'être les victimes des feux croisés pakistanais et indiens, sans qu'il soit pour cela clair aux yeux des masses du sous-continent que l'Inde désire aussi peu la libération du Bengale que le Pakistan. Enfin, elle offre à l'Inde la possibilité d'une victoire facile sur la Chine par Pakistan interposé et d'un règlement international ultérieur par-dessus les intérêts des peuples.

Ceci d'autant plus que l'Union indienne est, à tous les égards, le rempart le plus sûr de la domination impérialiste sur l'Asie. Dans la région, la bourgeoisie indienne a monnayé le soutien que lui accorde l'impérialisme en devenant le chef de file de la lutte politique et miltaire contre la Chine populaire.

## la cause du peuple

N° 6 - Lundi 28 Juin
Nouvelle série hebdomadaire
2 F

**J'ACCUSE**

« La Cause du Peuple-J'accuse » **voit avant tout les causes de la guerre dans l'**« agression russe en Asie » **comme elle le titre dans son**

## RÉVOLUTION!

N°1 mars 1971 — 1fr50

**Pour sa part** « Révolution » **(numéro 7, décembre 1971) titre :** « A bas l'agression expansionniste in-

**ATTENTION**

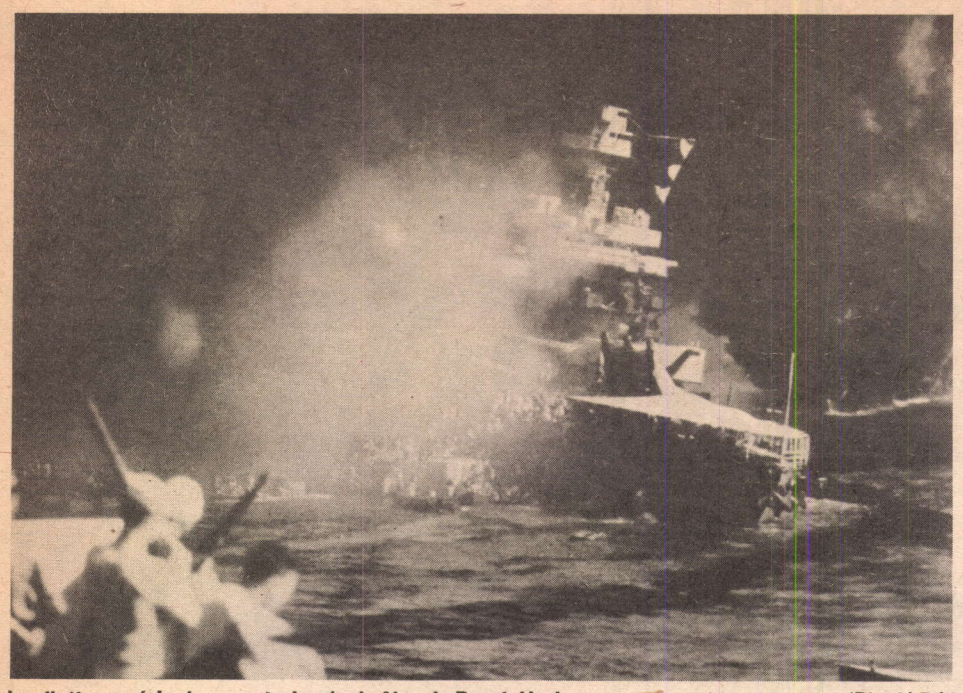
Pour toute correspondance, écrire désormais à

**lutte ouvrière**

**B.P. 152-06**

**75-PARIS-6e**

# Décembre 1941 :



La flotte américaine en train de brûler à Pearl Harbor. (Ph. U.P.I.)

Franklin D. Roosevelt : l'artisan de l'entrée en guerre des U.S.A. (Ph. U.P.I.)

DOUZE ans avant l'attaque surprise des Japonais sur Pearl Harbor, un autre coup de tonnerre avait ébranlé les Etats-Unis. Le 21 octobre 1929, le cours des actions commença à dégringoler à Wall Street. C'était le début de la « grande dépression » qui n'allait prendre fin qu'avec la guerre.

La crise bientôt devenue internationale et la guerre mondiale furent liées : l'une engendra l'autre.

L'effondrement des valeurs boursières entraîna une crise du crédit, et des faillites bancaires. Puis l'industrie fut touchée. Des usines fermèrent, le chômage grandit. En 1929, il y avait 1,5 million de chômeurs aux U.S.A. En 1931, ils étaient près de 8 millions. Cela montrait que l'économie capitaliste était depuis longtemps bien malade et grosse d'une crise gigantesque. La chute de Wall Street ne fut qu'un signe avant-coureur.

Le président Hoover prit quelques mesures pour soutenir l'industrie : 500 millions de dollars de subventions pour les grandes entreprises, un programme de travaux publics, etc. Il voulut rassurer l'opinion en proclamant : « la prospérité est au coin de la rue ».

Cela ne suffit pas. En 1932, l'indice de la production industrielle avait baissé de plus de 50 % par rapport à 1929. Il y avait 12 millions de chômeurs (un travailleur sur quatre). Entre-temps, la crise s'était répandue dans le monde entier. Le commerce extérieur des U.S.A. était passé de plus de 9 milliards de dollars à moins de 3 milliards.

## LE NEW DEAL

Le peuple américain voulait une solution. Des troubles sociaux éclataient. Hoover était discrédité. Roosevelt qui se présenta aux élections de 1932 en parlant de prendre des mesures énergiques fut triomphalement élu. Il inaugura le New Deal (New Deal peut se traduire à peu près par Nouveau Contrat ou Nouveau Cours, expression vague qui, en elle-même, ne voulait rien dire mais suggérait à la population un changement radical dans l'orientation du gouvernement). Le dollar fut dévalué de moitié. Les agriculteurs reçurent des subventions pour limiter la production. Les banques furent renflouées par des prises de participation de l'Etat qui atteignirent 1 milliard de dollars en 1935.

On lança un gigantesque program-

# UNE GUERRE

# Les travailleurs en lutte contre les patrons ... et les dirigeants "

**LES débuts de la Deuxième Guerre mondiale, avant même l'entrée directe des Etats-Unis dans le conflit, s'annoncent comme une période faste pour les gros industriels américains. L'acier, le caoutchouc, l'automobile, l'aéronautique reçoivent du gouvernement les contrats les plus fructueux qu'ils aient jamais obtenus. Il ne reste plus, pour réaliser de fabuleux profits, qu'à mettre au pas la classe ouvrière dont la combativité reste grande après la montée militante des grandes grèves de 1935-1937.**

**Pour ce faire, les industriels auront deux alliés puissants : le président Roosevelt, père du New Deal, qui passe pour le bienfaiteur du monde ouvrier, et les dirigeants syndicaux de l'A.F.L. et du C.I.O.**

**Dès 1940, Roosevelt donne le ton en déclarant que les grèves seront dorénavant considérées comme des attaques contre le gouvernement et, par conséquent, illégales.**

**Cependant l'année 1941 connaîtra l'une des périodes les plus combatives de la classe ouvrière américaine. Deux géants, Ford et le trust de l'acier Bethlehem Steel, vont devoir en effet capituler devant la grève qui paralyse leur industrie.**

## LE BATON POUR LES TRAVAILLEURS

**C'est sous de tels auspices que les Etats-Unis, au lendemain de Pearl Harbor, entrent définitivement dans le conflit mondial. Les déclarations de Roosevelt au monde du travail n'avaient été qu'un prélude. Après décembre 1941, le gouvernement passe à l'attaque. Son but : s'assurer la collaboration des syndicats et ensuite museler les travailleurs.**

**Avec les syndicats, Roosevelt conclut un accord où ceux-ci s'engagent pour la durée de la guerre à ne pas faire grève et à faire passer toute revendication par la négociation et l'arbitrage du « War Labor Board », Office de Guerre du Travail. Ce « War Labor Board » sera composé de représentants du gouvernement, des patrons et des syndicats. Lesquels syndicats auront, bien entendu, pour tâche d'imposer aux travailleurs les décisions qu'ils auront prises en accord avec patrons et gouvernement... Puis viennent en avalanche toutes les mesures visant à mettre au pas les travailleurs :**

**— Un « Office des Prix » est créé qui devra fixer le montant des augmentations de prix, en principe pour limiter ces augmentations. Mais en Pennsylvanie, par exemple, le prix de la nourriture avait augmenté de 124,6 % de 1939 à 1943 !**

**— Une loi déclare que le travail des dimanches et jours fériés ne sera plus payé double, et bientôt on supprimera toute majoration de salaire pour le travail des week-ends.**

**— Puis on décrète le blocage des salaires en dépit de la hausse manifeste du coût de la vie.**

**— Enfin les possesseurs de bas et moyens salaires, qui jusque-là avaient été exemptés d'impôts, devront désormais verser à l'Etat leur part.**

## LA CAROTTE POUR LES SYNDICATS ET LES REACTIONS DES OUVRIERS

**En échange de leur soutien aux mesures anti-ouvrières du gouvernement, Roosevelt fit un cadeau aux syndicats : la clause de « maintainance of membership », ou maintien de l'adhésion, prévoit que tout travailleur, membre du syndicat dans les deux semaines qui suivent la signature du contrat (entre la direction et les syndicats), le demeurera jusqu'à expiration du contrat — c'est-à-dire généralement pour une durée de trois ans. Corollairement le « checkoff » permet au patron de prélever directement sur le salaire la cotisation syndicale de l'ouvrier, qui est ensuite reversée à la caisse du syndicat.**

**Cependant, les déclarations répétées de soutien au gouvernement des présidents de l'A.F.L. et du C.I.O., Green et Murray, ne purent empêcher l'éclatement de la colère de la classe ouvrière. La grève de 530.000 mineurs, qui éclata le 1er juin 1943 fut le plus bel affront des travailleurs à la politique rooseveltienne d' « effort national ». Le président de la Fédération des mineurs, John Lewis, avait choisi en 1942 de se retirer du C.I.O. pour des raisons tactiques. Aussi, se trouvant ainsi les mains libres, Lewis lance les mineurs en grève pour l'obtention de 2 dollars d'augmentation par jour. Le gouvernement décide de faire front. Le président du C.I.O. vient à la rescousse en traitant les mineurs d'agents de Hitler et du Mikado. Le Parti communiste américain parle de la plus grande trahison jamais commise contre l'Amérique. Mais les mineurs tiennent bon. Quatre fois de suite ils entrent en grève. Finalement le 1er novembre, leur combativité n'est toujours pas entamée, et le gouvernement doit céder 1,50 dollar d'augmentation par jour. L'exemple des mineurs est rapidement suivi dans de nombreuses usines. Malgré le vote en juin d'une loi punissant de prison ceux qui appellent à faire grève et ceux qui participent à une grève, on comptera, jusqu'à la fin de l'année, 1.919 grèves dont 34 seulement ne tombaient pas sous le coup de cette loi. En décembre, 200 000 travailleurs de l'acier cessent le travail, passant outre aux engagements syndicaux. Les cheminots menacent également de passer à l'action. Le gouvernement parle de leur envoyer la troupe, mais finalement doit céder.**

**Devant un tel déploiement de résistance de la classe ouvrière, Roosevelt est amené début 1944 à proposer une loi anti-grève dite de service national, qui revient à réquisitionner tous les travailleurs employés à la production de guerre. Mais l'exaspération est à son comble et les bureaucrates syndicaux eux-mêmes, poussés par la base, protestent énergiquement contre ce projet. Roosevelt propose alors une autre version : tout travailleur âgé de 18 à 45 ans peut être affecté à n'importe quel poste, dans n'importe quelle ville, faute de quoi il sera d'office incorporé à l'armée.**

**Seule l'approche des élections présidentielles fera abandonner son projet à Roosevelt. Grâce au soutien de l'A.F.L. et du C.I.O. il réussit à se faire réélire pour la quatrième fois le 7 octobre 1944.**

## LE P.C., CHAMPION DE L'EFFORT DE GUERRE

**Si les dirigeants syndicaux avaient soutenu sans vergogne le plan anti-ouvrier de Roosevelt, ils furent néanmoins battus dans leur zèle par le Parti communiste américain. Dans leur ardeur à défendre le gouvernement américain en lutte contre Hitler sous prétexte de défendre la Russie envahie par les troupes allemandes dès juin 1941, les militants staliniens, principalement influents dans le C.I.O. furent**

# l'entrée en guerre des U.S.A.

me de grands travaux : écoles, canalisations, aéroports, reboisement, aménagement de la vallée du Tennessee, etc. A coup de subventions et de commandes, l'Etat fédéral réussit en partie à relancer l'économie. En 1934, il y avait 11 millions de chômeurs. Il y en avait encore plus de 7 millions en 1937. Mais, malgré la dévaluation, le commerce extérieur ne dépassait pas les 6 milliards de dollars.

La théorie des économistes était d' « amorcer la pompe » grâce au budget de l'Etat (qui accumula ainsi 10 milliards de dollars de déficit de 1933 à 1936) et, ainsi lancée, l'industrie marcherait toute seule. Mais la « pompe » refusait obstinément de s'amorcer. En 1938, il y eut une recrudescence de la crise : 10 millions de chômeurs, 5 milliards de commerce extérieur (soit la moitié seulement en dollars du chiffre atteint en 1929).

Il n'y avait donc pas de solution proprement économique à la crise dans le cadre du capitalisme. Voilà 9 ans déjà que durait le marasme. Il ne restait plus que la course aux armements, que la conquête par la force de nouveaux débouchés, c'est-à-dire la guerre impérialiste.

## LA MARCHE VERS LA GUERRE

Les autres puissances capitalistes, victimes du même mal, s'orientaient vers la même « solution ». Le Japon occupait la Mandchourie en 1931, puis s'attaquait à la Chine en 1937. Il menaçait les intérêts économiques américains dans le Pacifique. Les U.S.A. entamèrent donc contre le Japon une guerre commerciale en 1939, qui précéda la guerre proprement dite.

En Europe, l'Allemagne hitlérienne s'emparait de l'Europe centrale et se lançait en 1939 dans la guerre contre la Grande-Bretagne et la France. En 1940, cette dernière s'effondrait. La victoire des armées allemandes menaçait d'unifier l'Europe sous Hitler. Un géant économique comparable aux Etats-Unis allait-il surgir de la vieille Europe ? L'impérialisme américain ne pouvait le tolérer.

Mais l'opinion américaine voulait la paix au point que, pour se faire réélire pour la troisième fois, Roosevelt, qui souhaitait la guerre, avait dû promettre que les U.S.A. resteraient en dehors du conflit. Toutefois, il prit une série de mesures préparatoires. Dès 1937, la flotte et l'aviation furent concentrées dans le Pacifique, dont on fortifia les îles. La même année, le principe de neutralité fut rompu : les belligérants pouvaient acheter des armes aux U.S.A., à condition de les payer comptant et de les transporter eux-mêmes.

En mars 1941, la loi « prêt-bail » permit de faire crédit aux « démocraties » qui ne pouvaient plus payer. C'était un pas de plus, mais l'opinion était toujours hostile. Ce fut l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, tant souhaitée par Roosevelt, qui permit aux U.S.A. d'intervenir directement dans le conflit. Trois jours plus tard, l'Allemagne déclarait la guerre aux U.S.A.

## L'ECONOMIE DE GUERRE

A la fin de 1941, les U.S.A. dépensaient 1 milliard de dollars par an pour l'industrie de guerre. Ce n'était encore rien. En 1942, l'économie américaine livra 60.000 avions (contre 12.000 pour l'Allemagne à la même époque), 45.000 chars, 6 millions de tonnes de navires marchands. L'industrie tournait à plein, les trusts prospéraient, il n'y avait plus de chômage.

En 1943, les U.S.A. fabriquèrent 125.000 avions. Durant la guerre, la production d'acier et celle d'électricité doublèrent. L'aluminium tripla. Des centaines d'usines nouvelles, pour des milliards de dollars, apparurent grâce aux fonds de l'Etat. Les trois quarts furent gérés par des trusts qui les rachetèrent souvent après-guerre pour une bouchée de pain. Au total, les commandes de guerre atteignirent la somme colossale de 175 à 180 milliards de dollars !

Ainsi, il avait fallu rien moins qu'une guerre mondiale pour tirer l'impérialisme du bourbier de la crise. L'effondrement du capitalisme, la révolution sociale ne s'étaient pas produits. Au prix de plus de 50 millions de morts et de destructions incalculables, la bourgeoisie était sauvée.

L'impérialisme U.S. apparut au lendemain de la guerre plus puissant que jamais. Grâce aux ruines du Japon et de l'Allemagne vaincus et grâce à l'affaiblissement de ses alliés franco-britanniques, il allait prendre en main à un degré inégalé l'économie de la planète, inonder de capitaux la terre entière et de dividendes les coffres-forts de Wall Street.

Et de ce point de vue la Deuxième Guerre mondiale fut une excellente affaire pour la bourgeoisie U.S.

**André VICTOR.**

# POUR SAUVER LE CAPITAL

## ouvriers "

**les premiers à se faire les champions de l'Union nationale.**

**Non contents de couvrir d'insultes ceux qui osent partir en grève, ils proposent même davantage que ce que Roosevelt avait déjà imposé aux travailleurs : ce sont eux qui réclament par exemple qu'on augmente la production et qu'on accélère les cadences. La Convention du Michigan du P.C. écrit au président du F.B.I., Hoover, pour lui demander de découvrir qui sont les auteurs de tracts distribués dans les usines de production de guerre de Détroit qui dénoncent les propositions du P.C. de primes à la production. Ce sont eux qui font une campagne, dans leur presse et dans une série de réunions publiques, pour dénoncer la grève des mineurs.**

**Lorsque Roosevelt lance son projet de militarisation du travail, seul le Parti communiste lui apporte son soutien inconditionnel. Et lorsque la guerre se termine, c'est encore le Parti communiste qui propose que l'engagement à ne pas faire grève (« no strike pledge ») soit prolongé même après la fin des hostilités.**

**A défendre l'indéfendable, le Parti communiste américain perdra de nombreux militants qu'il avait gagnés quelques années auparavant, pendant les grandes grèves. Et, lorsque Mac Carthy lancera la chasse aux sorcières, bien peu parmi les travailleurs se lèveront pour protester contre la persécution des militants communistes.**

**Finalement la période du 7 décembre 1941 au 14 août 1945 pendant laquelle les Etats-Unis sont en guerre représente l'une des plus riches de luttes pour les ouvriers américains. 14 471 grèves, 6 774 000 grévistes, jamais de tels chiffres n'ont été atteints pour une période de temps aussi courte dans l'histoire des Etats-Unis.**

Hélène DURY.

## Les premières victimes des lois anti-ouvrières :

## LES MILITANTS TROTSKYSTES DU S.W.P.

*VOTEE en catastrophe au début du conflit mondial, la loi connue sous le nom de « Smith Gag Act », et qui autorisait le gouvernement américain à poursuivre en justice pour délit d'opinion fut appliquée pour la première fois en juin 1941 lors du procès de Minneapolis contre les dirigeants syndicalistes locaux, et principalement contre le SWP, le parti trotskyste américain.*

*Le « Smith Act », qui constituait une violation flagrante des droits garantis par la Déclaration d'Indépendance, permettait au gouvernement de museler par les voies légales toute expression politique qui aurait pu entraver la réalisation de « l'effort de guerre » américain. Préfigurant la chasse aux sorcières d'après-guerre contre les militants et sympathisants du P.C., cette disposition, prise alors que les Etats-Unis étaient encore en paix, ne fut que le premier maillon de la chaîne. Les travailleurs ne tardèrent pas à apprécier les mérites de la « bienfaisante » démocratie américaine en voyant leurs droits les plus élémentaires bafoués.*

*Mais pourquoi ce procès contre des syndicalistes liés à l'organisation trotskyste Socialist Worker's Party (Parti socialiste des travailleurs) ?*

*Les militants trotskystes avaient été particulièrement influents dans la grève des camionneurs de Minneapolis, en 1934. Ils avaient réussi à organiser les grévistes à la fois contre les agents du patron, la police locale et fédérale et les leaders de l'A.F.L. Et ils donnèrent au mouvement une direction indépendante qui représentait réellement les travailleurs et se situait généralement sur une base de classe. Ce succès qui préfigurait les grandes grèves de 1935-1937 ne s'était pas étendu à d'autres secteurs de la classe ouvrière vu les faibles forces du mouvement trotskyste d'alors, mais à Minneapolis au moins, au syndicat local 544 des camionneurs (auquel d'autres catégories professionnelles adhéraient également), le SWP garda jusqu'à la guerre une forte influence.*

*Le conflit, entre le syndicat local et la Fédération des camionneurs, éclata en 1941, lorsque le Congrès du syndicat au sein duquel les syndicalistes de Minneapolis jouissaient d'un prestige certain, refusa de se soumettre à la dictature de son président Tobin et décida du même coup de quitter l'A.F.L. pour joindre les rangs du C.I.O. Tobin, dont non seulement le titre de président de syndicat mais aussi le revenu de 30 000 dollars par an qu'il avait précisément demandé — sans succès — au congrès de lui voter, étaient en jeu, refusa de se tenir pour battu. Le syndicat local 544 n'avait d'ailleurs pas que Tobin pour ennemi ; la grève de Minneapolis avait conduit, malgré une opposition virulente du patronat local, à l'organisation de grandes masses de travailleurs du Nord-Ouest, et rien, ni les campagnes de calomnies, ni les provocations n'avaient encore pu venir à bout de cet élan. Pour réaliser ce qu'il n'avait pu faire seul — mettre au pas le congrès et le local 544 —, Tobin trouva un allié puissant dans son ami le président Roosevelt lui-même.*

*Faire un exemple avec le cas de ces « agitateurs » du local 544 et de leurs amis marxistes révolutionnaires tombait à souhait dans les visées du président.*

*Le 30 juin 1941, des policiers et des agents du F.B.I. firent irruption dans les locaux du SWP à Minneapolis et confisquèrent la littérature qui s'y trouvait. Le lendemain 29 personnes, dont presque toutes étaient des syndicalistes et plusieurs des militants du SWP, furent inculpées de « complot séditieux ». Les chefs d'accusation étaient les suivants :*

1) *prêcher le renversement du gouvernement par la violence.*
2) *publier et diffuser de la littérature faisant une telle propagande.*
3) *former des organisations pour « enseigner, prôner et encourager » un tel renversement.*
4) *devenir membre de telles organisations.*
5) *diffuser des publications qui conseillent l'insoumission dans les forces armées.*

*Le procès commença le 27 octobre 1941. Le premier chef d'accusation ne fut pas retenu. Pour les quatre autres 18 accusés furent jugés coupables et condamnés à des peines de prison.*

*A l'annonce du verdict, de vives protestations s'élevèrent dans le pays, y compris parmi les libéraux. Un Comité de défense des droits civiques fut mis sur pied pour tenter de réviser le procès par les voies juridiques. Des syndicats élevèrent de nombreuses protestations. Seul, dans le monde ouvrier, le Parti communiste américain applaudit chaleureusement à la condamnation des trotskystes... Quelques années plus tard, c'était à son tour de répondre à la barre des accusés...*

*Malgré les remous provoqués par cette affaire, les accusés durent finalement effectuer leur peine de prison en 1943.*

J. L.

## FACULTÉ DES SCIENCES DE LA HALLE-AUX-VINS (Paris)

# L'envers du décor

L'ASPECT extérieur, c'est tout beau, tout neuf, tout moderne, avec une gigantesque tour de 25 étages qui vous en impose.

Vu de plus près, c'est un peu différent.

Pour commencer, sachez que l'une des tours de la faculté (la tour 12) s'est affaissée par endroits de 8 à 15 cm il y a quelque temps. La raison en est que toutes les tours de la faculté ont été construites exactement de la même manière, alors que la nature du sol varie d'un endroit à l'autre. Les constructeurs, semble-t-il, ont passé outre à l'avis des géologues. Il en est résulté des fissures et des lézardes dans la construction, et le dérèglement des ascenseurs et monte-charge de cette tour.

Pour poursuivre notre visite de la faculté, il faut savoir qu'un important changement s'est produit ici il y a deux ans. Avant, en effet, il y avait à la Halle-aux-Vins une université. Mais c'était beaucoup trop simple. Maintenant, il y en a deux : Paris-VI et Paris-VII. Les enseignements de ces deux universités ne sont pas les mêmes, mais ils se recoupent très largement.

Evidemment, ce découpage n'a rien modifié à la construction des locaux, qui se poursuit toujours. Il n'a entraîné aucune augmentation des crédits ni du nombre d'enseignants. Simplement les deux universités se partagent à présent, ou plus exactement s'arrachent mutuellement, laboratoires, assistants et maîtres-assistants.

Mais là où le progrès est indiscutable, c'est sur le plan de l'administration : maintenant, il y a deux administrations au lieu d'une.

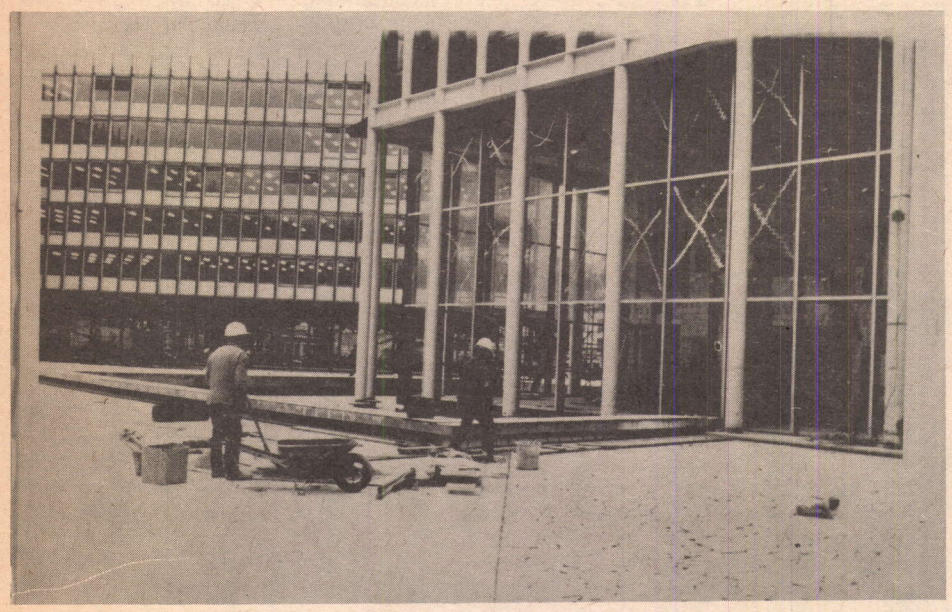
Autre conséquence du découpage : non seulement on a divisé en deux locaux, crédits, enseignants et personnel administratif, mais on a même été jusqu'à diviser certains couloirs, en mettant une porte au milieu pour qu'on voie bien la séparation. Certaines de ces portes ne s'ouvrent que d'un côté, et quand on veut passer dans l'autre sens, il faut faire tout un détour.

Enfin, le partage des locaux et du matériel a entraîné d'innombrables déménagements. Il a fallu trimballer le matériel d'un bout à l'autre de la faculté. C'est ainsi, par exemple, qu'un laser installé en juillet dernier a été déménagé en octobre, et le sera à nouveau en avril...

Pour corser l'histoire, des services entiers ont été déménagés dans des locaux qui n'étaient nullement prévus à cet effet. Par exemple, des laboratoires ont été installés dans d'anciennes salles de cours. Pour cela il a fallu abattre des cloisons, en élever d'autres, installer des conduits de ventilation, percer des murs et des plafonds pour faire sortir des bouches d'aération, repercer les mêmes murs et plafonds pour amener le gaz, l'eau, l'électricité, l'air comprimé, le téléphone... Pour se faire une idée du coût de toutes ces opérations, signalons que la seule réinstallation d'une table d'expériences chimiques avec une hotte d'absorption revient à 10 000 F actuels !

Mais rassurez-vous, cet argent n'est pas perdu pour tout le monde. Il y a des entrepreneurs qui se frottent les mains.

Correspondant L.O.



Quel crédit les enseignants peuvent-ils encore avoir en un ministère de l'Education nationale ? (Ph. L.O.)

## LYON : TRANSPORTS EN COMMUN

# Les lycéens protestent

L'AMBIANCE a quelque peu changé depuis quelques jours dans le car chargé du ramassage des lycéens de Rillieux, dans la banlieue lyonnaise, inscrits au lycée Saint-Exupéry à Lyon. En effet, les lycéens, en ayant « ras-le-bol » des conditions dans lesquelles le car « spécial » de la Compagnie privée Lafond les transporte, ont décidé de réagir.

Il faut savoir que le car de ramassage est un vieux car (le célèbre car numéroté 78 date de l'immédiat après-guerre au moins), sale et inconfortable ; dernièrement un siège s'est effondré. Et ce qui est plus grave encore, c'est qu'il n'y a qu'un seul car pour un peu moins d'une centaine de lycéens. Ce qui fait que lorsque nous avons la chance de monter, nous nous retrouvons serrés comme des sardines et encore faut-il s'estimer heureux. En effet, il n'est pas rare que quelques-uns d'entre nous restent sur le trottoir. Et pour ce qui est de l'exactitude, Lafond doit ignorer le sens de ce mot, ce qui nous vaut la première place en consommateurs de bons de retard.

Devant ce scandale, nous avions fait signer une pétition au printemps dernier. Jointe à celle que faisait circuler le Comité d'Usagers de la Z.U.P. (tous les usagers ont à se plaindre des services de Lafond), ça faisait 2 000 signatures. Mais Lafond est sourd aux pétitions.

Alors, le vendredi 26 novembre, à l'assemblée générale du Comité d'Usagers, nous avons décidé d'organiser une action plus humoristique.

L'un d'entre nous ayant écrit des chansons raillant nos conditions de transport, il fut décidé de les tirer à plusieurs centaines d'exemplaires. Dès le lundi 29 novembre, les chansons étaient distribuées aux lycéens ainsi qu'aux autres usagers des cars Lafond. Depuis plus d'une semaine maintenant, dans le vieux car Lafond, sur l'air de « La ballade de Sacco et Vanzetti », on peut entendre ces paroles :

« Maintenant Compagnie Lafond
On commence à en avoir marre
De vos espèces de sales wagons
Qui ressemblent à des cars. »

Dans l'immédiat, nous devons aller voir, accompagné du Comité d'Usagers, le proviseur du lycée pour qu'il nous aide à faire pression sur Lafond en se déclarant solidaire de notre action.

Nous espérons bien obtenir satisfaction et prouver qu'il est possible de faire céder Lafond.

Correspondant L.O.

## MARSEILLE

# Les lycéens en lutte

C'EST pour empêcher l'exclusion d'un élève qui avait organisé un débat au lycée et qui avait refusé de signer le règlement intérieur que la grève a commencé au lycée Thiers le mercredi 24 novembre. Peu suivie au début, elle s'étend malgré les menaces de l'Administration, et à l'assemblée générale de vendredi soir, 300 lycéens se prononcent pour la grève.

Le samedi 27, les flics chargent le piquet de grève, mais presque personne ne rentre. Tout le monde s'amasse devant le lycée. Les flics en civil embarquent les « meneurs » qui sont relâchés peu après.

Le soir, assemblée générale à la faculté St-Charles avec des représentants de tous les lycées, essentiellement sur la lutte contre la circulaire Guichard.

Lundi 29, après des assemblées générales, plusieurs lycées se mettent en grève. Un comité de coordination se crée et se réunit tous les soirs.

Le mardi 30, une manifestation en ville réunit plus de 1.000 lycéens, manifestation pacifique malgré la police qui essaie de boucler le lycée Thiers. Le mouvement continue alors à s'étendre.

Le jeudi, 2.000 à 3.000 lycéens participent à la manifestation jusqu'au Vieux-Port et c'est là qu'ils sont sauvagement chargés par les C.R.S. débouchant de toutes les rues. Aculés à la mer, les lycéens sont d'abord arrosés de grenades lacrymogènes puis froidement matraqués.

Tous les passants qui ont assisté à l'opération sont passablement dégoûtés.

A la suite de cela les lycéens distribuent des tracts dans toute la ville pour informer la population des méthodes de la police.

Le vendredi et le samedi la grève s'étend aux C.E.T.

L'assemblée générale appelle à une manifestation pour le lundi. La manifestation est interdite, et elle est remplacée par un meeting à la faculté St-Charles.

A la sortie du meeting, une vingtaine de personnes se mettent à arrêter la circulation, à jeter des cocktails Molotov. Les policiers qui avaient tout l'après-midi cerné le quartier, lancent alors des salves de lacrymogènes et bloquent le quartier, ce qu'ils attendaient visiblement.

**Correspondant L.O.**

## FACULTÉ DAUPHINE

# 3e semaine de grève

### On nous communique :

*L'A.G. des enseignants réunie le 7 décembre 1972, à la suite de l'entrevue entre, d'un côté, la direction de la faculté, MM. Didier, Potez, Gautier, Zinoviev, et de l'autre une délégation nationale et locale du SNESup, à laquelle aucune assurance n'a été donnée par la direction sur les trois points suivants :*

*— Maintien en 2e cycle (tronc commun et certificat) de trois vacataires qui enseignaient en 1er cycle l'an passé, selon les accords d'octobre.*

*— Assurance pour tous les vacataires du 1er et du 2e cycles d'obtenir un service au moins égal à celui d'un assistant avant de procéder à un recrutement extérieur.*

*— Paiement des heures perdues à cause du lock-out administratif.*

*Décide :*

*Le renforcement et l'extension de la grève et, si dans 48 heures aucune réponse positive ne nous est faite sur l'ensemble de ces trois points, de passer alors à d'autres formes d'action tout en maintenant la grève.*

**L'assemblée générale des enseignants en grève sauf deux abstentions.**

**Pour payer LUTTE OUVRIERE**

**1 F au lieu de 2 F le numéro**

**ABONNEZ - VOUS !**

# échos des entreprises

## ESPRIT MAISON

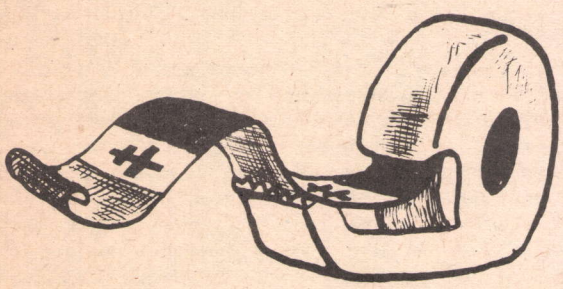
### cocorico

● *C.I.I. (Toulouse)*

Comme de coutume, jeudi dernier, gros branle-bas pour ranger les couloirs. En effet une visite était annoncée pour l'après-midi, mais cette fois-ci l'hypocrisie de la direction a battu un record.

Tout le matériel provenant des usines extérieures, Ampex, Bull... s'est vu recouvert d'une bande de scotch qui avait pour but de cacher son origine étrangère.

La direction, en chœur avec nos dirigeants, a lancé son « cocorico » pour rehausser le blason de l'informatique nationale : le prestige de l'informatique française vaut bien un rouleau de scotch !

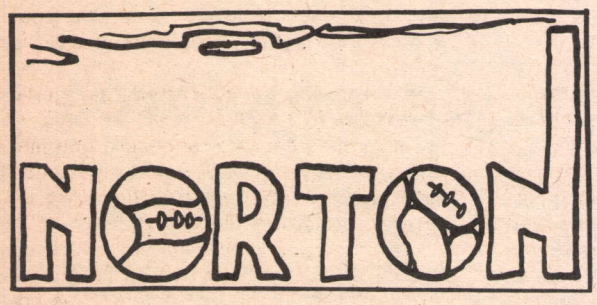


### quelle faveur !

● *NORTON (La Courneuve)*

Lors de la dernière réunion du comité d'établissement, un délégué demanda à la direction la permission d'inscrire sur les maillots des joueurs de football le mot « Norton ». Il ajouta que c'était une faveur qu'il demandait, mais qu'il faudrait bien sûr que la direction fasse un effort pour payer l'inscription. Celle-ci répondit qu'elle n'y voyait pas d'objection et qu'elle porterait les dépenses faites pour l'inscription dans les comptes « frais publicitaires ».

On aura tout vu chez les prétendus défenseurs de la lutte de classe.




## INSÉCURITÉ PERMANENTE

### du verre dans l'organisme

● *Verrerie Domec (Bordeaux)*

A Domec, on ne se contente pas de travailler le verre, on en respire, on en mange, on en est saupoudré.

Il en est ainsi, entre autres, pour nos camarades trieurs quand ils réduisent en miettes les mauvaises pièces en les pilonnant à coups de barre sur la grille. (Comme on le voit, le système est tout à fait moderne et à l'image de tout le reste du matériel de l'usine.)

Le malheur, c'est qu'un malencontreux courant d'air provenant de l'étage inférieur remonte à travers la grille et propulse sur les trieurs un nuage de verre pilé.

Cette poussière de verre, nos camarades en ont plein les vêtements, les cheveux, elle rentre dans les yeux et dans les poumons.

Là encore, c'est nous et notre santé qui trinquons à cause des patrons qui craignent sans doute de se ruiner en installant un système d'évacuation plus rationnel.

Refusons de nous intoxiquer pour le plus grand profit du patron.

### comité-bidon

● *MAZIERES (Bourges)*

Nous avons eu droit, lors de la dernière paie, à une abondante littérature en prime.

C'est ainsi que la direction nous informe, par tract, qu'il existe un Comité Hygiène et Sécurité à la FASER.

Cette « information pour mémoire » aura sans doute été, pour beaucoup de camarades, une nouvelle !

Tous ceux, parmi nous qui ont été victimes d'accidents du travail si nombreux à Mazières seront sans doute heureux d'apprendre l'existence d'un tel Comité.

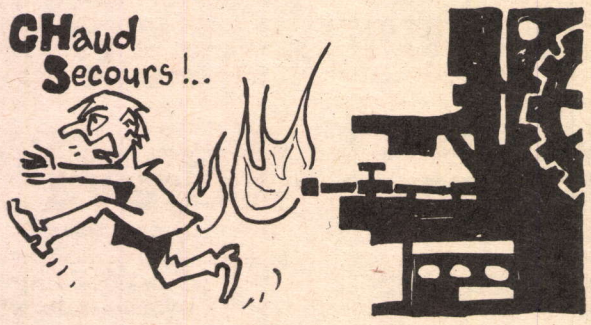
Puisque ce Comité « se réunit obligatoirement une fois par trimestre, ou plus souvent s'il le veut », nous suggérons à la personne qui s'occupa de la Fusion de le réunir d'urgence pour examiner un scandale qui n'a que trop duré.

A la Fusion, la mise en état et la réparation des poches se fait en les retournant sur 6 brûleurs à gaz.

Or, tout autour des poches, ainsi retournées, s'échappent généreusement des flammes d'une longueur non négligeable. Aucun dispositif de protection n'est installé lors de cette opération et les camarades circulant autour risquent constamment de se faire brûler. Ceci sans parler de l'odeur de gaz qui règne dans l'atelier à ce moment-là...

Ce n'est malheureusement qu'un exemple parmi bien d'autres.

A la FASER, le Comité Hygiène et Sécurité pourrait bien se réunir chaque jour car les exemples d'insécurité permanente ne sont pas des exceptions.




### mourir pour la bagnole

● *RENAULT (Flins)*

La semaine dernière, à la piste d'essayage de la Régie à Lardy, un essayeur est mort. En juillet dernier, deux essayeurs étaient morts à cette piste où l'on essayait les voitures à 180 à l'heure.

Les TS, Les R15, les R17, les belles voitures de la Régie qui peuvent foncer à 180, il faut des gens pour les essayer. Ceux-là risquent leur peau pour que Renault augmente son « prestige ». Ils viennent s'ajouter à la longue liste des morts par accidents du travail ou des travailleurs mutilés à vie par une presse ou tout autre machine.

« Ce sont les risques du métier », diront certains. Non. Ce sont les risques que, sciemment, la Régie fait courir aux essayeurs. Pour faire une voiture, il faut de l'acier, des pneus... et des morts. Ceux de Lardy rentrent dans les calculs de la Régie.

Au XX[e] siècle, des travailleurs ont pour métier de risquer leur peau et parfois de mourir pour la production. Le Moyen-Age n'est pas si loin que ça.

### une politique criminelle

● *FOSSE DECHY (Douaisis)*

Il y a quinze jours nos camarades du puits Agache observaient une grève de 24 h pour protester contre le manque de sécurité qui entraîna la mort d'un foudroyeur de nationalité marocaine.

Alors qu'une équipe enlevait les cadres d'une galerie pour permettre le foudroyage des tailles, le toit céda ; cinq ouvriers qui avaient vu venir le drame purent s'enfuir, deux autres furent partiellement ensevelis mais se dégagèrent rapidement.

Seul notre camarade fut écrasé par une pierre, et il fallut plusieurs heures de travail pour réussir à le dégager.

Bien entendu la fatalité a de nouveau été évoquée par les autorités.

Cependant cet ouvrier n'aurait pas dû occuper ce poste, qui nécessite des ouvriers expérimentés.

Mais les travailleurs immigrés qui sont embauchés dans les mines doivent être immédiatement rentables, ce qui fait qu'après un stage d'une semaine en taille école, les travailleurs sont mis à l'abattage, puis au foudroyage.

Peu expérimenté, il avait treize mois d'ancienneté, il ne pouvait connaître encore tous les pièges de la mine.

Il est déjà scandaleux que des mineurs expérimentés aillent risquer leur vie pour produire du charbon, mais c'est un crime que d'y envoyer des hommes que l'on risquera encore plus de ne pas voir revenir vivants.

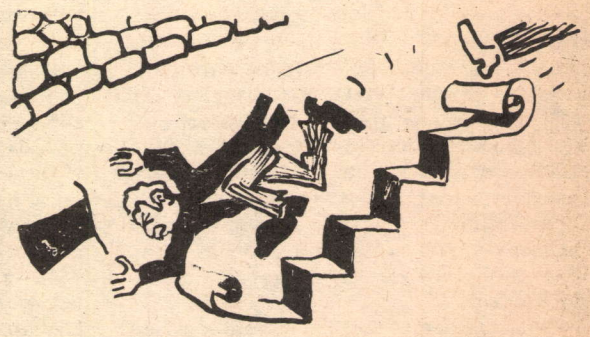
## LEUR NOUVELLE SOCIÉTÉ

### en toute simplicité

● *HOPITAL CHARLES-NICOLLE (Rouen)*

A défaut de tapis rouge pour sa DS, MONSIEUR le Directeur Général a de la moquette dans sa cave, tout simplement. Il faut surtout ne pas voir là-dedans un privilège de plus pour celui qui nous commande. C'est une raison de santé. Tout simplement ; MONSIEUR le Directeur Général a les pieds fragiles et ne peut marcher sur n'importe quoi comme nous.

Et c'est sans doute sa modestie bien connue qui lui a fait taire cet aspect important du modernisme à C.N. lors de la visite officielle du 16 novembre.



### la bêtise raciste à l'œuvre

● *CHEQUES POSTAUX (Orléans)*

Alors que le nombre de nourrices à Orléans-La Source n'est pas suffisant pour compenser l'incurie des autorités en matière de crêches, un fait scandaleux vient de se produire.

A une femme qui se proposait pour garder des enfants et qui satisfaisait à toutes les conditions réglementaires, on a répondu qu'on ne pouvait la prendre comme nourrice parce que son mari... à la peau noire ! Et c'est une puéricultrice, fonctionnaire de l'Administration, qui a osé invoquer ce prétexte raciste. La racisme est pourtant considéré comme illégal en France ; mais, entretenu ouvertement par la presse, de « L'Aurore » à « Minute », il sévit un peu partout sans que l'Etat sans inquiète : au contraire, celui-ci l'encourage même dans sa police.

Mais nous n'allons pas tolérer que la bêtise raciste fasse la loi, même véhiculée par une puéricultrice qui se croit intelligente.

## BRONZAVIA (Courbevoie)

# Débrayages pour les salaires

DEPUIS le lundi 22 novembre nous débrayons une demi-heure par jour, pour appuyer notre revendication d'augmentation de salaires. Au point de départ de ce mouvement, le renouvellement de l'accord d'entreprise et les négociations patron-syndicats ouvertes le 4 novembre. Le premier accord d'entreprise à Bronzavia, valable un an, avait été signé en décembre dernier, après un mouvement analogue aux débrayages actuels, qui nous avait apporté une augmentation de 50 F immédiate, plusieurs autres pourcentages échelonnés sur l'année 1971, ainsi que deux réductions d'horaires d'une demi-heure. Mais cet accord comportait aussi une clause selon laquelle les signataires (C.G.T. C.F.T. et patron) s'engageaient à ne pas remettre l'accord en cause pendant un an : une véritable clause anti-grève !

### Les syndicats pour les pourcentages Les ouvriers pour les 200 francs !

Pendant un an effectivement, on n'a pas vu beaucoup les syndicats à l'œuvre. C'est seulement dix jours avant le début des négociations qu'ils ont organisé conjointement une consultation pour savoir si les ouvriers approuvaient le programme revendicatif qu'ils comptaient défendre devant le patron : un catalogue assez compliqué qui réclamait, si on fait le total des différentes augmentations proposées, toutes en pourcentage, pas moins de... 25 % !

Mais les résultats de cette consultation ne furent jamais rendus publics de façon claire. Car tout le monde sait pourtant dans l'usine que plus de la moitié des bulletins réclamaient des augmentations uniformes ! Les syndicats furent d'ailleurs obligés de s'y plier, au moins partiellement : la C.F.T. en réclamant désormais 150 F pour le 1er janvier, plus des pourcentages échelonnés dans l'année 1972, la C.G.T. étant, elle, pour 100 F tout de suite et trois augmentations de 50 F échelonnées durant l'année prochaine. Le reste, les 40 heures en particulier, personne n'en parle plus...

La valse-hésitation des négociations avec le patron commençait. Une semaine, les propositions des syndicats étaient soumises au patron, la semaine suivante les contre-propositions du patron étaient connues... 7 % échelonnés ! Les syndicats refusaient aussitôt.

### Le camouflet du patron, la riposte...

Coup de théâtre, le 16 novembre, le patron revenait sur ses propositions : il n'accordait plus que 3 % pour janvier, et repoussait la suite des négociations sur l'accord d'entreprise au 1er décembre.

Les syndicats appelaient le lendemain à une assemblée générale les travailleurs de Bronzavia ; c'est à 80 % que nous nous y retrouvions prêts à agir face au camouflet de la direction. Mais en fait de perspectives d'action, les syndicats (et il faut dire que c'est à l'initiative de la C.F.T., car la C.G.T. n'avait rien à proposer) ne proposèrent que d'entamer des débrayages... pour le lundi suivant.

Bronzavia lors d'une précédente grève. (Ph. L.O.)

Le lundi a eu lieu une nouvelle assemblée au cours de laquelle les syndicats expliquent à nouveau la nécessité de l'action pour faire céder le patron... en débrayant une demi-heure par jour « le temps qu'il faudra »...

### Quelle revendication ?

Les revendications désormais mises en avant depuis le mercredi 16, sans que personne n'ait été consulté, sont les revendications de la C.F.T., c'est-à-dire 150 F en janvier, plus des pourcentages au cours de l'année 1972, bien qu'une bonne centaine de travailleurs aient manifesté en assemblée générale leur préférence pour la revendication traditionnelle de l'entreprise : 1 F de l'heure, 200 F par mois, puisque nous sommes « mensualisés ».

### Le point des débrayages actuellement

Depuis le 7 décembre, nous débrayons tous les jours non plus une demi-heure mais une heure.

L'ambiance est pour l'instant bonne. Mardi 7, les délégués ont eu même quelques difficultés à nous faire reprendre le travail, bien décidés que nous étions à rester attendre le patron à la sortie de son bureau. Certains sont conscients cependant que l'on ne fera pas céder le patron ainsi, même en « polissant » les pièces, comme le prône la C.F.T., qui serait presque pour la grève... chacun dans son coin ! Pas mal sont prêts à faire plus, surtout les jeunes.

Néanmoins, ce n'est pas avec de tels ,débrayages même d'une heure, que l'on fera aboutir la revendication actuelle des 150 F. Et cela les plus vieux le savent, qui ont déjà fait de tels débrayages pendant 15 jours ou un mois en mars 1969 et novembre 1970. Mais pour l'instant, et l'absence de perspectives offertes par les syndicats y est pour beaucoup, peu sont prêts à s'engager dans une autre voie contre le patron mais aussi contre les responsables C.F.T. et C.G.T.

Correspondant L.O.

# Grève chez Bertin (Plaisir)

LORS d'une récente réunion du C.E., M. Bertin, P.D.G. de la société du même nom qui a réalisé l'aérotrain, annonça qu'étant donné les difficultés de la conjoncture, il convenait de licencier environ 10 % du personnel.

Toutefois, un certain nombre de personnes licenciées seraient reprises lorsque le marché de l'aérotrain apporterait de l'activité.

Une deuxième solution a été envisagée : une diminution de salaire consentie à titre individuel ; la réduction pourrait varier de 0 à 10 % en fonction du salaire. Ce sont les paroles mêmes du P.D.G. : c'est énorme, mais c'est vrai ; d'ailleurs, chose pareille, cela ne s'invente pas.

Devant le refus unanime des travailleurs, la première solution sera retenue : 34 licenciements. Aussitôt qu'ils apprennent cela, les travailleurs organisés par le seul syndicat de l'entreprise (la C.F.D.T.) décident de se mettre en grève par 140 voix sur 200 votants (il y a 350 personnes dans l'entreprise).

Le lendemain, après avoir gardé le secret de cette décision, les militants de la C.F.D.T. bloquent la porte avec une chaîne et forment un piquet de grève.

Ils laisseront entrer les adjoints du P.D.G. et M. Bertin lui-même... à sa suite s'engouffrent une trentaine de cadres supérieurs que le piquet laissera passer aussi après quelques bousculades.

L'assemblée du personnel à la salle des fêtes des Gâtines compte 220 présents ; le résultat du vote donne 170 voix pour la grève.

Au deuxième jour de la grève, le matin, il n'y a plus de chaîne mais le piquet est renforcé. Une nouvelle assemblée reconduit la grève.

Au troisième jour, même chose, mais là, les responsables de la C.F.D.T. s'appliqueront à faire reprendre le travail sur la base suivante :

— 12 suppressions de postes au lieu de 34 avec six mois de délai ; avec ces six mois, le syndicat espère que le problème sera résolu ;

— acceptation d'une demi-heure de réduction d'horaire avec diminution correspondante de salaire.

Cette proposition obtient 140 voix contre 70.

De toute façon, cette diminution d'horaire devait normalement intervenir en janvier ; elle sera accordée un mois plus tôt, mais aux frais des travailleurs !

Ce qui montre qu'on peut perdre autour du tapis vert alors que la lutte engagée donnait une position de force aux travailleurs.

Néanmoins, cette grève est la première lutte sérieuse chez Bertin et nul doute que sont tombées beaucoup d'illusions sur les bonnes intentions du patron.

*Correspondant L. O.*

## DELLE ALSTHOM (Villeurbanne)

# Grève chez les employés

*C'EST par une grève d'une demi-heure que 30 % des employés de Delle (250 employés sur 2 000 salariés) ont fait connaître vendredi 10 décembre leur mécontentement. C'était leur réponse au refus de la direction de tenir compte de leur revendication. Celle-ci était simple : revalorisation des salaires de 200 F pour tous. C'est une délégation de 10 personnes qui porta, le jeudi 25 novembre, cette revendication qui avait reçu l'appui d'une bonne partie des employés et employées.*

*Au cours de l'entrevue, la direction ne lâcha rien d'autre que des promesses d'augmentations en pourcentage et individuelles.*

*Cela n'a contenté personne.*

*Au cours de la réunion de compte rendu, les présents décidèrent qu'il fallait réagir. Comment ? Après de nombreuses discussions, la proposition d'une demi-heure de grève « pour marquer le coup » fut approuvée par une bonne partie du personnel.*

*Si bien que, le vendredi 10 décembre, un nombre important d'employés se retrouvèrent réunis en fin de poste devant l'entrée principale des bâtiments administratifs. Les employés voulaient que leur demi-heure de grève ait le plus de portée possible et ils décidèrent d'attendre la sortie de leurs camarades des ateliers.*

*Malgré « l'interdiction de tenir un meeting » du chef du personnel, les employés restèrent en réunion jusqu'au bout.*

*L'ambiance était bonne et, pour une fois, les employés ont montré à la direction ce qu'ils pensaient réellement de sa politique. D'habitude, il n'y a que 10 % au maximum des employés de chez Delle qui suivent les grèves. Cette fois, cela a été un tiers. Il s'agit donc d'une action réconfortante.*

Correspondant L. O

## AUX COMPTEURS DE MONTROUGE

# Les directions syndicales préfèrent discuter au C.E. ... ... plutôt que d'organiser la lutte !

LE mercredi 1er décembre, les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C. se sont réunies pour discuter de l'attitude que devaient adopter les délégués lors du Comité d'Entreprise du lendemain face aux problèmes posés par les mesures de réorganisation et les mutations décidées par la direction (voir L.O. nº 170).

Si les autres syndicats n'étaient pas d'accord pour se rallier à la proposition de la section Force Ouvrière (animée par des militants de notre tendance) d'appeler les travailleurs à débrayer au moment de cette réunion, et de demander à la direction de venir s'expliquer devant eux, tout le monde fut quand même partisan de remettre à plus tard l'ordre du jour initialement prévu, pour ne discuter que des revendications sur l'emploi. Et si au début l'hésitation dominait, les esprits s'échauffant, tout le monde se sentit à la fin d'une belle ardeur combative, la C.G.C. allant jusqu'à dire « qu'il faudrait être capable... d'actes héroïques » !

Alors que d'ordinaire le C.E. s'éternise en palabres trois ou quatre heures durant, les délégués au C.E. se donnaient une heure pour obtenir une réponse de la direction sur les revendications et venir en rendre compte à l'assemblée des travailleurs à 10 h 45.

Mais devant le patron, ce beau radicalisme s'envola. Celle-ci put palabrer une heure avant d'aborder le sujet principal, et encore n'avait-il rien dit d'essentiel à 10 h 45. Mais les délégués du C.E. ne tenaient visiblement pas à quitter la salle. Seul le représentant de Force Ouvrière (par ailleurs militant révolutionnaire connu dans l'entreprise) essaya d'imposer au patron l'ordre du jour prévu, et invita celui-ci à venir s'expliquer devant les travailleurs. Devant son refus, il quitta la salle, mais ce ne fut visiblement qu'à regret que les autres délégués le suivirent.

L'assemblée générale des travailleurs convoquée au moment du C.E. réunit entre 1 000 et 1 500 travailleurs, soit moins que la première qui, au début des événements, en avait rassemblé plus de 2 000. Et ce fut sans perspectives, et dans un climat assez pessimiste que celle-ci se dispersant après avoir entendu le compte rendu de la réunion du C.E.

Dans le lot des mutations, cependant, il était prévu le départ de dix soudeurs du secteur « Technique Gaz » à l'usine Continental et Garnier de Colombes.

Montrouge-Colombes : la situation géographique à elle seule fit que les dix soudeurs n'étaient pas décidés à accepter, d'autant plus que l'avenir de la Continental et Garnier, où l'on parle de 400 suppressions d'emplois d'ici la fin 1972, semble plutôt compromis. Ces travailleurs décidèrent donc de ne pas reprendre le travail après l'assemblée du personnel.

Une assemblée de secteur fut convoquée pour le lendemain 9 heures. Une soixantaine de travailleurs y participaient. Après bien des discussions, la proposition de la C.F.D.T. et de F.O. de se rendre dans l'atelier voisin de la Mécanique, touché lui aussi par les mutations, fut adoptée. L'atelier du Décolletage (une centaine de personnes) arrêtait le travail, puis ce fut le reste de la Mécanique, et enfin le secteur Eau, réparation et étalonnage. Un cortège de 300 à 400 personnes parcourait les divers ateliers. Des groupes se formaient et discutaient.

Devant ce mouvement, les syndicats décidaient de se réunir. Lors de cette réunion intersyndicale, à laquelle participaient des travailleurs non-syndiqués invités par F.O., la C.G.T. n'osa pas trop parler d'aventurisme comme elle en a l'habitude en ce moment dans l'entreprise. Elle accepta une assemblée générale pour l'après-midi, avec rassemblement dans chaque secteur pour se rendre au rassemblement central.

Plus de 600 travailleurs se réunirent cet après-midi-là. Après les interventions plus ou moins timorées des syndicats, la parole leur fut donnée. Quelqu'un proposa une grève d'une journée : « il y en a assez des débrayages d'une heure ! ». Cette proposition reçut un accueil enthousiaste des présents, et le vote qui suivit fut largement majoritaire. Cette proposition, votée par les grévistes, reçut ensuite l'accord des syndicats. La date de cette grève de 24 heures fut même fixée au mardi 7 décembre.

Mais le lundi, la C.G.T. revenait sur sa position, et se désolidarisait publiquement du mouvement prévu pour le lendemain. Et devant ce retournement, la C.F.D.T., puis F.O. renonçaient à leur tour au mouvement.

Reste à savoir si les travailleurs ont dit leur dernier mot.

Correspondant L.O.

## S.K.F. (Ivry)

# La direction resserre la discipline... les délégués C.G.T. la défendent !

A la S.K.F. Ivry, dans le cadre de la compression de personnel de 160 personnes (sur 1.200) décidée par la direction celle-ci vient de prendre une série de nouvelles mesures dans le but de resserrer la discipline.

De cette manière, la direction compte en nous dégoûtant et éventuellement en nous sanctionnant, obtenir le nombre de départs nécessaire tout en maintenant la production antérieure avec un effectif restreint.

Dernièrement donc, Balavoine, le chef d'atelier du principal atelier de l'usine, a convoqué les chefs et leur a donné des consignes : les travailleurs sont maintenant menacés d'avertissement s'ils arrêtent les machines à plus d'un quart d'heure de la fin de la journée. De même, les règleurs ne devront plus aller aux W.C. pendant la dernière demi-heure avant la sortie et les chefs pourront nous refuser un bon d'arrêt s'ils estiment que nous nous sommes trop souvent absentés pendant la journée, etc.

C'est ainsi que, samedi 4 décembre, des camarades qui cassaient la croûte comme ils le font d'ordinaire se sont entendu dire qu'ils n'avaient qu'à manger en travaillant !

Et, lundi 5 décembre, dans un autre atelier un camarade a été frappé d'un avertissement parce qu'il avait quelques mauvaises pièces. Mais aussitôt tout son atelier est sorti et l'avertissement a dû être enlevé.

Quand ces mesures ont été connues dans les ateliers beaucoup d'entre nous ont parlé de faire grève et il n'y eut guère que les délégués C.G.T. pour trouver les nouvelles consignes parfaitement normales et juger indéfendables ceux qui ne les respectaient pas.

Néanmoins devant la pression des travailleurs, la C.G.T. se résigna à organiser un débrayage d'une demi-heure le mardi 7 décembre.

L'équipe du matin et la normale de la Rectif (l'atelier principal) devaient arrêter le travail à 13 h 12, afin de retrouver l'équipe du soir à 13 h 42.

Les autres ateliers n'étant pas appelés à débrayer bien que les mesures de la direction les visent également, quelques camarades extérieurs à la Rectif qui voulaient se joindre au mouvement se sont entendu dire de ne pas quitter le travail et que cela ne les concernait pas. Nous nous sommes donc retrouvés environ 300 à la cantine, soit 90 % des travailleurs de la Rectif.

Un délégué C.G.T. prit alors la parole pour dire que si nous pouvions nous battre sur certains points comme le paiement des arrêts, par contre ne pas arriver à l'heure ou arrêter sa machine plus d'un quart d'heure avant la fin n'était pas défendable...

Mais ce n'était pas l'avis de la grande majorité d'entre nous, et beaucoup ont pris la parole pour dire ce qu'ils avaient sur le cœur et qu'il fallait réagir devant de telles attaques. Une proposition d'aller tous ensemble demander des comptes à Balavoine a été accueillie par des acclamations.

Un militant du P.C.F. a alors dit que dans tous les régimes il fallait de la discipline, que sous le socialisme il en faudrait aussi, et que nous devions faire confiance aux délégués pour aller voir Balavoine... Beaucoup d'entre nous lui ont fait remarquer que nous n'étions pas sous le socialisme et que nous n'avions aucune raison d'accepter ce règlement.

Un délégué a pris la parole après ces interventions pour dire que tout le monde avait pu s'exprimer, que c'était ça la démocratie, mais que tout de même il ne fallait pas exagérer, qu'on se serait cru à la Sorbonne en mai 68, et que tout cela ne voulait rien dire... Il n'a pas eu le temps de finir et s'est fait copieusement huer. Des travailleurs lui ont demandé ce qu'il entendait par là, ce à quoi il n'a pas su répondre.

La C.G.T. proposa alors de reprendre le travail en laissant les délégués aller voir Balavoine, mais la salle protesta et réclama que Balavoine vienne devant nous pour s'expliquer. Celui-ci refusa et la C.G.T. revenant à l'assaut réitéra sa proposition. Mais nous avons alors décidé d'aller devant son bureau pendant qu'il recevait les délégués.

Après une demi-heure d'attente, les délégués sont revenus nous expliquer que Balavoine leur avait dit ne faire qu'appliquer les ordres de la direction et qu'il n'était pas question de revenir là-dessus, sauf pour quelques points secondaires comme le casse-croûte. La C.G.T. a encore une fois appelé à la reprise, mais cette fois avec succès, car les travailleurs étaient écœurés et démoralisés par l'attitude des délégués.

Mais si rien n'est réglé et si la direction maintient ses mesures, ce débrayage aura au moins servi à marquer le coup et à montrer que les travailleurs ne sont pas décidés à se laisser faire.

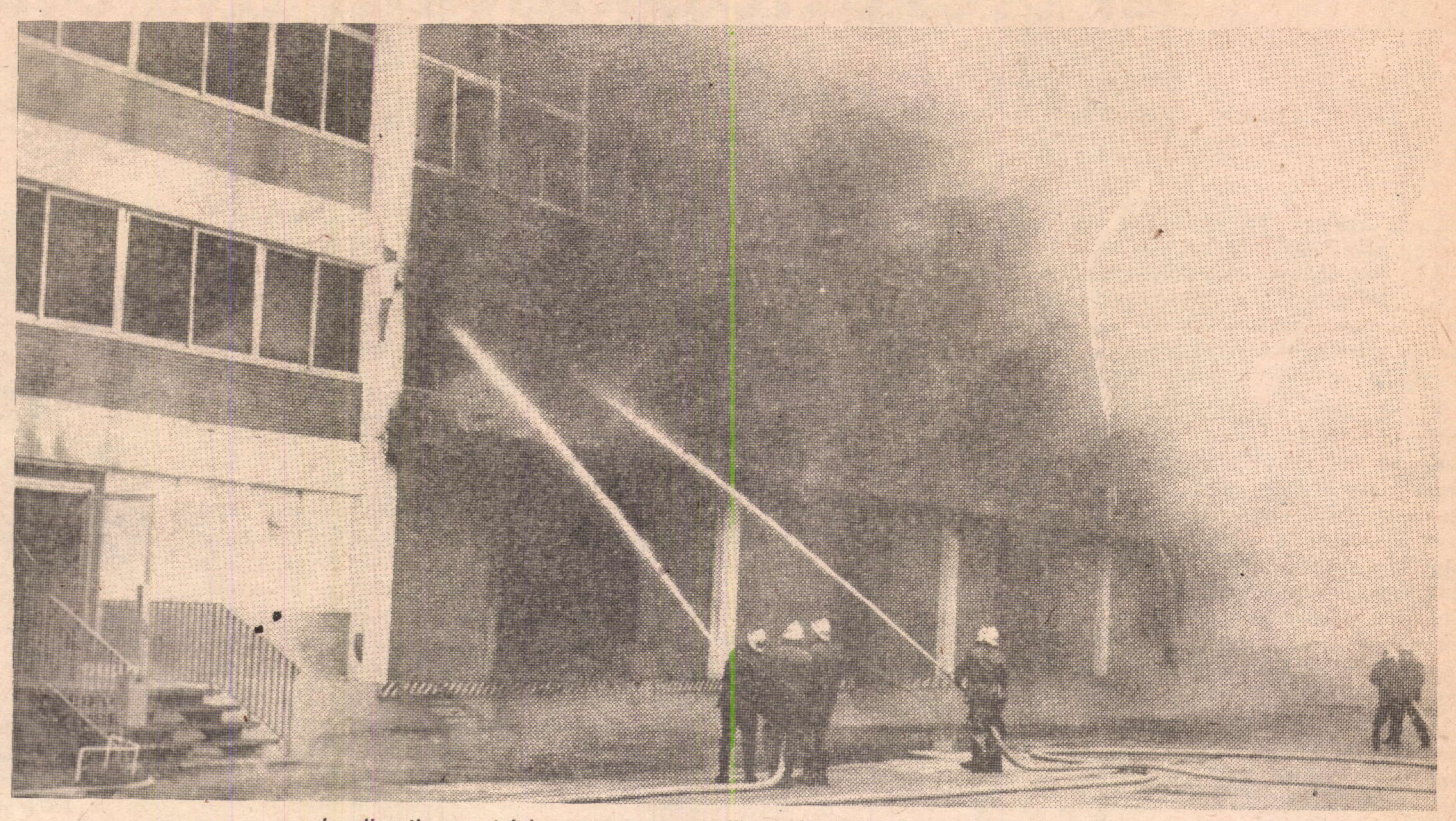
**Correspondant L.O.**

## INCENDIE A L'USINE C.G.C.T. DE LONGUENESSE (Pas-de-Calais)

# 2400 travailleurs sur le pavé

L'INCENDIE a éclaté dans la nuit du 27 au 28 novembre. Et cette grosse usine où travaillaient 2 400 ouvriers a été complètement ravagée par le sinistre : il y a pour 70 millions de francs lourds de dégâts et les bâtiments sont tous bons à abattre.

La grande presse a complètement passé sous silence cet incendie qui, à en croire les compagnies d'assurances, est le plus grand incendie industriel qu'il y ait jamais eu en France. Et cela pour le plus grand bien du patron car, si le bilan est lourd, les faits sont accablants et il ne tient pas à voir vanter ses inconséquences criminelles.



*La direction veut faire payer aux travailleurs les frais de sa propre incurie.*

### L'incurie de la direction

C'est vers 10 heures du soir que le feu a pris dans le magasin qui, première « erreur », était situé en plein centre de l'usine. Une fois le feu déclenché dans les matières plastiques et les produits chimiques entreposés, il s'est d'autant plus facilement propagé que, deuxième « erreur », les portes blindées qui devaient servir de pare-feu étaient... en bois recouvert de tôle. Pour sa défense, la direction raconte qu'un incendie éclatant dans la journée aurait pu être maîtrisé, car des équipes de pompiers disposant d'un matériel suffisant existaient. Mais la nuit... La nuit rien n'était prévu et le feu pouvait en toute tranquilité se propager. La direction avait sans doute oublié — troisième « erreur » — de faire installer, lors de la construction de l'usine, un système de sprinklers, système d'extinction automatique qui est maintenant obligatoire. C'est dire que la direction porte l'entière responsabilité, par son manque de précautions, d'un sinistre qui jette 2.400 ouvriers sur le pavé.

Au Comité Central d'Entreprise extraordinaire, c'est pourtant cette direction qui pleurnicha bien fort sur son sort, annonçant, en même temps, qu'elle mettait les travailleurs au chômage technique, avec 7,75 francs par jour. Une misère !

Elle changea d'avis quelques jours plus tard : tout le monde serait payé plein salaire jusqu'au 31 décembre et toucherait également sa gratification exceptionnelle de fin d'année.

### Reprendre le travail dans n'importe quelles conditions

La cause de cela, c'est que les carnets de commandes sont pleins et que la direction doit absolument sortir la production. Tout est donc fait pour que le travail reprenne au plus vite, un peu n'importe comment, avec les 80 % de machines qui ont pu être « sauvées », mais sans que la direction ait annoncé quoi que ce soit sur ses intentions définitives.

Les ouvriers qui travaillent en normale, de 8 heures à 17 h 30, avec une coupure de 1 h 30 pour le midi, vont passer en équipes de 6 heures à 14 heures et de 14 heures à 22 heures, et cela dans les conditions les plus déplorables.

Des camarades étant dispersés tout autour de Longuenesse, certains devront prendre le car à 3 h 45 le matin ! D'autres, qui devront aller travailler à l'atelier du Portel, à Boulogne, auront 100 km de plus à faire par jour, et jusqu'à 200 pour certains ! Dans le parking de Longuenesse, la direction a fait installer, en hâte, des baraquements provisoires qui ne promettent pas par leur confort.

Enfin, le C.E.T. de Saint-Omer abritera la cantine, tandis que le lycée technique, encore en construction à Saint-Omer, abritera les bureaux et certains ateliers. Comme quoi la direction ne manque pas de relations !

On peut facilement se douter que les conditions ainsi faites aux travailleurs après l'incendie, ne sont pas des conditions de travail décentes. La direction se moque une nouvelle fois des travailleurs par souci de produire, car les conditions de sécurité, dans ces campements hâtifs qu'elle vient de mettre sur pied, ne seront évidemment pas plus respectées qu'auparavant. Le profit à tout prix est là encore l'élément moteur de la reprise du travail comme il fut l'élément déterminant dans le manque de sécurité. Il faut que nous puissions travailler dans de bonnes conditions. Nous ne devons pas faire les frais de l'incurie de la direction. Nous exigerons la sécurité dans notre travail et, en attendant que nous soyons tous reclassés, la garantie de notre salaire.

### Les travailleurs doivent tout savoir sauf la vérité

Il faut croire que la direction est gênée par la publicité qui pourrait être faite sur cette affaire d'incendie, surtout auprès des autres travailleurs du trust. Il est vrai que c'est la troisième fois que ça brûle à la C.G.C.T. Toujours est-il qu'elle a fait enlever au plus vite des panneaux avec photos et commentaires, que la section syndicale C.G.T. du Siège, dans le 15e arrondissement avait accrochés dans la cantine. Le succès qu'ils ont eu a dû déplaire à ces messieurs. De surcroît, dans une note spéciale, ils ont lancé un appel vibrant à notre conscience en accusant tout simplement la section syndicale de « dissocier les intérêts du personnel et ceux de la direction ». Le moins qu'on puisse dire, c'est que là-haut, on ne manque pas d'audace. Car qui nous fera croire que la direction a toujours fait siens les soucis des travailleurs ? Qui, sinon la direction elle-même, dissocie tout au long de notre vie nos intérêts et les siens propres ? Les travailleurs ne s'y sont pas trompés. Libre à la direction de compter « dans des circonstances particulièrement difficiles, sur la détermination et le dévouement de chacun ». Nous, nous savons bien que nous ne sommes pas du même côté qu'elle.

**Correspondant L.O.**

## CHÈQUES POSTAUX (Paris)

# LES CONGÉS-MALADIES S'ALLONGENT

**AUX Chèques postaux de Paris la grande majorité des 13 000 employés est composée de femmes et de jeunes filles dont la moyenne d'âge se situe entre 20 et 30 ans. Lors d'un dernier comité paritaire, le directeur régional déclara que la moyenne annuelle des congés de maladie est de 32 jours par employée pour l'année écoulée. Elle était de 28 jours il y a un an et depuis ces dernières années cette moyenne ne fait qu'augmenter. La raison de cela ? Pour l'Administration bien entendu il s'agit d'abus :** « le personnel se permet de tomber malade quand bon lui semble ».

**Mais les abus c'est l'Administration qui n'arrête pas de les commettre : ainsi la prime de rendement qui s'élève à 250 F par an nous est enlevée lorsque nous dépassons 30 jours de maladie pris en plus de deux fois.**

**Si la majorité d'entre nous est malade, les raisons en sont toutes simples : nous sommes pour la plupart du temps soignées pour dépression nerveuse due aux conditions de travail déplorables.**

**Travailler aux Chèques cela signifie souvent être séparée de sa famille, de ses enfants (impossibilité d'obtenir des mutations pour les départements d'origine), vivre dans des logements insalubres voire des foyers casernes, avec deux heures ou plus de trajet par jour.**

**Il faut vraiment être borné comme l'Administration pour ne pas comprendre d'où viennent nos absences pour maladie.**

Correspondant L.O.

## PEUGEOT (Sochaux)

# UN TOUR DE VIS DE LA DIRECTION

*LA direction vient de modifier son règlement intérieur de façon à pouvoir licencier à la suite de quatre petites fautes par le biais des lettres d'avertissement.*

*Jusqu'à aujourd'hui toute lettre d'avertissement qui n'était pas suivie d'une autre lettre dans les trois mois n'était théoriquement pas comptée pour déterminer un licenciement après avertissement.*

*Maintenant ce sont toutes les lettres d'avertissement depuis l'embauche qui détermineront la justification patronale du licenciement. Et comme c'est la quatrième qui permettra au patron de licencier, on peut juger des droits exorbitants que se reconnaît le patron. Car quel travailleur n'est pas sujet à recevoir 4 lettres d'avertissement en plusieurs années d'usine !*

*En prenant une telle disposition, la direction se donne une arme de plus contre les travailleurs et vise en fait plusieurs objectifs.*

*Freiner les nombreuses absences du lundi (à cause du travail en heures supplémentaire le samedi), décourager les retardataires et pouvoir compter davantage sur son effectif dont il y a en permanence plus de 5 % en maladie ou autre absence. Cela peut aussi lui servir pour mettre à la porte, sans trop de difficultés, tout militant gênant et, dans l'ensemble, c'est un moyen de faire planer constamment une nouvelle menace sur tous ceux qui voudraient protester, débrayer ou aller en délégation...*

*Bien entendu, Peugeot profite d'un climat qui n'est pas à la lutte pour augmenter son arsenal de brimades. Pour un temps des travailleurs peuvent être refroidis ; mais dans le passé ce n'est pas le règlement intérieur qui a empêché les travailleurs de se battre contre Peugeot et le nouveau ne les en empêchera pas davantage le moment venu.*

Correspondant L. O.

Clermont-Ferrand

# Chez OLIER

## Des centaines de travailleurs menacés de licenciement

L'ENTREPRISE de métallurgie Olier est menacée plus que jamais de fermeture. Prétextant des difficultés financières — plusieurs milliards d'A.F. de dettes — la direction a décidé de rentabiliser l'usine par des mesures de « réorganisation technique ». En fait c'est la faillite et la fermeture qui se préparent.

### Une situation qui se dégrade

Depuis la rentrée, cela s'est traduit par des licenciements incessants : à l'heure actuelle, plus de cinquante, parmi lesquels ceux qui ont quarante ans de maison, les congés de longue durée ou ceux qui ont moins d'un an d'ancienneté.

Les horaires sont réduits dans plusieurs ateliers. Fonderie, Ajustage et Chaudronnerie font bien les quarante heures, mais avec diminution du salaire en conséquence.

Une partie des locataires des cités ont reçu un avis d'expulsion d'ici la fin de l'année.

Quant aux apprentis, leur sort est plutôt sombre. Ils n'ont pas eu de cours depuis septembre et les « solutions » qu'on leur propose sont sans perspectives. Ceux qui ont passé des tests chez Michelin ont été refusés. En F.P.A., il n'y a pas les sections correspondantes. Au C.E.T. de Belle-Ombre, les places manquent, les classes étant surchargées ; les cours du soir sont actuellement suspendus, les enseignants non payés pour ce travail étant en grève. Comment ces jeunes pourront-ils alors se présenter au C.A.P. en mai prochain ?

Voilà les belles et grandes perspectives qui s'offrent à la jeunesse : sans qualification, menacés par le chômage à moins de vingt ans !

### Des conditions de travail lamentables

L'usine est à peine chauffée et chacun se débrouille pour ramasser des restes de bois. Alors certains chefs ont trouvé que les ouvriers exagéraient en en faisant trop brûler. Il faut, selon eux, les scier en morceaux plus petits pour faire des économies. Mais la scie cassée n'est pas réparée...

Depuis quelques jours, le charbon est rationné à l'extrême : une brouette pour deux.

Comme il n'y a plus rien pour se laver les mains, il y a eu des protestations. Deux tonnes de savon seraient rentrées, paraît-il, mais tout reste sous clef et rien n'est distribué. Il en est de même pour les bleus et les gants. Chacun récupère ce qu'il peut comme gants usagés et coupés. « Toujours pas de crédits », tel est le refrain.

Alors on a vu l'autre jour un chef aller acheter une dizaine de paires de gants en ville, en les payant de sa poche.

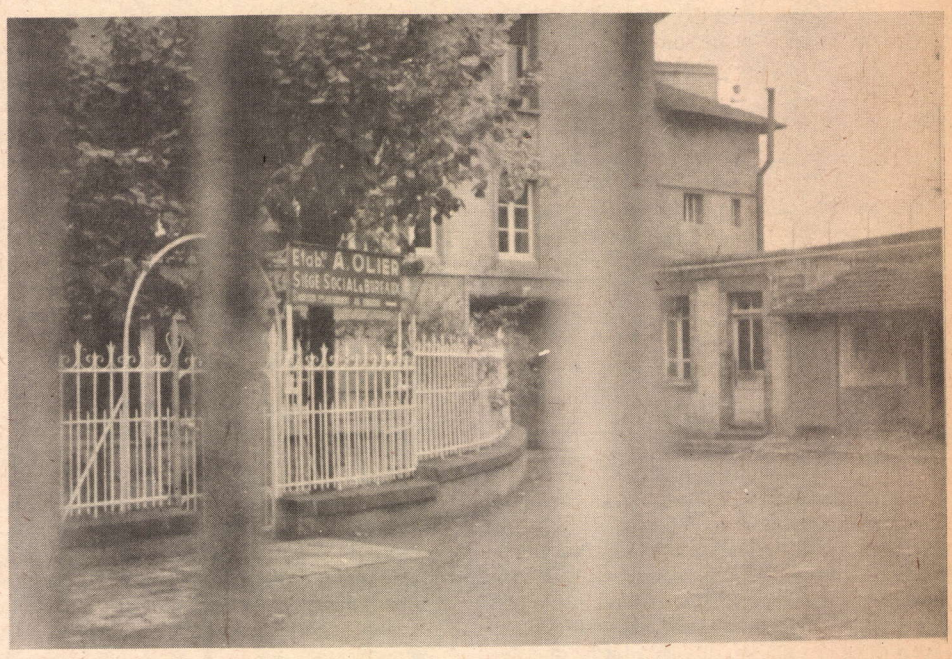
Plus grave : les réparations et vérifications du matériel ne se font plus. L'accident grave menace. Le pont à la Chaudronnerie a failli s'écrouler, une pièce ayant lâché.

### Les réactions syndicales

Après un long silence, la C.G.T. vient de se « lancer » dans l'action, mais au sommet.

D'abord, il ne s'agit pas de mobiliser les travailleurs, ni de faire quoi que ce soit de public. Le secrétaire syndical et le Comité d'Entreprise estiment devoir garder pour eux seuls les informations dont ils disposent.

Il y a bien eu quelques réunions d' « information », mais pour ne rien décider. Il faut seulement se réunir pour « définir des formes d'actions et fixer la date de celles-ci » (tract C.G.T. du 24 novembre 1971).




Olier : Des conditions de travail lamentables. (Ph. L.O.)

Une délégation réduite à quelques délégués est allée voir tout récemment un représentant de Giscard d'Estaing, maire de Chamalières, pour qu'il intervienne auprès des banques, afin que celles-ci acceptent de renflouer l'usine.

Bien entendu, ils n'ont rien obtenu, pas même de vagues promesses, ni plus ni moins que ceux qui avaient vu le préfet dans le même but.

### Quel avenir ?

Jusque-là, les ouvriers, comme les employés de bureaux et la petite maîtrise, tout en étant inquiets, ne se sont pas mobilisés vraiment.

Pourtant, pour obtenir un emploi équivalent, il faut exiger des garanties auprès de la direction et des pouvoirs publics.

Or, au moment où nous écrivons, des tractations entre le maire, le préfet, le représentant de G. d'Estaing et les banques — on note l'absence totale de représentants des salariés — ont lieu.

Pour autant qu'il semble, le ministre des Finances voudrait retarder l'échéance de la fermeture, au moins jusqu'aux élections de 1973.

Mais six cents ouvriers menacés de licenciement ont aussi leur mot à dire.

Correspondant L.O.

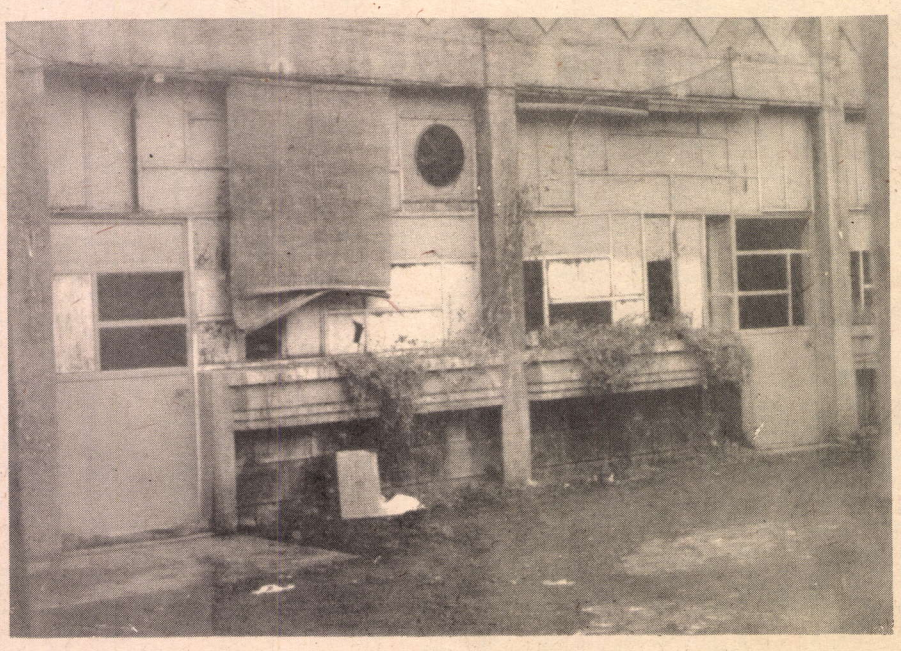
## UNE CANTINE DE CLASSE

*LA cantine Olier à l'usine de Clermont-Ferrand est remarquable tant par son cadre que par la qualité des menus qui y sont servis.*

*Pour ce qui concerne le décor, la cour d'entrée et la salle ne diffèrent pas du reste de l'usine : tout est uniformément gris, triste et délabré.*

*Il existe deux tarifs qui viennent d'augmenter dans des proportions importantes : de 2,80 francs à 4 francs pour les ouvriers, et, en première classe, de 4 francs à 5 francs ; la boisson est en plus.*

*En deuxième classe, on doit s'installer dans le coin le moins bien disposé de la cantine, sur des bancs. Dans l'autre partie, réservée aux chefs, on est servi royalement. On a droit à une chaise, une serviette et une entrée en plus. On peut se servir soi-même alors que pour 4 francs c'est la cantinière qui sert à la ronde, sur des tables, jamais nettoyées sérieusement, en remportant les plats aussitôt après...*



Une cantine qui ressemble plutôt à un taudis. (Ph. L.O.)

*Quant à la composition des menus, on ne peut contester qu'un effort permanent soit accompli pour... maintenir l'uniformité : la pomme de terre reste le plat de base quasi quotidien. Il n'y a guère qu'au printemps que se produisent quelques variations dans les crudités : il arrive que soient servis des pissenlits !*

*Quant au repas du soir, servi dans une seule assiette, il faut battre des records de vitesse pour ne pas voir les plats, à peine entamés, être enlevés sous son nez. En ce domaine, l'imagination n'est pas au pouvoir : assez souvent ce sont les mêmes plats qu'à midi, et moins bons puisque réchauffés.*

*Il ne faut donc pas s'étonner que, grâce à cette abondance et cette qualité du service, le nombre de clients diminue. Il est vrai que la maison reste modeste dans ses ambitions : elle ne court pas après les étoiles.*

Correspondant L. O.

# A propos du livre de Massu

# "La vraie bataille d'Alger"

LA guerre d'Algérie est loin. Loin aussi le temps de la « bataille d'Alger » où les paras de Massu faisaient « régner l'ordre » en ratissant la Casbah et en passant les « suspects » au supplice de la magnéto. Enterrée cette pénible époque où la pourriture des « forces de l'ordre », après des années de guerres coloniales, éclatait au grand jour. Ouf ! Le gouvernement de la Ve a bien assez à faire avec les scandales actuels ; s'il faut encore s'expliquer sur les scandales passés, fussent-ils ceux de la IVe, où va-t-on ?

Mais voilà que le dossier de la torture en Algérie refait surface, et donne lieu à des polémiques dans la presse. Et ce n'est pas un quelconque journal de gauche ou d'extrême-gauche qui relance le problème. C'est le général Massu soi-même qui, à la suite de la projection en France du film « La bataille d'Alger » a éprouvé le besoin de se justifier, en publiant un livre : « la vraie bataille d'Alger ». (*)

## Briseur de grève

Massu n'a jamais eu la réputation d'être un « cerveau politique », ni même un cerveau tout court. La publication de ce livre ne fait que le confirmer. Massu est un tortionnaire, un de ces soudards que les gouvernants emploient à leurs basses besognes. Soit, il n'est pas le seul. Mais ne sait-il donc pas que lorsqu'on est un tueur patenté, l'usage veut qu'on reste discret, qu'on ne se vante pas trop des horreurs commises au nom de la « civilisation », et qu'on laisse les « politiques » prononcer de belles phrases qui éludent les questions brûlantes ?

C'est avec une superbe inconscience que Massu écrit — et même réécrit — l'histoire. C'est sur un ton jovial qu'il nous explique comment les « paras » brisèrent la grève du 28 janvier 1957 à Alger : on « embarquait les grévistes dans les camions des paras » pour emmener de force au travail les « Mohammed en savates ». Ainsi s'exprime Massu. Quant aux commerçants, lorsqu'ils voulaient faire grève, « aucun rideau de fer ne résistait à une traction exercée par un camion militaire ». D'ailleurs n'a-t-il pas suffi de tirer un obus sur un magasin et dans un village pour qu'il y eut ce jour-là une activité normale ». En général, conclut Massu avec mépris, les grévistes « n'opposaient guère de résistance » !

## Tortionnaire

Sur la torture, ou plutôt le « renseignement », notre « fonceur » — comme il aime à s'appeler lui-même — ne se pose guère de problèmes philosophiques. Sa thèse est simple. Le F.L.N. régnait « par la terreur » sur la population musulmane. Ses attentats causaient la mort de victimes innocentes, pour lesquelles Massu se sent une âme de justicier. Dès lors, tous les moyens sont bons pour détruire l'organisation F.L.N. : quadriller la Casbah, « ratisser » une bonne partie de la population, passer à la magnéto tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, sont « suspects ». « Bah, dit en substance Massu, ce n'était pas bien méchant, je l'ai essayée sur moi-même ». D'ailleurs, la plupart avouaient sans qu'on les « pousse » beaucoup, ajoute-t-il avec mépris. Il y a eu dit-il « très peu d'erreurs », et puis, « à côté de ce que faisait le F.L.N... » D'ailleurs, Massu a Dieu avec lui. Dans sa division parachutiste, se trouve opportunément un aumônier, le père Delarue, qui a vite fait d'écrire un petit texte à destination des paras qui pourraient être saisis de scrupules moraux, dans lequel il leur démontre que la torture est tout à fait conforme aux principes chrétiens, puisqu'elle permet de sauver des vies humaines. Ceux qui avec ça, auraient encore des scrupules, sont carrément éloignés de la division.

**La fouille dans les rues d'Alger. La scène classique dans une ville soumise à la répression.** (Ph. U.P.I.)

## Du bon travail

Massu est donc tout à fait content de lui, et pas gêné du tout. Tout s'est très bien passé. On l'a nommé commandant de la zone d'Alger. Il a, en vrai soldat, bien fait son travail, et a gagné la bataille, en utilisant les moyens adéquats. D'ailleurs, sa femme faisait la charité aux musulmans, en dirigeant un centre d'accueil de la jeunesse, alors n'allez pas dire que les paras n'ont pas fait œuvre sociale. En mai 1958, il y a eu les fameuses fraternisations entre Arabes et Européens, auxquelles il s'efforce de croire dur comme fer. Ces musulmans, il suffit de savoir les prendre...

Le « travail » que Massu décrit dans son livre suffit à faire dresser les cheveux sur la tête. Mais il faut ajouter que Massu se donne le beau rôle, et minimise systématiquement la torture, en affirmant qu'elle ne fut appliquée que là où elle était « nécessaire », et strictement contrôlée. Il reste bien loin de la réalité...

**Une belle figure de littéraire.** (Ph. U.P.I.)

## Pas de politique

Mais le fond de la question n'est pas là. Si le F.L.N. ne régnait que « par la terreur », comment Massu explique-t-il l'adhésion des masses algériennes, comment explique-t-il que, malgré sa « victoire », la seule solution ait finalement été l'indépendance ? Massu ne l'explique pas, c'est de la « politique », et, comme chacun sait, il n'en fait pas. On lui a dit de « protéger » la population, il la « protège », par « tous les moyens ». Là s'arrête son raisonnement. Pourtant, le problème est bien politique. Les soudards tels que Massu ne sont que les exécutants de la politique d'un régime. Et si les gouvernants de la « République » ne vont pas jusqu'à dire que la torture est autorisée, ils se chargent bien de faire comprendre à Massu qu'il est couvert. Ainsi cette lettre exhibée fièrement, où De Gaulle félicite Massu pour sa « belle et glorieuse division ».

## Une bonne démonstration

Oui, le problème est politique. En écrivant un livre pour se justifier, et se vanter de son action, Massu condamne bien plus que lui-même. Il démontre, bien involontairement, que lorsqu'on défend un régime pourri, on n'a pas le choix des moyens. Ce sont des moyens aussi ignobles que le régime colonialiste que ces hommes défendent. Quant à ceux qui les appliquent, ce ne sont pas non plus des enfants de chœur. Ce sont des brutes inconscientes et fières de l'être, dont Massu nous offre un parfait spécimen. A régime pourri, moyens pourris. Le livre a au fond le mérite — involontaire — de le démontrer.

Bien sûr, l'auteur répondra que ceux d'en face avaient des moyens « barbares » bien pires. Les attentats, les atrocités inutiles ont existé dans l'autre camp. Mais ils ne formaient pas le fond de l'action du F.L.N., qui reposait sur la révolte des masses algériennes contre la colonisation française et la misère qui lui était liée. Massu lui, imposait à la population algérienne un régime haï. Et si Massu est une brute fière de l'être, il y en a de plus coupables que lui : les hommes politiques bourgeois qui ont, consciemment, mené une politique de force, en laissant aux exécutants le soin de « se salir les mains ». Parmi ceux-là, dirigeants de la IVe ou de la Ve, certains ont même gardé une auréole de libéraux ou d'hommes de gauche, et ont la sagesse de ne pas se vanter des atrocités dont ils ont pris autrefois la responsabilité politique. Mais ils sont, au même titre que Massu, des criminels.

**André FRYS**

(*) **La vraie bataille d'Alger.** J. Massu. Plon éditeur. 33,60 F.

FEUILLETON

# VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

# Une nécrologie d'Akron

**Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, "** Le bois qui pleure **" est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.**

**La nouvelle,** Une nécrologie d'Akron, **a pour cadre l'industrie américaine du caoutchouc. Les personnages en sont les ouvriers de cette industrie : chassés de leurs terres, appâtés par la promesse d'un salaire élevé, ils font l'expérience de l'exploitation capitaliste, des conditions de travail qui tuent à 40 ans, des cadences qui deviennent chaque jour plus rapides, plus insupportables. Puis survient le krach et la crise de 1929 : le chômage s'accroît, les salaires baissent pour ceux qui conservent leur emploi.**

Il prit sa casquette et sortit, laissant derrière lui un curieux silence, si profond que l'on entendait les petites bulles de savon éclater dans la lessive de ma femme.

Bien sûr, maintenant que je suis plus âgé, que nous sommes syndiqués, que les choses vont mieux et que les compagnies ont appris que l'ouvrier a aussi son mot à dire dans les questions de production et d'organisation, je n'ai plus la tête aussi chaude qu'alors. Mais dans ces premières années de crise, nous étions en pleine bataille, et, tant qu'on se bat, on ne peut s'offrir le luxe de considérer le problème sous tous ses angles avec sérénité. Du moment que vous vous mettiez à réfléchir sur le cas de votre adversaire, ça vous enlève le vent des voiles. C'est pourquoi Ken Morton était à mes yeux un véritable poison. Il était l'homme des compagnies, et pour moi, c'était la pire chose que l'on puisse dire d'un jeune type comme lui.

Je me souviens d'une conversation que nous eûmes ensemble à propos de questions syndicales ; c'était un garçon si intelligent qu'on oubliait toujours, en face de lui, qu'on avait affaire à un enfant, et je lui parlai comme à un adulte.

— Je ne crois pas aux syndicats, me répondit-il d'un air important. Je ne crois pas que l'organisation ouvrière soit une panacée. Il y a, pour mon goût, trop de politique et d'intrigues dans les syndicats. Vous autres ouvriers suez et travaillez pour payer des cotisations syndicales dont les chefs de syndicats tirent des salaires à rendre jaloux MM. Seiberling et Tyler. Mais lorsque vous demandez une aide à votre syndicat, vous ne recevez que du vent. Ce n'est que du gangstérisme.

Ces paroles me remplirent de fureur, parce que j'avais fini par me persuader, après mûres réflexions, que le syndicat était la seule chose qui pouvait nous tirer d'affaire. Il est amusant de penser que le type qui m'avait initié à ces questions n'était autre que ce sourd-muet de Mike Kern. Comme il ne pouvait parler il s'était mis à lire énormément et il m'a transmis quelques-unes de ses idées. Quelquefois, il griffonnait quelques mots sur un bout de papier : une citation ou le titre d'un article qu'il désirait que je lise ; parfois, lui et son frère jumeau venaient chez nous après le dîner et nous faisaient une petite conférence. C'est-à-dire que Mike communiquait son idée à son frère avec ses mains, et Gus, qui n'était ni sourd ni muet, s'en faisait le porte-parole fidèle. Aussi, quand j'entendis Ken, la bouche pleine de phrases qu'il avait apprises ailleurs, je lui dis :

— Où as-tu ramassé ces sornettes, vieux renard ? Alors, il répondit d'un air insolent qui ne fit que m'exaspérer davantage :

— Je lis les journaux, moi ! Vous ne pensez pas, je présume, que je parle sans m'être fait une opinion objective ?

— Va-t'en au diable, toi et ton opinion objective. Il n'y a rien d'objectif dans le fait que ton père se fasse péter les boyaux, que l'on accélère le travail, et que de malheureux types avalent tellement de talc qu'ils crachent le sang avant d'avoir trente ans. Je voudrais te voir derrière un tambour à faire cent pneus dans ta journée. En Russie...

— En Russie, si tu veux le savoir, le travail est pire qu'ici. Nous ne voulons pas d'enrégimentation, nous voulons l'entreprise libre. Ici nous sommes aux Etats-Unis où un type comme moi peut tenter sa chance et arriver peut-être au sommet, dans le Mahogany Row.

— Oui, je vois où tu veux en venir, et comment tu vas finir : Tu seras un jaune, un homme de main, un briseur de grèves. Tu n'as qu'à aller à l'Ecole de Summit Rubber, et un jour, tu jetteras des bombes à gaz à ton propre père.

Nous vivions encore chacun pour soi, et les compagnies faisaient de nous ce qu'elles voulaient. Bien entendu, il y avait un bureau de l'A.F.L. à Akron, au coin de Miller et Main, au troisième étage, dans une salle qui avait dû être un ancien local d'amicale, ou quelque chose dans ce genre. Mais le syndicat ne comptait guère qu'une poignée de membres, en majorité des maçons, et les compagnies veillaient à ce qu'aucun de nous ne se joignît à eux. Leurs espions surveillaient l'entrée du petit bureau et inscrivaient les noms de tous les gars qu'ils voyaient y pénétrer ou en sortir. S'ils avaient la preuve que vous étiez un membre du syndicat, ils vous collaient sur la liste noire, et aucune compagnie ne vous donnait jamais plus de travail. A tel point que nous n'osions même pas parler entre nous de cette question syndicale. Je pense que la plupart des gars en ignoraient même l'existence. Je m'en ouvrais parfois à Jim, mais nous ne voyions pas la chose de la même façon ; et les quelques fois que nous avions parlé de Ken, nous n'étions pas d'accord non plus. Je fus écœuré de voir Ken entrer cet automne à l'Ecole de Summit Rubber, parce que je savais qu'il allait devenir, en grandissant, un suppôt de la compagnie, une de ces brutes à col blanc. Pour Ken, la compagnie venait immédiatement après Dieu Tout-Puissant, et quelquefois même avant. Quand il en parlait, il lui arrivait d'être tellement ému que les larmes lui brouillaient les yeux, comme le vieux G.T., quand il nous faisait un discours, lors d'une réunion, pour ensuite mieux nous tordre le cou.

— Dans ce pays, s'exclamait-il, aucune compagnie ne vaut Summit Rubber. Goodyear est magnifique. Firestone est très bien. Goodrich n'est pas mal, mais rien n'égale notre Summit Rubber. Nous ne sommes pas une compagnie, nous sommes une seule immense famille heureuse. Moi, je ne suis qu'un petit grain de poussière dans cette maison, mais si je veux aller demain matin voir le vieux G.T., et lui taper dans le dos et lui dire : « Comment vas-tu, G.T. ? » Il me répondra : « Et toi, fiston, que puis-je faire pour toi ? »

— Bien, lui dis-je. Alors pourquoi ne vas-tu pas lui dire que le contremaître de la section Trois est un infâme fils de putain qui torture ton père et lui arrache la peau du dos ? Tu verras ce que dira ton G.T.

Et, ma parole, il y est allé, le lendemain matin, et ce vieux salaud de G.T. l'a retenu pendant au moins dix minutes. La semaine suivante, le contremaître du secteur Trois était remplacé par un beau jeune type qui n'avait pu encore oublier à quel endroit les muscles du confectionneur de pneus le font souffrir. Non pas qu'ils aient renvoyé cet autre salaud de contremaître. Ils l'avaient seulement déplacé à l'Usine 1, qu'il eût tôt fait de transformer en enfer. Pendant trois semaines, Ken se promena le nez en l'air, puis son père fut renvoyé. Il ne faisait pas partie d'un renvoi en bloc, avec quarante ou cinquante de ses compagnons, mais les treize qui furent renvoyés de l'Usine 2 furent triés sur le volet. Il y avait très longtemps que Jim travaillait pour Summit, aussi auraient-ils pu prendre son ancienneté en considération, mais ils ne l'ont pas fait. Ils gardèrent quelques nouveaux, jeunes et inexpérimentés, et le chassèrent, lui.

Alors, j'ai demandé à Ken ce qu'il pensait de la compagnie.

— Vous ne croyez pas qu'ils débauchent des hommes juste pour le plaisir ? Vous êtes toujours à vous lamenter, mais vous êtes parmi les ouvriers les mieux payés du monde entier et vous le savez. Dans d'autres pays, les gens riches seulement possèdent ce que le moindre manœuvre d'Akron peut se procurer : une maison, une glacière, une radio, une voiture...

Ça ressemblait tellement aux discours du vieux G.T. que je lui aurais volontiers cassé la figure.

— ...Regardez tout ce que la compagnie fait pour vous, continua-t-il en sermonnant : toutes les recherches et les expériences entreprises pour vous faciliter la tâche. Ils vous donnent de l'air, de la lumière et de la ventilation. Ils vous donnent les plus belles machines du monde. Ils vous donnent une caisse maladie, un plan d'économies, des maternités, une école pour vos enfants. Ils vous donnent ceci et cela et davantage. Chez Goodyear, ils vous ont même fait cadeau d'un syndicat. Si on en demandait un à Mr. Tyler, de la manière qu'il faut, peut-être accepterait-il de l'organiser. Que diable voulez-vous donc ?

— Nous ne voulons ni cadeaux ni main tendue, ai-je répondu. Ce que nous voulons, ce sont des droits.

Un jour que j'étais assis chez « Mike », à écouter les gars discuter pour savoir s'ils parieraient ou non pour les Yankees, Ken Morton entra et se dirigea vers moi.

— Je voudrais vous parler, c'est très important. Je n'avais pas vu le gamin pendant assez longtemps ; il avait cet air qu'ont les jeunes gens qui ont trop étudié et pas assez dormi. Il travaillait toujours à l'Ecole de Summit, suivait des cours du soir à l'Université d'Akron et remplissait également les fonctions de surveillant dans les usines, passant d'un atelier à l'autre. C'était une règle que tout étudiant de l'Ecole de la compagnie apprît tout ce qu'il y avait à savoir sur la fabrication des pneus. Ça pouvait paraître épatant si on n'allait pas trop au fond des choses. Mais la réalité était qu'ils entraînaient de la sorte une équipe de briseurs de grève.

— Tu prends une tasse de café avec moi, Ken ? Je m'étais promis d'enterrer la hache et de ne plus me disputer avec le gosse, pour l'amour de Jim. Mais Ken me dit d'un ton de voix un peu sec :

— Non, merci. Je vais attendre que vous ayez fini. J'ai à vous parler. C'est à propos de mon père.

# FEUILLETON

Il m'inquiétait, et j'avalai mon café, payai et sortis avec lui.

— Vous vous prétendez un ami de mon père, me dit-il. La question était stupide et ne méritait pas de réponse.

— Parfait. Ce que vous faites ne me regarde pas. Mais n'entraînez pas mon père dans votre maudit syndicat. Il a assez d'ennuis comme ça.

A cette époque, le fait d'adhérer à un syndicat vous donnait la réputation d'un criminel ou d'un hors-la-loi. Nous avions tous peur d'en parler. Je m'étais inscrit en 1929. Je pensais que quelqu'un devait commencer et que ce pouvait tout aussi bien être moi. Les compagnies, de leur côté, devaient nourrir quelque inquiétude, sinon elles ne nous auraient pas combattus avec autant d'acharnement. Je me dis parfois que si elles n'avaient pas fait preuve d'une telle obstination, toutes ces questions syndicales n'auraient pas revêtu à nos yeux une importance aussi considérable. Si vous voulez que l'eau d'une marmite entre vite en ébullition, vous n'avez qu'à la coiffer d'un couvercle bien étanche, et attendre. C'est ce qui est arrivé à Akron au cours de ces années-là.

— Je n'entraîne personne nulle part, répondis-je au garçon. Tu ferais mieux de surveiller tes propos. Ton père est libre, et d'âge à savoir ce qu'il fait. S'il a envie de se syndiquer, c'est son affaire. Mais je ne l'ai pas entraîné là-dedans. En fait, je ne l'ai pas vu depuis des semaines.

— Ce n'est pas la peine de mentir. On vous a vus mercredi dernier, montant au bureau de l'A.F.L., avec mon père, dit Ken, blanc de colère.

— Ça n'est pas vrai. Mais soudain je me souvins de m'être rendu là-bas avec Jim, ce mercredi soir. Je l'avais rencontré dans un bazar de Main Street où il s'achetait de la crème à raser. J'étais descendu en ville en autobus, mais il avait sa guimbarde parquée au coin de la rue, et je lui avais demandé s'il ne pouvait pas me conduire jusqu'à Miller et Main. Tandis que nous roulions, je lui parlai d'un homme qui aurait pu acheter leur radio. C'était l'époque où nous vendions tout ce que nous pouvions pour payer la note de l'épicier. Quand nous arrivâmes à l'angle de Miller Street, il me demanda où j'allais. Je lui répondis : en haut. Je pense qu'il a compris ce que ça voulait dire, mais il n'y fit aucune allusion. Il me dit simplement que si je ne m'absentais pas trop longtemps, il m'attendrait, et que nous pourrions ensuite aller jusqu'à Cuyahoga Falls voir le type de la radio. Tout cela me revint comme un éclair, et je devins pâle de rage à l'idée que peut-être un des espions de la compagnie nous avait vus et en avait conclu que Jim faisait partie du syndicat.

— Dis au salaud qui t'a raconté cette histoire qu'il est un menteur, dis-je à Ken. Peut-être ramasse-t-il cinq dollars par type qu'il dénonce à la compagnie. Mais dis-lui de supprimer le nom de ton père de sa liste. Jim n'a rien à voir avec le syndicat.

— Peut-être ne s'y est-il pas encore inscrit, mais on l'a vu vous y accompagner et c'est assez.

— Qui te l'a dit ? J'aimerais discuter cinq minutes avec le gars.

— Un ami à moi, et qui n'est ni un menteur ni un salaud. Il passait par là et vous a vu entraîner mon père dans cette maison. Il m'a prévenu et je vous préviens à mon tour.

— De beaux amis que tu as, je te félicite. Des espions de la compagnie ! La plus basse, la plus sale vermine de la ville ! C'est ça le genre de relations que tu te fais à l'Ecole de Summit Rubber ?

— Bon, dit Ken. Ce n'était pas un espion. C'est moi-même qui l'ai vu, de mes propres yeux. A présent, essayez de me dire en face que je suis un menteur.

C'était un choc et qui dépassait mon attente. Alors, j'ai pensé : c'est ça qu'ils font du brillant petit gosse de Jim. Je le voyais en faction sous le porche, de l'autre côté de la rue, inscrivant dans son petit carnet puant le nom de tous les ouvriers qui montaient à l'A.F.L. Il est grand temps que nous nous syndiquions ouvertement, pensai-je, il est temps que Jim donne son adhésion et que tous les hommes de cette ville nous apportent la leur. Ils n'ont pas le droit de nous faire des coups pareils. Nous sommes en pays libre ! Est-ce arrivé au point qu'un homme ne puisse plus boire dans un « drugstore » qui se trouve être dans le même bâtiment qu'un bureau syndical ?

— Un simple avertissement, me dit Ken. Si vous entraînez mon père dans ces histoires, je vous préviens, il pourrait vous en coûter cher.

— Ah ! tu me préviens, sale petit jaune puant, tu me préviens. Ainsi tu fais le sale boulot de la compagnie et tu as l'audace de me prévenir.

— Je ne suis pas un espion, dit-il en glissant ses mains derrière son dos. On aurait cru qu'il allait s'effondrer et pleurer d'un instant à l'autre. Je ne suis pas un jaune, je passais là par hasard, et je vous ai vu entraîner mon père dans la maison. Je vous ai vu de mes propres yeux et je vous préviens, mais je ne suis pas un jaune.

— Suis-moi, viens par ici, c'est plus tranquille.

Derrière le café « Mike », il y avait une sorte de terrain vague où ils jetaient les cendres et les vieilles boîtes de conserves. C'est là que je l'emmenai. Je répétai :

— Ainsi tu n'es pas un espion et tu me préviens. Tu n'es pas un espion. Tu n'est pas un espion et tu me préviens...

J'étais hors de moi. Je voyais rouge. J'aurais pu le tuer, ce garçon. Je ne m'attendais pas à le trouver si costaud. Ou était-il simplement plus jeune et plus rapide que moi à la riposte ? Nous avons roulé dans l'herbe sèche et la merde de chien, nous cognant aux boîtes remplies de cendres. Je lui ai administré la plus belle correction qu'il ait jamais reçue de sa vie, mais j'ai pris quelque chose, moi aussi. D'habitude, on se sent mieux après une bagarre. Mais cette fois, quand je me suis relevé, c'était pire qu'avant. Je me sentais misérable, et tout ce qui m'entourait prenait l'aspect d'un grand trou noir désespérant. S'il pouvait arriver à un brave type comme Jim d'être espionné par son propre fils pour le compte de la compagnie, il n'y avait plus rien à attendre de l'avenir. C'est ainsi que les choses m'apparaissaient ce soir-là.

Et voilà pourquoi je ne pouvais pas recevoir Ken sous mon toit, et pourquoi Jim et moi, nous ne nous sommes par parlé pendant longtemps.

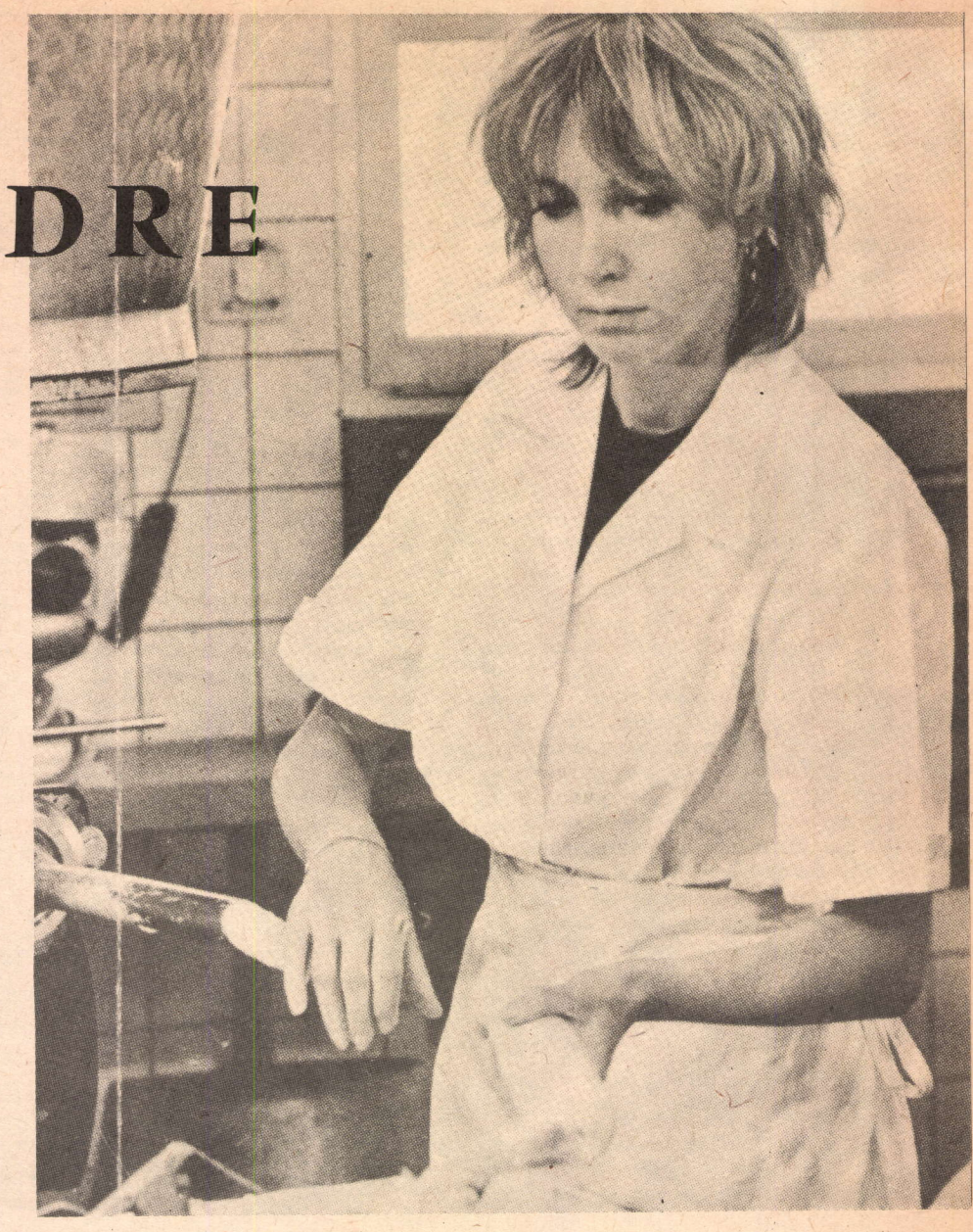
Je ne veux pas faire l'historique des syndicats, je veux seulement parler de Jim Morton et raconter comment il a attrapé ce rhume. Mais d'une certaine façon, sa vie a été mêlée de très près aux débuts de notre organisation ; Jim était un ouvrier du caoutchouc, et il est impossible de décrire la vie d'un ouvrier du caoutchouc en passant ces événements sous silence. C'est trop important. Peut-être certains d'entre eux ne se rendent-ils pas compte aujourd'hui de l'importance de cette lutte ; ils considèrent les choses comme naturelles et ne s'arrêtent pas à la pensée qu'elles auraient pu tourner différemment si le président Roosevelt, par exmeple, n'avait pas été élu, si nous n'avions pas eu un gouvernement qui ait montré une certaine compréhension à l'égard des travailleurs, et si les syndicats n'avaient pas été reconnus à un point nommé. Les gens peuvent supporter tant, et pas davantage. Je veux dire qu'ils peuvent supporter beaucoup s'ils le supportent de plein gré, volontairement, comme dans une guerre par exemple, ou une inondation ou dans des circonstances critiques, ou comme en Russie où les ouvriers possèdent les fabriques et que c'est marche ou crève pour elles et avec elles. Mais quand les gens ne peuvent rien dire et qu'ils sont fouettés sans arrêt, arrive un point où ils ne peuvent plus tenir. Nous avons été bien près de cette situation en 1932.

*(à suivre.*

**cinéma**

# LA SALAMANDRE

## d'Alain Tanner



*DANS une Suisse respectable, triste, ennuyeuse à mourir, sans luttes, sans contestation, sans fantaisie, Tanner nous décrit à nouveau une révolte qui ne parvient pas à s'exprimer.*

*Un vague journaliste de troisième ordre qui végète ; un vague écrivain qui travaille un mois, comme peintre en bâtiment et l'autre mois se morfond devant sa page blanche. Tous deux gauchisants, cyniques, comiques-paumés.*

*Et puis un jour, c'est Rosemonde, une fille sauvage, révoltée, qui va de boîte en boîte, qui en a « ras-le-bol » de mettre des saucissons dans leur sac toute la journée. Rosemonde est paumée, elle aussi, mais à la différence des deux autres, elle respire la vie, le naturel.*

*Les rapports entre les deux copains et la fille forment la véritable histoire du film. Et sans jamais verser dans le sentimentalisme, Tanner parvient à nous rendre cette histoire de manière émouvante. Les trois personnages à la dérive, perdus, se heurtent à un monde hostile et n'ont finalement aucun espoir : c'est ce qui les rapproche.*

*Tanner, comme dans son premier film,* Charles mort ou vif, *nous raconte l'histoire de déclassés, de révoltés sans perspectives. Considérée de ce point de vue, la société tout entière (et même les exploités qui travaillent à côté de Rosemonde), devient hostile, sans failles, éternellement bête et écrasante. La révolte impuissante tourne à l'aigreur et à l'individualisme.*

*Le premier film de Tanner, dans sa nouveauté, était sympathique. Le deuxième, très bien interprété, passe encore la rampe. Mais si l'auteur ne sort pas du cercle vicieux de la petite-bourgeoisie contestatrice, de la bohème enragée et de la révolte en chambre, il n'aura bientôt plus, comme ses personnages, que la perspective de tourner en rond ou de se taire.*

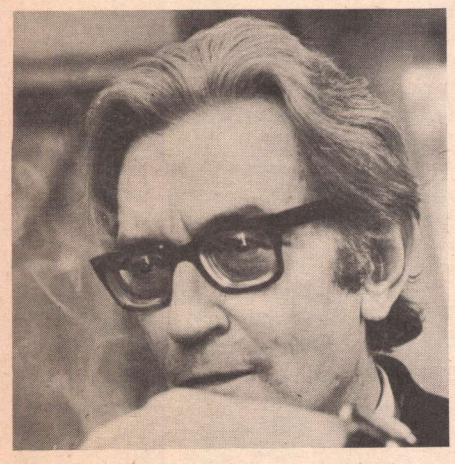
M. VARLET.

---

**télévision**

## " A Armes Egales " : *Mœurs et société*

# Un débat qui tourna court !



Maurice Clavel. (Ph. U.P.I.)

**L'AFFICHE promettait un vil affrontement. D'un côté Maurice Clavel, ciritique au** Nouvel Observateur, **professeur de philosophie venu du gaullisme de gauche au gauchisme maoisant, polémiste impétueux, de l'autre, Royer, maire de Tours, homme de grande vertu, selon ses propres dires, grand pourfendeur de la pornographie partout où il croit qu'elle se niche.**

**Le choc fut en effet violent, mais fort bref, puisque Maurice Clavel, après que fut projeté le film qui présentait sa thèse, déclara refuser la poursuite du débat, son film ayant été censuré. Et joignant le geste à la parole, il quitta sur le champ le studio, laissant les réalisateurs en proie au désarroi. Les explications qui furent alors fournies ne brillaient guère par leur clarté, mais confirmaient que les réalisateurs de l'émission « A armes égales » avaient effectivement gommé un mot du film de M. Clavel, parce qu'ils estimaient qu'il mettait en cause un citoyen qui ne disposait pas du droit de réponse : Pompidou en l'occurrence, accusé par Clavel d'avoir manifesté de l'aversion pour la « Résistance ». Par son geste, Clavel, mit le doigt sur la plaie et osa parler de la corde dans la maison du pendu... et de la censure à l'O.R.T.F. Ce fut là son mérite ce soir-là. Et nous le disons d'autant plus volontiers que nous sommes en complet désaccord avec les propos qui tombèrent sous les ciseaux du censeur. Nous ne sommes guère disposés à suivre Clavel dans son raisonnement qui consiste à opposer De Gaulle, le « libérateur » personnifiant les plus hautes vertus, à Pompidou, symbole de l'immoralisme d'aujourd'hui. Pour nous, la « vertu » des hommes ne se dissocie pas des intérêts de classe qu'ils défendent. C'est là le critère décisif.**

**En ce qui concerne la censure, nous ne pouvons que nous rallier à ce qu'écrivait Laurent Salini, dans** l'Humanité **du 14 décembre, au lendemain de cette émission : «** La censure, **dit-il,** ne frapperait-elle qu'un seul mot, elle est tout aussi inacceptable que si elle frappait une page **». Espérons que cette déclaration ne restera pas lettre morte pour les dirigeants et les militants du P.C.F., qui ont une fâcheuse propension à vouloir « censurer » l'expression des révolutionnaires au sein des entreprises.**

**Cela étant dit, on regrettera que Maurice Clavel n'ait pu utiliser pleinement les deux heures de cette émission pour dénoncer d'autres scandales de la censure dont certains sont certainement plus significatifs encore que celui qui provoqua l'esclandre de ce lundi soir. Pour, par la même occasion, lever le masque hypocrite dont se parent les tenants de l'ordre social actuel pour perpétuer leur domination ? On peut être d'autant plus déçu que, d'emblée, il annonça nettement la couleur, en s'adressant aux téléspectateurs pour leur demander de répondre à une question qui ne figurait pas dans les sondages de la S.O.F.R.E.S. :** « Estimez-vous, **questionnait-il,** que les bourgeois et les gouvernants soient qualifiés pour juger de la moralité des Français ? »

**Une question pertinente, non ?**

J.-P. VALI.

---

**SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT**

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | A | U | T | O | M | A | T | I | Q | U | E |
| II | C | R | A | V | A | T | E | S | ■ | ■ | T |
| III | H | A | R | A | S | ■ | S | B | I | R | E |
| IV | E | N | I | T | ■ | E | T | A | L | O | N |
| V | T | U | N | I | Q | U | E | S | ■ | N | D |
| VI | E | S | S | O | ■ | N | ■ | ■ | A | G | A |
| VII | U | ■ | ■ | N | O | U | D | ■ | F | E | R |
| VIII | S | ■ | U | N | I | Q | U | E | ■ | U | D |
| IX | E | ■ | M | E | S | U | R | E | E | S | ■ |
| X | S | O | I | R | E | E | ■ | ■ | S | E | T |

## SÉLECTION DE LA SEMAINE

**Mardi 21 décembre**

20 h 30 (2e chaîne)

*Les « Dossiers de l'écran » présentent un débat sur le Far West qui sera introduit par un film :* Buffalo Bill.

**Mercredi 22 décembre**

21 h 35 (1re chaîne)

*« Spécial cinéma » présente une émission consacrée aux Marx Brothers dans laquelle nous pourrons voir de nombreux extraits de leurs films.*

**Jeudi 23 décembre**

21 h 30 (1re chaîne)

*Un film,* Un taxi pour Tobrouk, *de Denys de la Patellière, avec Lino Ventura, Charles Aznavour.*

**Dimanche 26 décembre**

15 h 40 (2e chaîne)

Les parapluies de Cherbourg, *un film de Jacques Demy avec Catherine Deneuve.*

22 h 40 (2e chaîne)

*« Ciné-Club » présente :* Les contrebandiers de Moonfleet, *un film de Fritz Lang.*

**Lundi 27 décembre**

21 h 35 (1re chaîne)

*Un film d'aventure :* 100.000 dollars au soleil, *de Henri Verneuil avec Lino Ventura et Jean-Paul Belmondo.*

# dans les lycées

## Les vrais responsables

LE 28 novembre dernier, un jeune homme de 25 ans se suicidait au gaz à Brest. Ce fait divers, qui d'ordinaire aurait été relégué en dernière page, a pourtant fait la une de tous les journaux.

Mais ce jeune homme était professeur d'histoire au lycée commercial de la ville, et sa mort a été un prétexte pour les journaux du genre *France-Soir* ou *Paris-Jour* à donner leur version des problèmes actuels dans les lycées. On n'allait pas jusqu'à affirmer que les responsables de sa mort étaient les contestataires qui lui rendaient la vie impossible, mais c'était pour le moins sous-entendu. Ainsi *Paris-Jour* écrivait : *« On a déjà perdu, dans beaucoup de cas, le respect des parents, pourquoi respecterait-on davantage les maîtres ? »*

Mais s'il y a un « malaise » dans l'enseignement, les responsables ne sont pas les élèves « irrespectueux », mais la fonction même de l'enseignement dans la société décadente et plus matériellement les conditions déplorables dans lesquelles les élèves, aussi bien que les professeurs, se trouvent placés. Ce sont les classes surchargées (le jeune professeur de Brest avait la charge de classes de *60* élèves), c'est la prolongation-bidon de la scolarité qui a multiplié les classes baptisées pudiquement « de transition » où les élèves sont placés en attendant d'avoir 16 ans, c'est l'existence de formes d'enseignement au rabais, c'est la prétendue démocratisation de l'enseignement qui ne peut rien contre la division de la société en classes et les limites que cela impose aux élèves des classes pauvres. Comment veut-on que les élèves d'une classe de transition s'intéressent à ce qu'on leur enseigne alors qu'ils savent très bien qu'ils n'auront aucune possibilité de continuer leurs études et qu'ils ne sont là qu'en attendant ? Comment veut-on qu'un professeur « enseigne » à une classe de 60 élèves ?

Mais non content d'utiliser cette mort dont il est sans doute un des principaux responsables pour les besoins de sa campagne pour l'ordre dans les lycées, le gouvernement vient de présenter un projet pompeux sur la formation des professeurs de l'enseignement secondaire. On peut y lire, entre autres : ce sera *« un entraînement intensif à la communication »*, on abordera les problèmes *« de didactique, de la discipline... »*, on étudiera la *« psychologie de l'enfant, la technologie éducative... »*.

Et l'utilisation indécente faite par le gouvernement et la presse à sa solde de la mort du jeune professeur de Brest, tout comme les projets de réforme-bidon annoncés à grand tapage, ne pourront pas dissimuler le fait que la vraie responsable de la situation désastreuse dans laquelle élèves et enseignants se trouvent placés aujourd'hui est l'incurie criminelle de ce même gouvernement en matière d'enseignement, symbole de l'impuissance et de la décadence d'une société condamnée.

*A. V.*

# Témoignages

## AU LYCÉE DE RUEIL :

## La police contre les lycéens

**VOICI deux témoignages sur les événements qui se sont produits au lycée de Rueil et dans la ville de Rueil. Le premier est un témoignage d'un des lycéens exclus du lycée pour avoir été à la tête de la grève contre la circulaire Guichard. Le second est un témoignage du frère de ce lycéen, étudiant à Paris, qui n'a pris aucune part aux événements du lycée et qui n'a été inquiété qu'en raison de ses liens de parenté avec un lycéen jugé trop combatif par l'administration et la police.**

### A la chasse aux lycéens...

Vendredi 10 décembre, la police intervenait dans le lycée de Rueil. Cela pour empêcher l'occupation que nous avions décidée pour protester contre la décision du Proviseur de faire passer en Conseil de Discipline trois lycéens (dont moi), qui s'étaient fait remarquer lors de la grève précédente. Dès samedi matin, nous avons décidé d'informer la population de ce qui s'était passé en distribuant des tracts sur le marché. Mais là nous fûmes poursuivis par les C.R.S. Une heure plus tard, des flics en civil nous arrêtèrent sur la place de l'Eglise. Je fus fouillé, poussé brusquement dans une voiture et emmené au commissariat de police. Une trentaine de personnes avaient été arrêtées, pour la plupart des lycéens. A mon grand étonnement les gradés connaissaient déjà mon nom. On m'isola dans une pièce sur la porte de laquelle figurait la mention « Renseignements Généraux ». On me photographia de force, menottes aux mains, et coups de poings à l'appui. Durant l'interrogatoire, les flics me demandèrent pour qui je travaillais, qui me manipulait, allant jusqu'à déclarer pour m'impressionner : « on n'est pas à un lycéen mort près ». Je dus subir deux interrogatoires. Enfin, vers treize heures trente, je restai le seul au commissariat et là on me promit un interrogatoire « puissant » pour seize heures.

Toujours pour m'impressionner, ils jetèrent à mes pieds un homme au visage ensanglanté, incapable de tenir debout, que j'avais vu entrer une heure plus tôt en bon état.

Toutefois, vers 14 h 30, une délégation de parents et de professeurs vint demander ma mise en liberté immédiate, menaçant de rester sur les lieux tant qu'ils ne me libéreraient pas.

Voilà comment ont été traités les lycéens de Rueil. Mais cela continue, car depuis, une voiture stationne en permanence devant mon domicile. D'autres lycéens et professeurs sont aussi suivis.

**Une manifestation de lycéens contre la circulaire Guichard et la répression dans les lycées.** (Ph. A.F.P.)

Mais le lendemain du Conseil de discipline qui a décidé notre exclusion, le lycée reprenait la grève pour obtenir notre réintégration immédiate et le départ du proviseur, du censeur et du surveillant général Gabrielli, ce monsieur s'étant permis dès la reprise vendredi matin, dans son bureau, de frapper à coups de pieds et de poings un jeune lycéen venu lui demander un papier (ce garçon avait déjà le bras cassé). Les parents ont porté plainte, et le surveillant général fut relevé de ses fonctions par le proviseur qui, là, ne pouvait faire autrement.

Au lycée de Rueil comme ailleurs la lutte continue et s'ils croient briser notre détermination par leurs méthodes fascistes, ils se trompent. Nous n'oublierons pas...

### ... et aux autres

*Samedi 11 décembre, à 10 h 30, à Rueil-Malmaison, j'étais en compagnie d'un ami, ouvrier chez Dassault, en train de discuter dans la cour de son immeuble, lorsque des policiers en civil firent irruption. Ils fermèrent le portail, nous fouillèrent. Ils nous enjoignirent de les suivre sans nous donner aucune explication. Arrivés au commissariat, ils nous firent remplir des fiches ; nous ne comprenions toujours pas le motif de notre arrestation. Mais, apparemment, nous n'étions pas les seuls, car il y avait à ce moment-là une trentaine de personnes arrêtées, pour la plupart des lycéens. Nous avons tous eu droit à un interrogatoire en règle. Et là nous apprîmes que nous étions arrêtés pour « manifestation sur la voie publique » ! Les menaces ne furent pas exclues ; ayant appris que mon ami était ouvrier dans une entreprise travaillant pour la défense nationale, ils n'hésitèrent pas à le menacer de lui faire perdre sa place. Devant notre refus de nous faire photographier, ils nous y obligèrent les menottes aux poings, jusqu'à en frapper certains pour qu'ils relèvent la tête.*

*Nous n'en sortîmes que trois heures plus tard. Mais nous fûmes les seuls, tous les lycéens furent gardés, certains d'entre nous ayant dû subir un interrogatoire plus serré par des agents des renseignements généraux. Là encore la brutalité fut de rigueur. Ainsi, nous fûmes arrêtés, interrogés, photographiés, inculpés... pour avoir été surpris à discuter dans une cour ! Belle image de la justice de notre « nouvelle société » ! Il faut dire que ces derniers temps, Rueil a été le théâtre de nombreuses actions de ce genre, du quadrillage de la ville à la course aux jeunes, sur le marché, dans les rues et même... dans les cours. Tout ceci parce que les lycéens du lycée de Rueil s'étaient mis en grève pour défendre la liberté d'expression. Liberté qui, nous semble-t-il, a bien besoin d'être défendue.*